L'unité

N° 222 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 22 au 28 octobre 1976

POLICE : PONIATOWSKI PATRON DE COMBAT



Qui gouverne la France ?

LE BLUFF DE LA BOURSE



La gauche et le pouvoir en Europe

CETTE SEMAINE :

2. ITALIE, LA MONTÉE DES CONTRE-POUVOIRS

Sommaire

3
CONJONCTURE ECONOMIQUE : LE BLUFF DE LA BOURSE, PAR GUY PERRIMOND.

4
DASSAULT PIÉGÉ ?

5
CLASSES MOYENNES : CHIRAC NOYAUTE, PAR SERGE RICHARD.

6
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

8
LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE. CETTE SEMAINE : L'ITALIE, LA MONTEE DES CONTRE-POUVOIRS, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE. ENTRETIENS AVEC GIANCARLO PAJETTA, BETTINO CRAXI ET BRUNO TRENTIN.

15
ETATS-UNIS : EN UN COMBAT DOUTEUX, PAR JOSEPH FRANCESCHI.

18
REFORME DU LOGEMENT : UNE CONSTRUCTION BOITEUSE, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE.

19
POLICE : PONIATOWSKI FAIT L'UNANIMITE... CONTRE LUI, PAR JEAN-LOUP REVERIER.

24
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE », CETTE SEMAINE ANTONIO RECALCATI, PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.

26
TELEVISION : POUR LA RENAISSANCE DU SERVICE PUBLIC.

32
CHINE : LA DEMAOÏSATION COMMENCE, PAR CLAUDE FUZIER.

PHOTOS ET DESSINS.

Barrigue (page 4) Cagnat (page 4) Coureuil (pages 3, 8) Demoulin (page 15) Pascal Lebrun (pages 9, 11, 13, 17, 19, 24, 25) Norma (page 5) Solo (pages 1,22) Viva (page 12).

Editorial

QUI GOUVERNE ?

C'est donc la faute à la gauche ! Si la Bourse est morose, si le franc est faible, si les chefs d'entreprise hésitent à investir, si la confiance fait défaut, c'est la faute à la gauche, au programme commun, aux nationalisations, en un mot — mais plus de vingt fois écrit sous la plume du président de la République lui-même — au « collectivisme » !

Tel est le leitmotiv que l'on entend désormais à longueur de journée et que vient de reprendre à son tour le professeur Raymond Barre, dont on attendait une autre qualité d'arguments que ceux habituellement servis par les Poniatowski, Lecanuet ou autres Ceyrac.

Le Premier ministre est-il donc si peu assuré du succès de son plan qu'il en vienne déjà à chercher lui-même un bouc émissaire ? Ou bien, comme le lui a fait remarquer François Mitterrand juste avant le vote sur la motion de censure, qui avait été présentée par Pierre Mauroy, voudrait-il contraindre l'opposition à se taire ? Ce qui traduirait quand même une assez curieuse conception de ce débat démocratique que Valéry Giscard d'Estaing prétend vouloir contribuer à développer dans ce pays.

Il est, certes, courant lorsqu'on veut tenter de dissimuler l'échec d'une politique, d'aller chercher les responsables ailleurs que là où ils se trouvent. Mais, cette fois, le procédé employé est si grossier que le Pouvoir s'emmêle dans ses propres contradictions.

Si, comme le président de la République l'affirmait solennellement il y a quelques semaines à la télévision, « l'opposition n'agit que sur les mots alors que la majorité agit sur les choses », on voit mal comment un discours de François Mitterrand devant 500 chefs d'entreprise, prononcé de surcroît après la fermeture de la Bourse, pourrait le même jour provoquer l'effondrement des valeurs boursières. Et cela d'autant plus que la Bourse de Paris n'a pas été la seule atteinte, mais aussi celle de New York dont on ne savait pas jusqu'ici qu'elle pouvait être sensible aux paroles du Premier secrétaire du Parti socialiste.

Si, comme le prétend Jean Lecanuet, le programme commun est une « momie dont la gauche n'ose même plus desserrer les bandelettes », on se demande pourquoi il fait encore si peur aux dirigeants de la majorité et du grand patronat, à moins que ceux-ci aient l'habitude de claquer des dents à l'apparition d'un fantôme !

Tout cela n'est pas sérieux et il est peu probable que le matraquage organisé sur toutes les antennes de radio et de télévision parvienne à impressionner beaucoup les Français que l'on tend ainsi à prendre un peu pour des analphabètes. C'est d'ailleurs ce qu'indiquent les sondages dont on nous abreuve tous les jours, aussi bien ceux qui maintiennent la cote de François Mitterrand au niveau le plus élevé que ceux qui expriment le jugement des premiers lecteurs du livre « présidentiel ». N'est-il pas, par exemple, significatif que les personnes interrogées croient bien davantage dans le programme commun que dans le projet de société de Giscard d'Estaing pour assurer l'égalité des chances et pour défendre les individus contre les abus de l'Administration ? On est bien loin de ce collectivisme dont le Pouvoir tente d'agiter le spectre, suivant une méthode classique qui consiste à caricaturer le projet de l'adversaire pour rendre, par comparaison, le sien plus riant.

L'opinion ne s'y trompe pas, car elle sait bien qui est au pouvoir depuis maintenant dix-huit ans et qui est donc responsable de la mauvaise situation économique et financière dans laquelle se trouve la France. Le fait nouveau — et qui précisément affole les hommes de la majorité — c'est que des catégories sociales jusqu'ici hésitantes ont maintenant pris conscience qu'il existe une autre politique : celle qui est précisément définie, non pas aujourd'hui, pour les besoins de la cause, mais depuis plus de quatre ans, dans le programme commun de la gauche. Le patron du C.n.p.f., François Ceyrac, a effectivement, quant à lui, des raisons d'être inquiet en constatant — ce qui est apparu à l'occasion du Forum de « l'Expansion » — que les trois quarts des chefs d'entreprise sont à peu près convaincus que la gauche gagnera les prochaines élections et qu'ils n'imaginent pas pour autant qu'elle instaurera en France une société « collectiviste », puisque 97 % d'entre eux ne se sentent pas concernés par les nationalisations prévues dans le programme commun.

Ce sont là des réalités que le président de la République et son Premier ministre n'effaceront pas par des menaces ou par des accusations peu dignes. Le Parti socialiste n'a jamais pratiqué la politique du pire. Il ne souhaite pas que la crise s'aggrave et il ne fera jamais rien dans ce sens. Mais il n'a pas l'intention de se taire et il demande à ceux qui exercent le pouvoir d'avoir au moins le courage de ne pas rejeter sur les autres leurs propres responsabilités.

CLAUDE ESTIER

P.-S. Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que le P.s.o.e. n'a pu obtenir l'autorisation de tenir à Madrid son Congrès, qui était prévu du 4 au 7 novembre et qui serait, semble-t-il, considéré comme inopportun au moment où les Cortes ont à se prononcer sur les projets de réforme du gouvernement. Cela donne la mesure de la libéralisation offerte par Juan Carlos. Le poids du « Bunker » se fait toujours sentir.

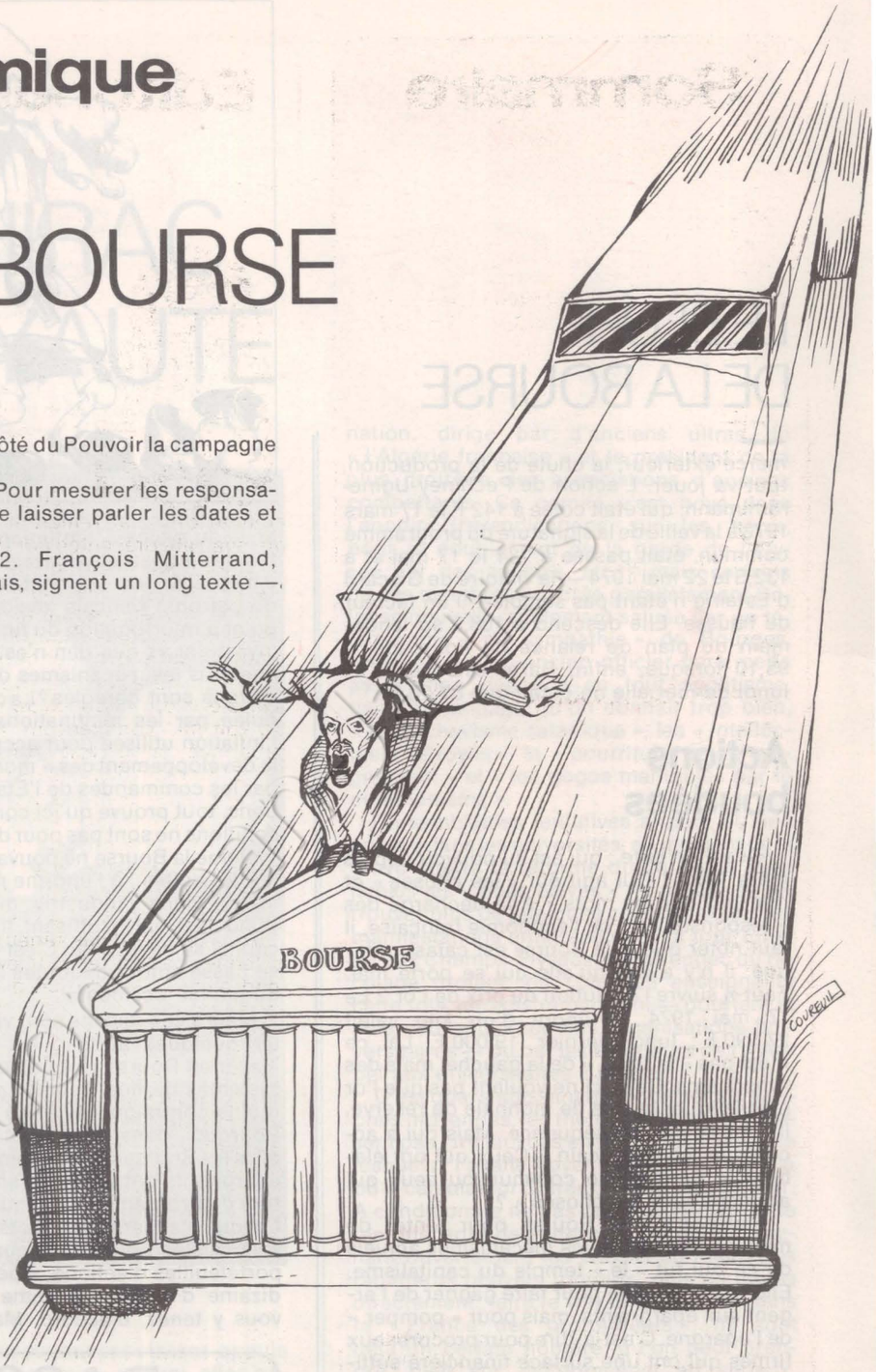
C.E.

ABONNEZ-VOUS

Nous rappelons que dans le cadre de la campagne que nous avons lancée la semaine dernière, toux ceux qui s'abonneront ou se réabonneront pour un an avant le 30 novembre recevront un cadeau spécialement choisi pour eux : le livre dans lequel notre ami Piem a réuni ses chroniques de « l'Unité », chacune assortie d'un dessin inédit et le tout préfacé par François Mitterrand.

N'attendez pas. Abonnez-vous, faites abonner les sympathisants que vous connaissez. Le bulletin d'abonnement est en page 30.

LE BLUFF DE LA BOURSE



Le plan Barre serait-il à la veille d'un échec ? Avant d'être effectif, serait-il dépassé par les événements, annulé par les contradictions, miné par les luttes politiques ? On serait tenté de le croire, à entendre le président de la République ordonner à ses ministres d'aider Raymond Barre à expliquer sa politique, ce qui pourrait faire douter des qualités pédagogiques du professeur-Premier ministre. Ou en voyant le Président du C.n.p.f. tenter de rameuter ses troupes — et pourquoi pas des électeurs — en déclarant « l'échec du Plan Barre ouvrirait la voie au collectivisme ». Bigre, en est-on déjà là ?

A vrai dire, la situation économique n'est pas faite pour border de roses les cheminements du nouveau gouvernement. Non seulement la Bourse réagit de plus en plus mal, le franc fait plus « qu'hésiter », la production chute, mais la réévaluation du deutschemark, intervenant au lendemain de l'annonce du déficit extérieur de septembre, est inquiétante. Ce mois-là, le taux de couverture de nos échanges est tombé de 90,3 % à 87,7 %. Pour les neuf premiers mois de l'année, le solde cumulé de notre déficit atteignait 12,6 milliards de francs en chiffre brut !

Seule consolation pour le Premier ministre : les prix. Les prévisions pour janvier semblent d'ores et déjà « bonnes ». Ce qui signifie que l'indice des prix, qui sera encore « mauvais » en automne, marquera un ralentissement au début janvier. Certes cela accélérera la chute de la production industrielle. Mais qu'importe les chômeurs supplémentaires...

L'« ennemi intérieur » ?

Le plan Barre n'étant pas seulement « économique », on a assisté, la semaine dernière, à un étrange spectacle. Comme il est évident que rien ne va bien, que la majorité présidentielle est déchirée, que l'opinion publique hésite, une nouvelle explication des malheurs de la France est apparue. Si la Bourse baisse, c'est la faute de la gauche ; la preuve : elle a prévu des nationalisations ! Etrange pouvoir du verbe : il y a maintenant plus de quatre ans que le programme commun est signé et ces mots auraient suffi, brusquement, aujourd'hui, à faire peur aux « épargnants » ? Ou auraient poussé les patrons à ne plus investir ?

Faut-il rappeler que toutes les Bourses baissent, ici où existe un programme commun, et ailleurs, où il n'existe pas ? Faudrait-il croire alors que la perspective de la victoire de la gauche, en France, suffit à détraquer toutes les Bourses ? Faut-il croire qu'à force de rechercher d'autres responsables qu'eux-mêmes, gouvernement et patronat, après avoir parlé des producteurs de pétrole, en soient venus à rechercher un « ennemi intérieur » ? Ou, plus simplement, qu'ainsi soit ouverte du côté du Pouvoir la campagne électorale ?

Peu importe. Pour mesurer les responsabilités, il suffit de laisser parler les dates et les faits.

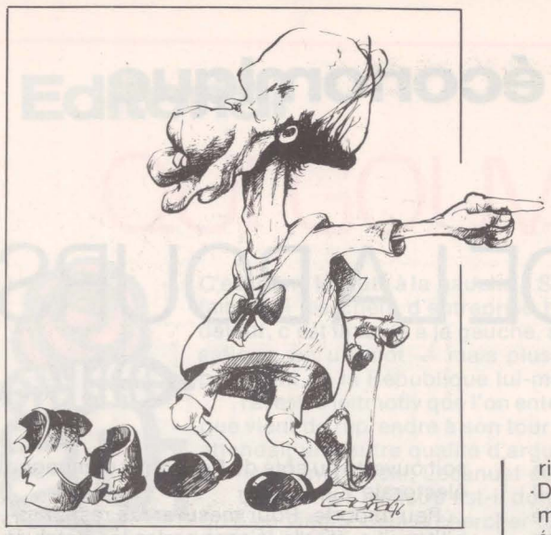
27 juin 1972. François Mitterrand, Georges Marchais, signent un long texte — près de 100 pages — que Robert Fabre va ratifier 15 jours plus tard. Texte qui va modifier radicalement la politique française : le programme commun de gouvernement. Si les journaux donnent à cette publication l'importance qu'elle mérite, la Bourse reste calme. Autour de la « corbeille », les nationalisations prévues ne semblent faire frémir personne. L'indice Insee des valeurs françaises à revenus variables — ce que l'on appelle les actions — qui était à 100,6 à la fin mai, se retrouve fin juin à 100,6 et, fin juillet, à 107,5. A croire qu'aucun boursier, aucun patron n'a lu le programme commun, pas plus que les articles qui lui sont consacrés. Les « nationalisables » ont beau représenter plus de 7 % de la production intérieure brute, 16 % des investissements productifs et, surtout, 37 % de la capitalisation boursière de Paris, rien de ne passe autour de la corbeille : programme commun, connais pas ! semble être la règle du jeu.

Mars 1973. La gauche unie va affronter pour la première fois une élection législative. A New York, la Bourse perd 5 % en un mois, à Tokyo et à Londres, la perte est de 3 %. A Paris, en revanche, la Bourse monte. L'indice passe de 102,4 en février à 107,9 en mars et atteint 111,4 en avril : près de 10 % de hausse en 2 mois. Mais Paris ne peut pas rester un îlot protégé dans un monde qui commence à aller mal. Si la guerre du Kippour n'affecte que de très peu l'indice — la Bourse de Paris est plus sensible à la moindre déclaration du premier sous-secrétaire d'Etat venu qu'aux grands problèmes internationaux — la chute, avec l'embargo et la hausse du prix du pétrole, va être sensible : l'indice redescend en décembre 1973 à 96,3. Le premier trimestre 1974 est simplement maussade : on reste autour de 100. Arrivent les élections présidentielles. Le 17 mai, la hausse est de 3 points, certains titres gagnent plus de 10 %. Faut-il expliquer ce mouvement par l'annonce faite la veille du ralliement d'Antoine Pinay à Giscard d'Estaing ?

Mais le 22. le marché hésite. Et l'euphorie ne va pas durer. Si au moment du plan Fourcade l'indice dépasse les 130, très vite les dures réalités vont à nouveau peser. Et la Bourse suivra la tendance générale de l'économie. L'inflation, le déficit du com-

→

LE BLUFF DE LA BOURSE



merce extérieur, la chute de la production, tout va jouer. L'action de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, qui était cotée à 142 F le 17 mars 1973 à la veille de la signature du programme commun, était passée à 134 le 17 mai et à 132,5 le 22 mai 1974 — la victoire de Giscard d'Estaing n'étant pas semble-t-il un facteur de hausse. Elle descend à 108,3 au lendemain du plan de relance de Fourcade, à 95,10 lorsque, enfin, Barre est choisi. Et lundi dernier elle ne cotait que 83,20 F !

Actions boudées

Question bête : qui est au pouvoir depuis mars 1973 ? Qui agit sur « les choses » et non pas sur les mots ? A la décharge des « responsables » de l'économie française, il faut noter que si la Bourse est catastrophique, il n'y a pas qu'elle qui se porte mal. Faut-il suivre l'évolution du prix de l'or ? Le 17 mai 1974, le lingot d'un kilo valait 27 990 F ; lundi dernier, 19 000 F. Là, ce n'est pas « la faute » de la gauche, mais des Américains. Ceux-ci ne voulant pas que l'or puisse jouer le rôle de monnaie de réserve, ils ont agi en conséquence. Mais qui a accepté le jeu américain ? Ceux qui ont élaboré le programme commun ou ceux qui agissent sur « les choses » ?

Revenons à la Bourse pour tenter de mieux comprendre les mécanismes actuels de ce qui fut « le » temple du capitalisme. Elle n'est pas faite pour faire gagner de l'argent aux épargnants, mais pour « pomper » de l'épargne. C'est-à-dire pour procurer aux firmes qui ont une surface financière suffisante une part des liquidités nécessaires pour investir.

Or les temps ont changé : les firmes françaises font de moins en moins appel aux émissions d'actions pour financer leurs investissements. Pour la période 1971-1973, si en Italie la Bourse apporte encore 10,3 % des investissements, cette part n'est que de 7,5 % aux Etats-Unis et tombe à 3,7 % en France. Et les épargnants, de leur côté, s'en désintéressent. En 1962, 24,5 % du patrimoine des ménages était composé d'actions. Que ce chiffre soit « relatif », peu importe : on connaît trop mal « le patrimoine français » pour être sûr d'un pourcentage. Mais ce qui est significatif c'est qu'avec les mêmes calculs cette part tombe à 15 % en 1966, à 12 % en 70, à 9,8 % en 1973. Et que les spécialistes prévoient qu'en 1980 les ménages ne confieront que 5 % de leur patrimoine aux fluctuations de la corbeille.

En revanche, les épargnants s'intéressent davantage aux obligations : leur taux d'intérêt plus élevé, la sécurité garantie par l'émetteur ont des attraits que les actions ont depuis longtemps perdus. On le voit, les raisons qui ont poussé la Bourse à la baisse sont complexes. Certes, il y a l'actualité, la crise du système, l'inflation et surtout le refus des industriels d'investir. Aujourd'hui la « morosité » du patronat, et pas seulement du patronat français, réside dans l'énorme point d'interrogation du futur. Car pourquoi investir alors que rien n'est réglé, ou plutôt que tous les mécanismes de l'économie de marché sont déréglés ? La concurrence annulée par les multinationales, les cartels, l'inflation utilisée pour accroître les profits, le développement des « monopoles » assuré par les commandes de l'Etat ou les subventions, tout prouve qu'ici comme ailleurs, les solutions ne sont pas pour demain. Reflet du système la Bourse ne pouvait qu'en montrer les difficultés : à l'énorme masse de capital investi dans l'industrie moderne, correspond un profil insuffisant. Il faut donc que le capital se dévalorise. C'est en partie, ce qui se passe autour de toutes les « corbeilles » du monde occidental.

Mais à ces raisons sont venues s'en ajouter quelques autres : les firmes pouvant « aller en Bourse » ont aujourd'hui d'autres systèmes de financement aux mécanismes moins contraignants et au coût plus léger. Pourquoi, dans ces conditions, aideraient-elles les Bourses à être moins moroses ? Les épargnants ont appris, bien avant la signature du programme commun, que la grande époque était terminée. Dans les banques, les spécialistes boursiers, ceux qui gèrent les portefeuilles d'actions, répètent depuis une dizaine d'année, le même discours : « Si vous y tenez, d'accord. Mais partagez les risques, regardez du côté des obligations ». De surcroît, le système a créé d'autres moyens de profits pour les « gros-petits épargnants ». De la spéculation foncière — le studio à Paris — à la part dans une clinique ou dans une autre opération ceux qui, avant, jouaient en Bourse, ont trouvé des terrains d'aventure d'où sont exclus des risques comme l'inflation, le retournement du marché... ou les nationalisations.

Quant a ces dernières, il ne semble pas qu'elles aient affolé les petits porteurs. Les agents de change sont formels : « Ceux qui possèdent des nationalisables sont sûrs, allez savoir pourquoi, d'être indemnisés. Ceux qui renoncent sont ceux qui considèrent avoir déjà trop perdu. Les autres sont persuadés qu'ils ne pourront pas perdre davantage. »

Si en revanche, on en croit les journées comme celle du 7 octobre, les élections qui se déroulent ici et là, les sondages, il semble bien que l'ensemble des propositions de la gauche, les nationalisations, la planification et les autres chapitres du programme commun ont montré aux Français qu'autre chose était possible. Une autre politique, une autre rationalité. Et c'est cette percée qui gêne le plus le gouvernement et le patronat. Car eux ne peuvent rien faire d'autre que ce qu'ils font.

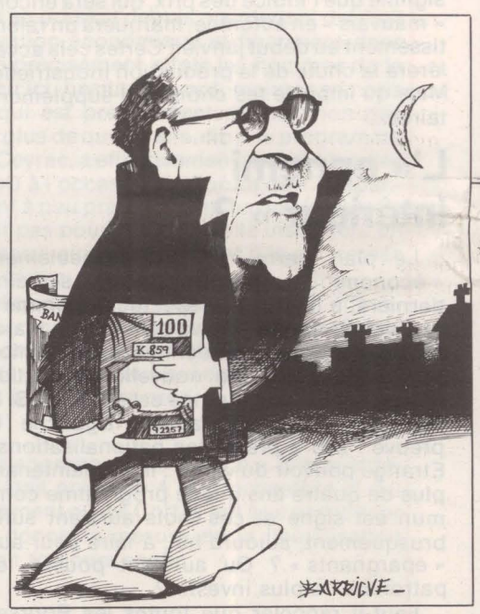
GUY PERRIMOND

DASSAULT PIÉGÉ ?

L'actualité — un long article du « Point » — vient de remettre en mémoire, pour ceux qui l'auraient oublié, l'affaire Dassault. Ce qui est étrange dans le chassé croisé de Vathaire-Dassault c'est, paradoxalement, le silence. Qui sait par exemple que le P.s. a demandé qu'une commission d'enquête soit désignée ? Qui sait pourquoi cela n'a pas encore été fait ? Et sauf dans les premiers jours, lorsque l'on pouvait simplement parler du détournement de fonds réalisé par un comptable miné par le chagrin ou le démon de midi — ou les deux — combien de journaux ont publié sur cette affaire le minimum nécessaire ?

Certes Marcel Dassault a annoncé, il y a plus d'un mois « qu'il révélerait la vérité ». Mais ayant pris la précaution d'ajouter « le moment venu » il doit penser qu'il peut toujours se taire. Ou parler pour ne rien dire. « L'Unité » pour sa part a posé quelques questions, révélé quelques-unes des pratiques de l'avionneur **(voir les numéros 217 et 218).** Nous avons rappelé l'étendue des marchés d'Etat dont Dassault a pu disposer. Et ce que cela a coûté à la collectivité. Quelques ministres ou anciens ministres auraient pu répondre. Mais ils ne l'ont pas fait.

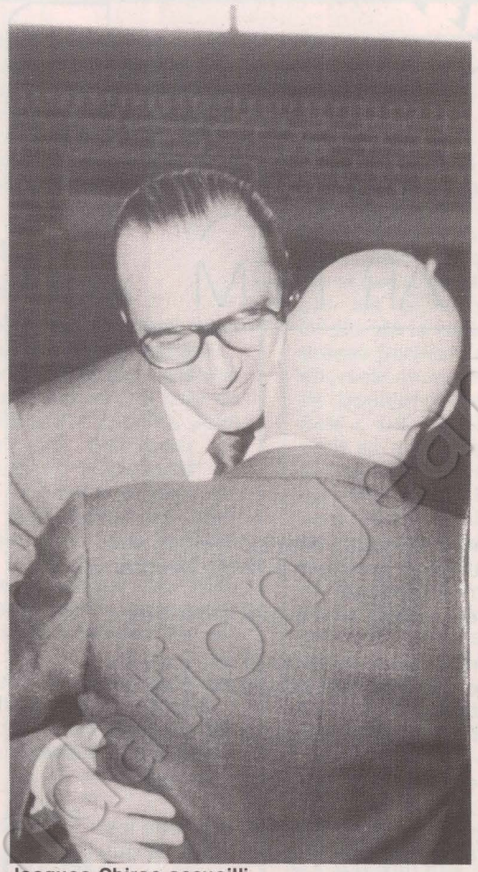
Les extraits du rapport succinct de De Vathaire prouvent que ces questions sont



CHIRAC NOYAUTE

Plus à gauche que le Nouveau Contrat social, dans la majorité, il n'y a pas ; et plus socialement ouvert qu'Edgar Faure, président de ce club, ça n'existe nulle part... Jacques Chirac avait soigneusement choisi le décor — celui du club en question, réuni en colloque vendredi et samedi — pour préciser son programme sur le thème brumeux de la participation. On sait maintenant jusqu'où va l'audace du « travaillisme » de l'ex-Premier ministre : jusqu'à « l'actionnariat ouvrier » modèle Pompidou, lancé à Renault en 1970 et qui fit rire la France entière. Voilà qui ramène à ses vraies proportions le faux-semblant « gauchisant » qu'exhibe Chirac cependant que, dans la coulisse, se préparent les choses sérieuses : la récupération de cet électorat de droite bonapartiste, épris d'autorité, d'ordre social et moral, qui souffre toujours d'avoir à s'allier avec la bourgeoisie orléaniste « libérale ». Plus précisément, c'est vers les classes moyennes que l'opération Chirac se développe maintenant.

Petits commerçants, artisans, professions libérales, « cols blancs », cadres, techniciens — pour ne rien dire de la moyenne paysannerie — ce groupe hétérogène n'en est pas un. Jacques Fournier et Nicole Questiaux — dans leur indispensable « Traité du social », aux Editions Dalloz — y recensent comme caractères communs presque uniquement des traits d'ordre idéologique ou culturel (activité de relatif prestige, volonté de se distinguer de la classe ouvrière, importance des signes extérieurs du mode de vie...). Or ces couches moyennes sont plus que jamais laminées, disloquées, prolétarisées et leur modèle culturel se dilue. Malgré l'effort du



Jacques Chirac accueilli par Edgar Faure à Epernay.

giscardisme pour souder ces classes-appuis en un « bloc au pouvoir » rajeuni, elles paraissent ne plus donner dans le panneau des compromis que la fraction dirigeante leur offrait jusqu'alors. Une démarche anticapitaliste peut les amener sur les positions de la classe ouvrière. Mais Chirac compte détourner le fleuve à son profit. Afin peut-être de leur faire jouer demain le même rôle que naguère les « gremios » chiliens ; et, dès aujourd'hui, d'en faire le noyau de son national-travaillisme.

Certes, les vocations de rassembleurs ne manquent pas dès que l'ordre idéologique est menacé. Mais souvent cela tourne court, comme on l'avait remarqué ces derniers mois dans des institutions aussi conservatrices que l'armée ou l'Université, pour ne prendre que ces deux exemples. Afin de « défendre » l'institution militaire, on avait vu s'agiter ainsi, pour réclamer à l'Occident de « ne pas être dupe » de la détente, le Centre d'information civique présidé par Jean-Christian Barbé (qui n'a d'ailleurs toujours pas répondu, trois ans après, aux questions de « l'Unité » sur le financement du C.i.c.) Barbé avait fondé en janvier, avec l'appui du ministre U.d.r. Yvon Bourges, un Comité de liaison Défense-armée-nation, dirigé par d'anciens ultras de « l'Algérie française » et le président de la plus droitière des associations d'anciens combattants. Ce comité s'est noyé dans l'anodin (revendications sur les képis, pour le doublement de la garde de l'Elysée par des appelés, etc.) ; mais certains de ses membres ont créé parallèlement Défense nouvelle, également saluée par un télégramme « de sympathie » de Bourges. Présidée par un ancien officier para, cette association dénonce en tout apolitisme, dans un langage qu'on connaît trop bien, « le bolchevisme satanique », les « intellectuels dévoyés », la « pourriture de l'enseignement » et « les gogos manipulés par le communisme ».

De semblables tentatives avaient eu lieu en avril dans les universités, au moment de la grève contre la réforme du 2e cycle. Mais jamais les « bons élèves » ne purent se retrouver plus de quelques centaines dans les manifestations antigrève sous la tour Eiffel ou aux Champs-Elysées. Même échec du racolage droitier, du côté des enseignants cette fois, enregistré par l'Uni — pourtant la plus subventionnée des organisations universitaires — ou par les initiateurs de l'« Appel aux universitaires » (Aupel).

C'est que, s'agissant de mobiliser les couches moyennes, les thèmes d'ordre ne suffisent pas : il y faut des chefs. Et pas n'importe lesquels : l'exalté Royer a échoué en 1974 là où le calculateur Chirac compte bien réussir. A condition de ne pas courir le risque de se marquer tout de suite trop à droite en prenant ouvertement les choses en main. Des rabatteurs peuvent toujours, plus ou moins directement, faire le travail à sa place dans la « France des profondeurs ». Ils sont déjà un certain nombre, qu'on peut prendre, bien sûr, différemment au sérieux.

Ainsi l'inénarrable Hector Rolland, député U.d.r. de l'Allier, prête-t-il à rire jusque parmi ses amis politiques, qui ne s'en privent pas... N'empêche que, depuis le débat sur l'avortement, un abondant courrier fait de ce chiraquien dévoué — il fut naguère un actif saboteur de la candidature Chaban-Delmas — un porte-parole de la majorité silencieuse. « Hector » rêve de réunir celle-ci autour d'un projet de « société libérale réfléchie » s'opposant au modèle giscardien, dans une organisation qu'il vient de fonder, sous l'appellation « Perspective 78 ». Au service d'on devine qui.

Même dévouement soudain à l'union des classes moyennes de la part de l'ancien « premier flic de France » Raymond Marcellin. Lui aussi s'est mis en campagne pour un tel regroupement : il propose aux intéressés un congrès commun, la rédaction d'une charte « anticollectiviste » à soumettre aux candidats aux élections, voire une confédération. Et si le « libéralisme populaire » qu'il préconise semble n'avoir que peu en commun avec « Démocratie française », ce n'est pas étonnant : bien que sénateur sous l'étiquette R.i., Marcellin depuis

réelles. Certes, tout ce qui est fiscal est complexe. La loi sert aussi à rendre la compréhension des choses assez difficile pour masquer la réalité. Mais les faits décrits doivent être tout de même compris par un député moyen ! La preuve : mardi, ne pouvant s'y opposer, le groupe U.d.r. a pris position. Il a demandé à son tour qu'une commission d'enquête soit désignée. En espérant certainement que celle-ci fera suffisamment durer les choses.

Mais il y a parfois des surprises. D'autant que les accusations de De Vathaire sont suffisamment précises — dates, chiffres, faits, sociétés impliquées — pour que le ministère des Finances, par exemple, se sente concerné et qu'un « petit quelque chose » soit entrepris. Ou qu'à la Direction des impôts on s'interroge. Bref, après la description faite par De Vathaire et la publication de son résumé, il semble qu'il n'y ait que deux solutions. Ou convaincre tout le monde que De Vathaire est un dangereux mythomane, ce qui sera difficile, ou cesser de « protéger » Marcel Dassault.

G.P.



Ce soir-là il n'y avait rien de bien intéressant à la télévision, sinon une émission littéraire au cours de laquelle un président écrivain viendrait parler une fois encore de son dernier ouvrage.

Le père et le fils, pour occuper la soirée, avaient sorti du placard le grand jeu de la société libérale avancée.

Chaque joueur dispose d'un certain nombre de milliards, d'une carte de considération distinguée, d'une gomme à effacer les bénéfices, d'un jeu complet d'écritures et de différents artifices.

Le père commence la partie en tirant une carte biseautée de contrôle fiscal.

— Tu marques « Le point », dit le fils en tentant de faire saisir cet hebdomadaire.

Le père sort de son écharpe quelques milliards qu'il met au pot, jette les dés, avance son pion jusqu'à la case trésor, ramasse le pot et tout ce qui traîne autour et remet les milliards dans son écharpe.

— Tu triches, papa !

— Donc j'y gagne, dit le père en suçant son pouce, car il venait de se piquer au jeu en voulant en retirer son épingle. Je gagne et j'avance mon jeton de présence jusqu'à la case pots-de-vin.

— A moi de jouer, dit le fils.

Mais le père a une carte maîtresse : il a installé cette demoiselle dans une pièce secrète du dossier où elle habite sous un nom d'emprunt.

— J'utilise mon air faux jeton pour avancer jusqu'à la case profit, dit-il.

— Il y a décidément trop de jeu dans le piston, dit le fils qui, voyant la tournure que prennent les événements, s'absente un moment pour aller au Vathaire.

Le père en profite pour brouiller les cartes et remplace hâtivement, avec un air ludique, sa déclaration d'impôt par une déclaration à la presse.

— C'est à mon tour de jouer, dit le fils.

— Non ! dit le père. J'ai fait un doublé jeu en sortant un agent du fisc de ma manche, je tire donc une nouvelle carte du pot aux roses... « Vous avez gagné le premier prix de vertu, chaque contribuable vous verse deux milliards ».

Il enfouit les billets sous son écharpe qui se gonfle comme le jabot d'un faisan.

Le fils fait entendre une plainte que le père s'empresse de retirer ; c'est un tendre.

Il retire aussi une carte de chance : « N'allez pas en prison, passez directement à la caisse, ramassez les derniers milliards qui restent ».

— Tu as gagné, dit le fils. Si on jouait à autre chose ?

— A pigeon vole ? dit le père.

CHIRAC NOYAUTE

18 ans est toujours allé chercher son inspiration à l'U.n.r., puis à l'U.d.r. Cette fois, l'idée de Marcellin semble bien lui avoir été soufflée à l'instigation de Pierre Juillet, éminence grise de Chirac.

L'ex-Premier ministre, à l'occasion, se dérange lui-même, comme lorsqu'il rencontre Léon Gingembre, des Petites et moyennes entreprises. Et il bénéficie de relais efficaces, sinon de sergents recruteurs, dans les diverses organisations qui prétendent regrouper les couches moyennes. La dernière en date étant ce « Syndicat national des classes moyennes » qui, en juin, achetait des pages de journaux pour s'adresser « à la majorité silencieuse » — sous un énorme titre, « La classe moyenne au pouvoir ? » — et lui proposer « un autre modèle que la société libérale actuelle et la société socialiste ». Presque en même temps avait été lancé depuis l'Elysée, avec un objectif similaire, un « Centre national de coopération interprofessionnel », présidé par Jean-Pierre Prouteau. Celui-ci se retrouvant aussitôt propulsé au Conseil supérieur des classes moyennes, mis en place le 29 juillet dernier.

L'Elysée, bien sûr, s'inquiète de l'opération cols blancs de Chirac et des moyens dont elle peut bénéficier sur le plan financier — du côté du patronat — et publicitaire — l'entourage de Valéry Giscard d'Estaing se mord les doigts d'avoir laissé Hersant effectuer la conquête du « Figaro » et de « France-Soir » sous le patronage de Chirac, qui va pouvoir bientôt en toucher les dividendes politiques...

L'inquiétude élyséenne s'est accrue depuis que, parallèlement, l'ancien ministre de l'Agriculture Chirac a avancé très vite ses pions dans le monde paysan. Ses liens avec le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, Michel Debatisse, ne se sont jamais distendus, bien au contraire. Ce n'est pas un hasard si ce dernier annonce justement « des contacts » et « des initiatives » communs aux organisations agricoles, artisanales, de commerçants et de cadres — en fait, leur projet de grande fédération des classes moyennes est fort avancé. Et lorsqu'on demande à Debatisse s'il fait allusion à Chirac en disant que « différentes démarches peuvent s'entrecroiser », il se contente de répondre que la question ne se pose pas « pour l'instant ».

D'où les contre-feux que s'efforce d'allumer l'entourage de Giscard d'Estaing. N'empêche que, pour un chef de l'Etat qui dans le même temps, face à la montée de la gauche, doit constater que la sortie de son livre constitue un succès d'édition mais en rien un événement politique, qui est obligé de réclamer aux membres du gouvernement de bien vouloir « aider personnellement » le nouveau Premier ministre et qui voit sa cote dans les sondages s'écrouler, tout cela paraît bien décourageant : même à droite, Giscard d'Estaing n'a plus l'initiative.

SERGE RICHARD

changer la vie politique en France

CURIEUSE MANIPULATION

Le rapport de l'O.c.d.e. publié au cours de l'été et indiquant que la France est celui des pays européens où les inégalités sont les plus grandes a provoqué une grande colère à l'Elysée et à Matignon, où l'on a immédiatement tenté de lancer une contre-offensive. Un rapport sur le même sujet a été demandé à l'Insee. Mais il aboutissait à peu près au même résultat avec une seule réserve, tenant à la fragilité des comparaisons internationales. Or l'interview donnée le 13 octobre à France-Inter par l'auteur du rapport a été présentée de telle façon qu'on pouvait en conclure qu'il s'agissait d'un expert de l'O.c.d.e. démentant sa propre organisation. A la direction de celle-ci, on n'a pas apprécié cette manipulation de l'information et on s'apprête à le faire savoir au gouvernement français.

CE QUE N'A PAS VU GISCARD

A bord de son Concorde, Valéry Giscard d'Estaing s'en est allé mardi passer deux jours à la Réunion. A la fois pour réaffirmer la « présence française » dans l'océan Indien, revigorer les esprits en faveur d'un départementalisme plus contesté que jamais et (si l'on en croit « le Figaro ») « dialoguer avec les masses ».

Un dialogue qui ne pouvait que tourner court, faute d'une appréciation sérieuse, par le Président, de la réalité réunionnaise. Que n'a-t-il lu « Combats pour l'autonomie », qu'un universitaire réunionnais enseignant aujourd'hui à Paris I, Michel Robert, vient de faire paraître (aux Editions Idoc France-L'Harmattan) sur la situation de l'île : chômage, malnutrition, émigration, enseignement inadapté... Tout ce qu'on s'est efforcé de lui cacher. Pas plus qu'on a parlé à Giscard d'Estaing de l'histoire d'une idée : celle de l'autonomie, aujourd'hui défendue par toutes les formations de gauche. Ce que souligne Michel Robert, en notant combien la publication de son projet de statut par le P.s. de la Réunion a constitué un événement politique capital.

LAPSUS CALAMITEUX

En moins de huit jours, deux lapsus qui donnent à penser.

Rigolade générale lorsque, après la publication du livre de Valéry Giscard d'Estaing, Jean Lecanuet fait distribuer ce commentaire : « L'espoir de changer de société sans en changer est clairement situé dans le camp où nous combattons... » Il faudra ensuite au C.d.s. courir partout pour donner un rectificatif (« changer la société sans changer de société »).

Vendredi dernier, c'est Jacques Chirac qui s'écrie à Epernay : « Il faut briser la démocratie... pardon : la bureaucratie »...

LE CULOT DE CHIRAC

La campagne électorale est déjà commencée dans la circonscription d'Ussel, en Corrèze, pour l'élection partielle des 14 et 21 novembre grâce à laquelle Chirac compte reprendre son siège de député. Pour cela, selon une méthode qui lui est chère, il « distribue des subventions ». Ainsi dans la petite commune d'Aix-la-Marsalouze comme le relatait complaisamment « la Montagne » du 13 octobre.

A la lecture de cette information, le candidat socialiste, Bernard Coutaud, a écrit au préfet de la Corrèze et au ministre de l'Intérieur pour s'en étonner : « S'il s'agissait de subventions d'Etat, je ne vois pas de quelles qualités l'intéressé pourrait se prévaloir pour les distribuer. Quant au budget du département, je ne me permettrai pas de vous apprendre que sa répartition est liée au vote du Conseil général dont vous êtes le mandataire. »

« Un candidat est libre de s'engager à soutenir la réalisation d'un équipement collectif, a répondu le préfet, bien embêté. Il va sans dire qu'en ce qui concerne l'attribution de subventions, la décision appartient soit à l'administration centrale ou aux autorités régionales dans le cadre des enveloppes votées par le Parlement, soit à l'Assemblée départementale. »

PINOCHET PERD SES APPUIS

Ancien ministre des Affaires Etrangères de Salvador Allende, Clodomiro Almeyda vient de passer trois jours à Paris où il a participé vendredi dernier à la soirée de solidarité Chili. Reçu au siège du P.s. par Lionel Jospin et Claude Estier, il a fait avec eux le point de la lutte menée par l'Unité populaire chilienne dont il est devenu le secrétaire exécutif. Cette lutte vise en particulier à maintenir la campagne mondiale pour la libération des prisonniers politiques détenus par la Junte fasciste et à intensifier l'action internationale pour l'isolement économique de celle-ci. Les nouvelles reçues du Chili même par le Comité politique de l'U.p, récemment réuni à Belgrade, confirment que de sérieuses divergences se manifestent au sein de la Junte dont plusieurs membres critiquent ouvertement la désastreuse politique économique de Pinochet. Celui-ci semble également avoir de moins en moins l'appui des Etats-Unis qui ne disposent cependant guère de solution de rechange, leur grand homme Eduardo Frei ayant perdu lui-même beaucoup de son crédit même au sein de la Démocratie chrétienne dont une bonne partie est désormais dans l'opposition. La répression demeure féroce mais, à l'extérieur, après des moments difficiles, les partis de l'Unité populaire ont resserré leur cohésion et accru leurs moyens d'action.

REMUE- MENAGE DANS LA PRESSE

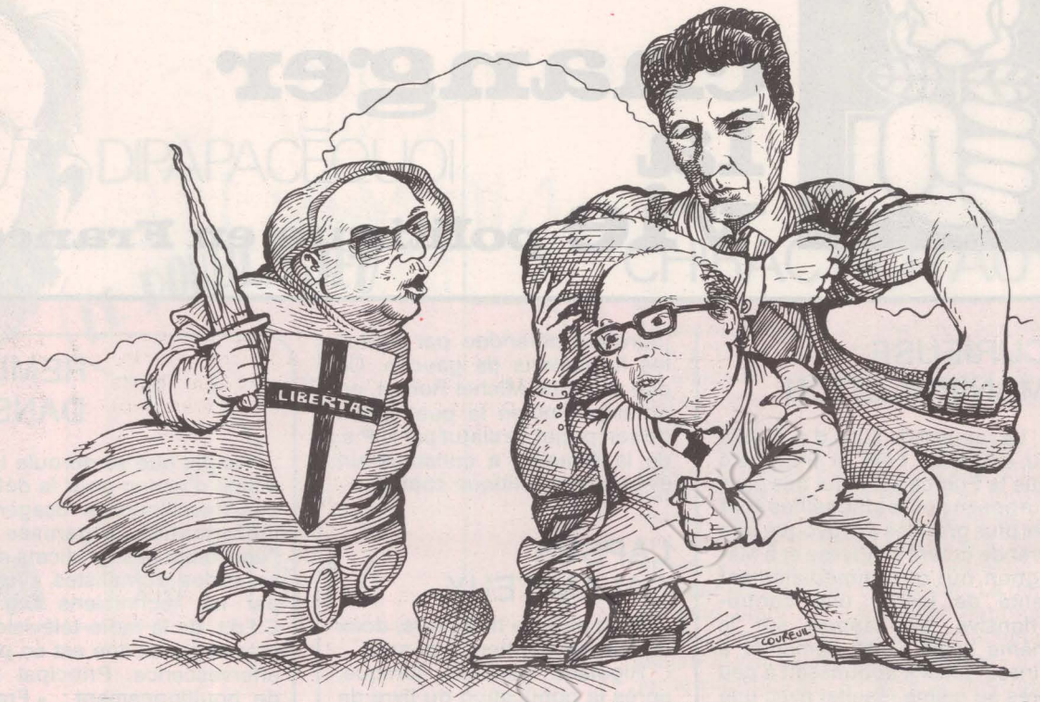
Tandis que se déroule la semaine d'action pour la défense des travailleurs et usagers de l'information organisée par l'ensemble des syndicats du Livre et des journalistes, ainsi que par les techniciens C.g.t. et C.f.d.t. de la radio-télévision, la presse parisienne est en pleine effervescence. Principal foyer de bouillonnement : « France-Soir », où Robert Hersant accroît sa mainmise avec l'intention de le transformer en journal du matin, « le Figaro » devenant, quant à lui, un quotidien de l'après-midi et l'un et l'autre étant directement imprimés dans plusieurs villes de province grâce au nouveau procédé de transmission de fac similé. La rédaction de « France-Soir », qui compte à l'heure actuelle 160 journalistes, serait considérablement réduite à la suite du départ d'une soixantaine d'entre eux qui s'apprêtent à faire valoir la clause de conscience d'ici au 5 décembre. La plupart iraient rejoindre la nouvelle équipe qu'est en train de constituer Claude Perdriel, P.d.g., du « Nouvel Observateur » pour lancer à partir de janvier prochain un quotidien du matin qui serait tiré à 100 000 exemplaires et diffusé dans un premier temps exclusivement dans la région parisienne. Autre projet de quotidien parisien, du soir celui-là et qui se situerait dans les eaux de la majorité : celui que prépare Joseph Fontanet, ancien ministre centriste, qui après avoir perdu tous ses mandats électoraux en Savoie, essaie de se reconvertir dans la presse.

La gauche et le pouvoir en Europe

Une grande enquête réalisée

- en Allemagne
- en Italie
- au Portugal
- en Grande-Bretagne
- en Espagne
- aux Pays-Bas
- en Belgique
- en Suède





Amintore Fanfani, Enrico Berlinguer et Bettino Craxi vus par Coureuil.

Après l'Allemagne (voir « l'Unité » de la semaine dernière), l'Italie. Les élections législatives du 20 juin dernier y ont modifié les données du problème général du pouvoir, mais en créant une situation fort complexe dont on voit encore mal l'issue. La Démocratie chrétienne au pouvoir depuis 30 ans, déchirée entre courants adverses et atteinte par les éclaboussures de nombreux scandales, a néanmoins maintenu ses positions électorales. Demeurant le premier parti italien, elle ne dispose cependant plus d'une majorité au Parlement et le gouvernement Andreotti n'a pu voir le jour, au cours de l'été, que grâce à l'abstention de tous les autres partis dont le Parti socialiste et surtout le Parti communiste. Principal gagnant des élections du 20 juin, celui-ci a fait un pas important vers le pouvoir. Il a obtenu pour l'un de ses principaux dirigeants, Pietro Ingrao, la présidence de la Chambre des députés et ce sont également des communistes qui président désormais, à la Chambre et au Sénat, plusieurs commissions importantes. Il a été ainsi mis un terme à la discrimination qui s'exerçait contre le P.c.i., mais cette situation nouvelle n'est pas sans créer à celui-ci des problèmes délicats. A plusieurs reprises et encore lundi lors d'une session du Comité central, Enrico Berlinguer a justifié l'abstention du P.c.i. en soulignant, d'une part — ce qui est également l'explication des socialistes — que c'était la seule possibilité pour que puisse se constituer un gouvernement ; et que, d'autre part, cette abstention représentait un moyen de pression sur le Pouvoir et un pas en avant vers la constitution d'une nouvelle majorité allant de la Démocratie chrétienne au Parti communiste et englobant tous les partis démocratiques. Objectif qui peut paraître surprenant, rapporté à la situation politique française, mais dont Berlinguer rappelle qu'il s'applique à la double spécificité de la vie politique italienne et du P.c.i. lui-même par rapport aux autres partis communistes européens.

Mais on n'en est pas là. Et, en attendant la constitution éventuelle de cette large majorité, la situation de la gauche italienne est aujourd'hui quelque peu malaisée. Permettre la constitution d'un gouvernement, être en mesure d'exercer sur lui une certaine pression est une position très différente de la participation à ce gouvernement. On s'expose à tous les inconvénients du pouvoir sans avoir la possibilité d'agir de l'intérieur de ce qu'on appelle en Italie « la chambre des boutons » (c'est-à-dire le poste des commandes). Et cette situation n'est évidemment pas sans conséquences quand le gouvernement propose, comme c'est le cas cette semaine, de sévères mesures d'austérité pour tenter de surmonter une crise qui place l'économie italienne, avec une dette extérieure qui dépassait au début de septembre 16 milliards de dollars, en position désastreuse. Ces mesures d'austérité, qui doivent se traduire notamment par une forte hausse de l'essence et la révision des tarifs publics, n'ont évidemment pas été sans provoquer de sérieux remous à la base tant dans les organisations syndicales que dans les partis de gauche. Les uns et les autres admettent la nécessité de mesures sévères, mais à condition qu'elles s'inscrivent dans un plan de réformes structurelles qui puisse aboutir à des résultats durables. C'est dans ce sens que le P.c.i. et le P.s.i. vont peser au cours de l'actuel débat parlementaire et les modifications qu'ils obtiendront dans les propositions du gouvernement donneront la mesure de la pression que la gauche italienne est présentement en état d'exercer sur un Pouvoir qu'elle tient à bout de bras sans y participer

Comment les responsables politiques et syndicaux voient-ils les choses ? C'est ce que nous avons demandé à Bettino Craxi pour le P.s.i. et à Giancarlo Pajetta pour le P.c.i., à qui nous avons posé les mêmes questions, ce qui rend d'autant plus intéressante la comparaison de leurs réponses ; ainsi qu'à Bruno Trentin, l'un des principaux dirigeants de la C.g.i.l., qui exprime ici un point de vue de syndicaliste. Nous faisons également le point, à partir d'une enquête à Bologne, Pavie et Venise, de l'expérience du pouvoir régional et local qui est aussi une donnée originale de la vie politique italienne. (1)

C.E.

---

(1) Un excellent livre de référence sur la vie politique italienne, « L'Italie de Berlinguer », vient de paraître chez J.C. Lattès, sous la signature de Patrick Meney, correspondant de l'A.f.p. à Rome.

II. ITALIE : LA MONTEE DES CONTRE-POUVOIRS

De notre envoyée spéciale

Bologne, cité aux arcades, est aussi « la » ville « rouge », puisqu'elle a été une des premières à avoir un maire communiste et une municipalité de gauche dont la gestion est citée en exemple aussi bien à l'intérieur de la péninsule qu'à l'étranger. En pointe sur les questions d'aménagement et de rénovation, Bologne a été également la première à instituer une décentralisation démocratique, par l'intermédiaire de comités de quartier. Une expérience de 13 années pleine d'enseignements comme a pu le constater une délégation de la Fédération des élus socialistes et républicains au cours d'un récent voyage organisé par Urbaconseil.

La gauche française s'interroge sur les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir effectivement la démocratie locale, en particulier sur le terrain des luttes urbaines. Ces questions, l'Italie se les pose depuis une dizaine d'années et on y a vu se multiplier les initiatives en ce domaine. A plusieurs reprises, les occupations de logements, les mouvements d'« autoréduction », c'est-à-dire le refus de payer les hausses de loyers ou de tarifs publics, ont porté leurs fruits. Depuis 1960, la formule du comité de quartier, « consiglio di quartieri », se développe et une soixantaine de grandes villes en sont aujourd'hui pourvues. Un mouvement qui devrait s'étendre grâce à la loi du 8 avril 1976 qui institutionnalise la décentralisation démocratique.

Depuis leur naissance à Bologne, en 1963, les comités de quartier (C.d.q.) ont donc évolué en quantité, mais aussi en qualité. Au départ conçus comme des instruments d'information, jouant un rôle consultatif, ils prennent des allures autogestionnaires au fur et à mesure du développement de leur pouvoir de décision.

Au cours de la phase de lancement, l'essentiel du pouvoir était accordé à un adjoint désigné par le maire pour présider le conseil de quartier. Le C.d.q. dépendait très étroitement du conseil municipal puisque tous ses moyens lui étaient fournis par la commune et qu'il émettait des avis en forme de propositions plus qu'en termes de discussion.

Aujourd'hui, le président du quartier est élu par les membres du C.d.q. et la loi nationale permet l'élection au suffrage universel du comité. En dehors de ses compétences locales, le conseil de quartier a le droit de donner son avis, avant le vote du conseil municipal, sur des documents à caractère général : plan d'urbanisme, plans pluri-annuels de développement économique, définition des critères de réalisation et de gestion des équipements — le C.d.q. vote aussi sur les permis de construire, les implantations de commerces et, bien sûr, le budget annuel. Il dispose lui-même d'un budget, variable selon les villes, d'un million de lires en moyenne (6 000 F français environ). Le comité de quartier peut également gérer des équipements sociaux (crèches, bibliothèques, centres civiques,

→



Pavie.



Bologne.



Venise.



La gauche et le pouvoir en Europe

Bettino Craxi (P.s.i.) : "Tous les pouvoirs sont paralysés par les dettes"

« L'UNITÉ » : Les résultats des élections du 20 juin ont-elles rapproché la gauche italienne du pouvoir ?

BETTINO CRAXI : La gauche italienne dans son ensemble a atteint 47 % des voix. C'est la première fois qu'elle arrive à ce niveau. Cela veut dire que l'idée d'une alternative au Pouvoir démocrate-chrétien n'est pas fondée sur un rêve. Bien entendu, de grandes difficultés subsistent. La première, c'est que nous ne sommes pas arrivés à 51 %. Mais une autre difficulté tient au déséquilibre qui existe à l'intérieur de la gauche. Une alternative de gauche en Italie ne serait pas, comme en France, à direction socialiste, mais à direction communiste. Ce qui n'est pas sans créer des problèmes dans le pays en général, mais aussi parmi les socialistes qui envisagent avec faveur une stratégie d'alternative, mais qui préféreraient y parvenir dans une situation différente, avec un rééquilibre des forces à l'intérieur de la gauche.

Il y a donc encore beaucoup à faire pour faire avancer cette stratégie et, en même temps, pour renforcer le Parti socialiste et son autonomie qui est la garantie de l'unité de la gauche, de sa pluralité réelle et, finalement, du succès.

— L'abstention du P.c.i. et du P.s.i. qui a permis la constitution du gouvernement Andreotti constitue-t-elle, à la lumière de l'expérience de ces dernières semaines, un réel moyen de pression sur le Pouvoir actuel ?

— Le gouvernement Andreotti n'a pas de majorité parlementaire. Il est obligé de rendre compte de son action à l'ensemble des partis représentés au Parlement. Nous avons commencé à fixer des méthodes afin d'exercer un pouvoir de contrôle sur le gouvernement. Par exemple, chaque fois que le gouvernement veut procéder à une nomination à un poste important dans l'administration ou dans l'industrie d'Etat, il doit s'en expliquer devant le Parlement. Le fait que le gouvernement n'ait pas de majorité nous donne effectivement un moyen de pression que nous avons bien l'intention d'exercer. Ce n'est pas une bonne solution, mais nous n'en avions pas d'autre.

— Ce n'est pas une bonne solution, mais est-ce qu'elle peut durer longtemps ?

— Elle peut durer quelque temps. On ne peut pas ouvrir une crise chaque semaine. Nous avons dit à M. Andreotti : vous avez un programme limité, vous avez pris des engagements, vous devez les réaliser et vous aurez de notre part une attitude de réserve critique, mais une attitude loyale. Dans ces conditions, le gouvernement actuel peut travailler un certain temps mais il ne peut pas être le gouvernement des cinq années de la législature.

— Cette abstention a-t-elle été bien acceptée par les militants et n'a-t-elle pas provoqué un débat à l'intérieur du parti ?

— Non. La décision d'abstention a été adoptée à l'unanimité. Evidemment, cela s'est fait sans enthousiasme. Pour prendre cette décision, nous avons été aidés d'une part par la conviction qu'il n'y avait pas d'autre possibilité pour donner un gouvernement au pays, d'autre part par le fait que la responsabilité de l'abstention est partagée avec les autres partis et surtout avec les communistes.

— P.c.i. et P.s.i. détiennent ensemble le pouvoir dans plusieurs régions et dans la plupart des grandes villes. Quelles conclusions peut-on tirer de l'expérience de ce pouvoir à la fois au plan de la collaboration des deux partis et à celui des possibilités réelles offertes en Italie au pouvoir régional et local.

— Effectivement, après le 15 juin 1975, la gauche a considérablement élargi sa présence dans le pouvoir régional et local. Nous dirigeons avec les communistes un certain nombre de régions et la plupart des grandes villes. Les rapports entre nous sont généralement bons, même s'ils sont quelquefois difficiles. Nos deux partis sont de nature différente, d'esprit différent. Leur alliance n'est donc pas toujours une lune de miel. Il y a beaucoup de discussions entre nous. Mais, d'une façon générale, je porte un jugement positif sur cette collaboration entre socialistes et communistes.

→

dispensaires, etc.) et les bureaux décentralisés de la commune (état civil, permanences, etc.).

Outil de participation, le comité peut appeler des assemblées, créer des commissions ouvertes aux habitants du quartier, sans en référer à la commune. Moyen de contrôle, il dispose de possibilités de recours devant le conseil municipal en cas de désaccord, comme le référendum abrogatif de règlements. Il peut enfin présenter au vote du conseil municipal des propositons de règlements.

A partir de ces règles générales, légèrement variables selon les villes auxquelles elles s'appliquent, une grande liberté de manœuvre est laissée aux villes et aux quartiers dans l'établissement de leurs règlements. Ici, le fait a primé sur la loi, dans la mesure où le Parlement italien a entériné une situation qui commençait à se développer dans toutes les grandes villes. Aussi le cadre législatif laisse-t-il place à un large éventail de relations de pouvoirs.

Ainsi, le conseil de quartier pourrait se limiter à n'être qu'une simple courroie de transmission entre le conseil municipal et ses administrés, chargé de faire comprendre à la base les décisions du pouvoir central. Paradoxalement, l'effort de décentralisation conduit à un renforcement de l'autorité communale, mieux informée des besoins de la population, mais aussi mieux soutenue dans son action.

Le pragmatisme qui semble prévaloir renforce cette tendance. Ainsi, à Bologne, 6 présidents de comité sur 18 n'appartiennent pas à la gauche. « Leur existence ne nous dérange pas, expliquent les communistes du conseil municipal. Les comités essaient surtout d'exprimer la volonté populaire et c'est à nous ensuite d'en tenir compte ». En somme, les municipalités ont tendance à vider les conflits de tout débat idéologique, une stratégie qui ne s'explique qu'à travers la thèse du « compromis historique », fondement de l'attitude du Parti communiste italien.

Face à cette situation créée par le P.c.i, le Parti socialiste italient cherche à définir pour les comités de quartier des rôles différents. Elio Veltri, maire de Pavie, met en avant le rôle d'instrument de contrôle joué par les comités opposés au rôle d'instrument de consensus que recherche le P.c.i.

A Pavie, comme ailleurs, ce rôle de contrôle se trouve freiné par une identité de vue inévitable entre militants des quartiers et membres du conseil municipal appartenant aux mêmes partis, même si le double mandat est interdit. Pourtant, Pavie bénéficie de quelques atouts pour mener une expérience différente de celle menée à Bologne.

Il y existe des listes indépendantes, de commerçants par exemple, qui peuvent échapper au contrôle des partis. Et, surtout, les comités de quartier y sont nés spontanément avant que la gauche ne prenne le pouvoir, en 1973, en opposition à une municipalité démocrate-chrétienne en qui les citoyens ne trouvaient pas d'interlocuteur valable.

En ce qui concerne les possibilités réelles du pouvoir régional et local, la vérité est que tous nos administrateurs sont devant de grandes difficultés en raison du très mauvais état des finances locales. Au moment où nous avions à faire face à une sensible augmentation des dépenses, une réforme financière comportant un système centralisé et rigide est venue créer de grandes difficultés aux administrations locales en leur enlevant la possibilité de lever des impôts qu'elles avaient auparavant. Que devient le pouvoir quand on ne dispose pas de moyens financiers et qu'on se trouve seulement devant des dettes à payer ? C'est un pouvoir très relatif. Le vrai pouvoir reste concentré entre les mains de l'Etat, des banques, des grandes puissances économiques.

La gestion des régions et des grandes villes apporte sans doute à la gauche des expériences intéressantes. Par exemple, la décentralisation au niveau des quartiers, avec la création des conseils de quartier **(voir en page 8).** C'est une initiative que les socialistes ont soutenue dès le départ et qui s'est maintenant généralisée dans toutes les grandes villes administrées par la gauche. Mais le vrai problème à résoudre, c'est celui des possibilités financières des administrations locales. Prenons l'exemple de Milan, qui a un maire socialiste. La municipalité de Milan doit payer chaque année 170 milliards de lires pour combler le déficit des transports publics. Après cela, il lui reste juste assez pour régler les salaires, mais rien d'autre. Elle est donc complètement paralysée. Le maire a beau faire preuve d'imagination, par exemple, en recevant les citoyens chaque vendredi, en s'occupant de ceux qui restent en ville pendant les vacances, en organisant des expositions ou des spectacles qui ne coûtent pas trop cher, cela permet de créer des rapports nouveaux avec la population, mais cela ne répond nullement aux besoins d'investissement qui sont nécessaires dans certains services.

— Quel est actuellement et quel pourrait être dans l'avenir le rôle des organisations syndicales compte tenu de ce que sont les syndicats italiens et de ce que sont leurs rapports avec les formations politiques ?

— Les trois organisations syndicales qui existent en Italie, la C.g.i.l., la C.i.s.l., et l'U.i.l., ont longtemps eu entre elles des rapports conflictuels. Il y a quelques années, elles ont engagé un processus d'unification, d'abord en se fédérant. Elles ont ensuite essayé de passer à l'unité organique, mais le processus s'est arrêté en raison des résistances à l'intérieur de chacune des organisations. Les socialistes, qui sont dispersés dans les trois syndicats, avaient beaucoup poussé à l'unification, mais ils se sont rendu compte que ces résistances venaient surtout du désir de chacun des grands partis d'avoir des rapports privilégiés avec le mouvement syndical.

On en est donc resté à une structure fédérée : trois syndicats, une Fédération.

A tous les stades de cette évolution, un principe a constamment été affirmé : celui de l'autonomie du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques. Le mouvement syndical n'est pas une courroie de transmission, il se déclare autonome, il l'est en effet, mais devant les grands choix politiques qui se posent au pays il lui est difficile d'être indifférent à l'influence des partis. Les socialistes ont pris acte de cette situation et ils ont le désir de renforcer leur présence dans les organisations syndicales non pour violer le principe de leur autonomie mais pour tenir compte de la réalité, à savoir que les trois grands courants du pays, démocrate-chrétien, communiste et socialiste sont effectivement présents dans le mouvement syndical.

Nous avons donc vu avec faveur se dégager au sein de l'U.i.l. une nouvelle majorité qui a porté au secrétariat général, le leader des métallurgistes, notre camarade Giorgio Benvenuto. A l'intérieur de la C.g.i.l., nous appuyons le courant socialiste qui se réorganise sérieusement (1) et nous sommes favorables à une coordination de l'action des socialistes à l'intérieur des différents syndicats. Les militants socialistes sont libres de choisir le syndicat qu'ils désirent. Ils sont loyaux à son égard, mais ils éprouvent la nécessité de coordonner l'action de la tendance syndicale socialiste.

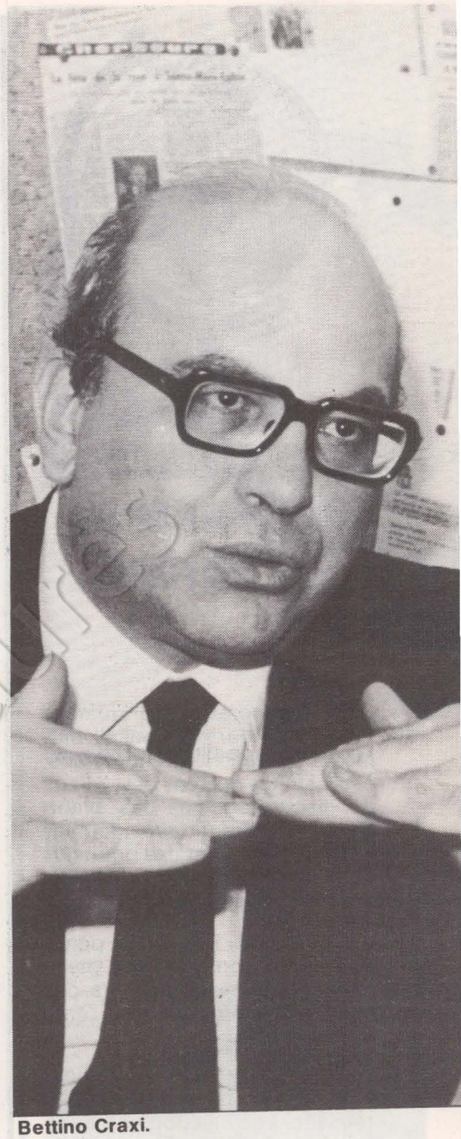
Encore une fois, il ne peut pas y avoir séparation absolue entre les objectifs poursuivis par les partis politiques et ceux des syndicats. Tout en respectant l'autonomie de chacun, il faut chercher un certain parallélisme dans l'action. L'important est de trouver un point d'équilibre entre ces deux impératifs apparemment contradictoires.

— Une dernière question : un Parlement européen élu au suffrage universel, comme il en est question pour 1978, peut-il constituer un cadre de dialogue et de rapprochement entre l'ensemble des forces de gauche en Europe ?

— Ce sera sans doute un pas très important. A l'heure actuelle, nous devons d'abord surmonter l'opposition entre les forces de gauche qui sont favorables et celles qui sont hostiles à la construction européenne. La majorité des socialistes y est favorable, à l'exception du Labour Party qui est partagé sur ce problème. D'un autre côté, il y a l'opposition des communistes français, mais quand les uns et les autres seront au Parlement européen, ils auront l'occasion d'approfondir le débat. Dans toute l'Europe occidentale, la lutte entre les forces progressistes et les forces conservatrices devient de plus en plus nette. La présence au Parlement européen pourra être un moyen de rechercher la voie de l'unité.

Propos recueillis par CLAUDE ESTIER

(1) Quatre des onze secrétaires nationaux de la C.g.i.l., à dominante communiste, sont membres du Parti socialiste. L'un d'eux, Agostino Marianetti, faisait partie de la délégation du P.s.i., conduite par Craxi, qui a été reçue il y a deux semaines par le P.s. français.

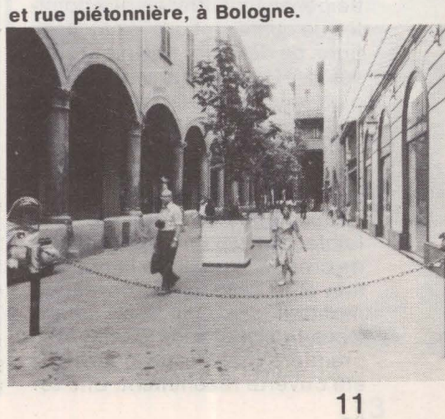


Bettino Craxi.



Artères sans automobiles.

et rue piétonnière, à Bologne.



Plusieurs des comités de Pavie bénéficiaient donc d'une expérience de contestation d'autant plus forte que la bataille pour l'urbanisme et contre la spéculation a été particulièrement violente ici. Malgré tout, l'arrivée au pouvoir des communistes et des socialistes a un peu freiné le développement des revendications. A Vallone, un des plus anciens comités de quartier de Pavie, on se plaint un peu d'une démobilisation inévitable à partir du moment où la municipalité cherche à aller au-devant des aspirations de la population. Le travail de politisation des habitants par les militants du quartier devient plus difficile : les revendications catégorielles ont à peine le temps de s'exprimer qu'elles sont déjà satisfaites. Et le niveau de conscience politique des masses n'avance pas...

A quelques exceptions près, pourtant, puisque Vallone se bat contre la municipalité pour obtenir rapidement des pistes cyclables. Sur ce thème, l'opposition démocrate-chrétienne s'exprime même violemment.

De l'avis d'Elio Veltri, le risque de voir le comité de quartier devenir un simple instrument pour la municipalité se trouve dépassé « si l'expression de la contestation est facilitée tant



La gauche et le pouvoir en Europe

→

dans les comités de quartier qu'à l'intérieur du Conseil municipal ». Dans le même temps, ces comités restent des « lieux de discussion, pas des avant-garde révolutionnaires, où les débats présentent des points de vue différents, sans conflit mais sans complicité non plus ».

Cependant, Elio Veltri pense que « l'harmonie entre la participation et la décision n'a pas encore été parfaitement réalisée. »

Sur ce point, les C.d.q. italiens restent en effet une demi-réussite. Les élections de quartier entraînent nécessairement une participation plus forte, ne serait-ce qu'au niveau des 340 élus supplémentaires pour une ville comme Bologne. Mais cela reste bien peu de chose pour une population de plus de 500 000 habitants. Toujours à Bologne, les assemblées de quartier mobilisent régulièrement deux à trois cents personnes, une moyenne qui peut se multiplier par dix ou quinze dans des cas très particuliers.

En règle générale, les comités de quartier touchent entre 10 et 15 % de la population, autant que le militantisme des partis. Cette limite se comprend d'ailleurs d'autant mieux que les syndicats hésitent à participer en tant que tels aux comités de quartier et que les associations de défense, très nombreuses en France, sont beaucoup plus discrètes de l'autre côté des Alpes.

Jeune municipalité de gauche élue en juin 1975, avec un maire socialiste, Venise se heurte sérieusement à ce problème de la faible participation. Elle essaie de créer un lien entre la population et le comité de quartier en montant des centres civiques. Dans le quartier de Castello, la première maison de quartier a été ouverte récemment. Elle regroupe des services sociaux pour les enfants ou les vieux, dans le but de faire sortir les « marginaux » des asiles, hôpitaux et institutions diverses. Autour de ce centre, le quartier cherche à organiser les contacts avec la population. Sans toujours obtenir grand succès.

En effet, la décentralisation ne suffit pas à élever le niveau de participation. A Venise, on ressent même une certaine contradiction entre les deux objectifs. Les quartiers de Venise, au nombre de 18, sont grands. Ainsi, celui de Castello, poumon ouest de la grande île, touche une population de 35 000 habitants sur un territoire regroupant la place Saint-Marc et l'ancien arsenal. Cette unité représente certainement un niveau optimal pour la décentralisation. Mais elle s'avère un peu grande pour une participation effective, contrairement aux objectifs de la municipalité qui espérait que cette dimension permettrait un débat politique réel. En fait, le « quartiere del Castello » a du mal à trouver son unité.

Pour que la participation se développe en dehors des périodes où se traitent les questions brûlantes, il faudrait aussi que les C.d.q. disposent de pouvoirs plus étendus. Elio Veltri explique que la décentralisation sera réellement démocratique le jour où les citoyens seront parfaitement informés et quand les quartiers et les communes s'autofinanceront.

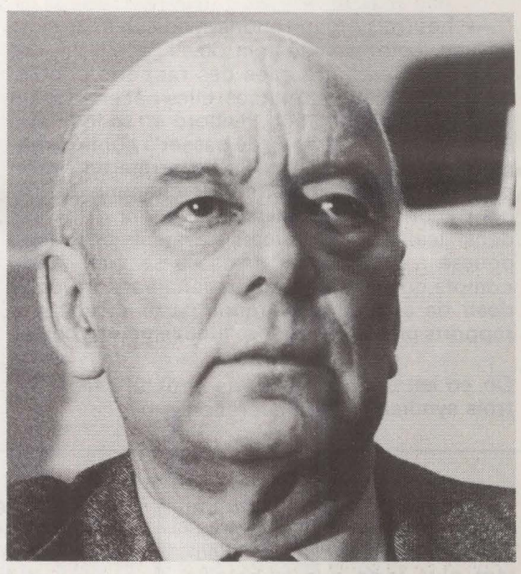
Car les comités de quartier restent totalement dépendants du conseil municipal en matière financière. A Bologne, par exemple, un C.d.q. « gère » une

Giancarlo Pajetta (P.c.i.) : "Un débat animé est en cours au sein de notre parti"

L'UNITÉ : Les résultats des élections du 20 juin ont-elles rapproché la gauche italienne du pouvoir ?

GIANCARLO PAJETTA : Les résultats électoraux du 20 juin font suite à la situation nouvelle qui s'est créée dans notre pays depuis le référendum de 1974 et les élections communales, provinciales et régionales de 1975. Le référendum avait vu se regrouper contre la libéralisation du divorce les forces du Mouvement social néo-fasciste et de la Démocratie chrétienne. Le fait que ces deux partis aient recueilli ensemble seulement 40 % des suffrages dans ce scrutin a non seulement marqué un coup d'arrêt dans le glissement à droite enregistré en 1971 et en 1972, mais a rouvert la voie à la participation des forces démocratiques du monde catholique à la lutte commune avec les communistes, les socialistes, les sociaux-démocrates et les républicains. Le 15 juin 1975, l'avancée des communistes et de la gauche en général a sensiblement modifié la géographie politique dans les régions et les villes. Cela a été, en fait, la mort du centre-gauche. Le monopole de la Démocratie chrétienne a subi un coup décisif. C'est à partir de là que les résultats du 20 juin dernier ont reposé la question des responsabilités de la gauche vis-à-vis du pouvoir en termes nouveaux et de façon plus concrète.

Notre propre force électorale est liée au caractère d'unité et de renouveau que nous avons



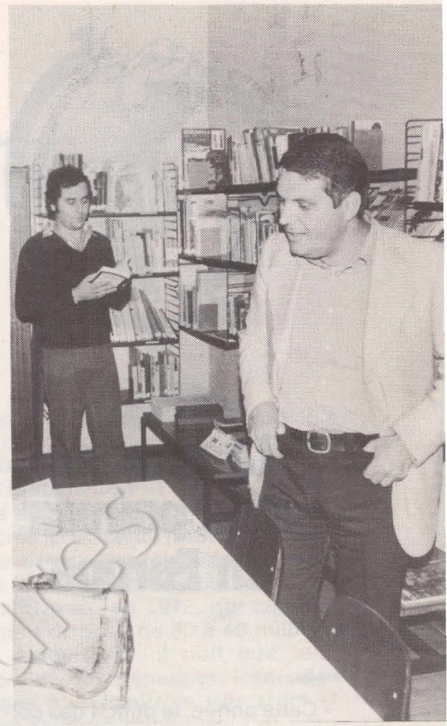
donné à notre proposition politique. Les socialistes ont maintenu leurs positions de 1972. Mais les progrès de la gauche font qu'ils peuvent désormais poser la question d'un gouvernement d'urgence d'unité démocratique sans craindre de se retrouver dans une situation de subordination vis-à-vis de la D.c.

maison de quartier récemment rénovée au cœur du « centro historico » : elle regroupe un dispensaire pour le troisième âge, une garderie, une salle de réunion, une bibliothèque et une discothèque.

Le C.d.q. a désigné un comité de gestion qui a la charge du bon fonctionnement de la maison. Mais, pour un carreau cassé, le comité de gestion téléphone à la municipalité qui envoie un de ses agents. Les médecins, les infirmières, tout le personnel est également payé par la commune. Il s'agit donc d'une gestion sans responsabilité budgétaire.

Le système, à Bologne, semble bien fonctionner — mieux qu'à Venise, où l'expérience manque encore et où l'héritage de la gestion démo-chrétienne est particulièrement lourd. Mais on reste loin de l'autogestion souhaitée... A Pavie, on retrouve cette même immaturité des comités de quartier peu préparés à poser les problèmes financiers et encore moins à les résoudre. La participation des habitants se cantonne donc le plus souvent aux questions d'ordre quotidien, l'implantation et l'organisation d'une école, par exemple. Le débat idéologique y a rarement sa place, facilité surtout par la lutte contre la spéculation et pour le respect du plan d'urbanisme.

Faute de pouvoir réellement s'autogérer, les comités de quartier ont donc tendance à s'ensommeiller. Un problème qu'on voit mal résolu dans les années à venir puisqu'il dépend en partie des possibilités financières des communes et donc de la situation dramatique des finances locales italiennes.



Elio Veltri, maire socialiste de Pavie dans une bibliothèque publique.

— L'abstention du P.c.i. et du P.s.i. qui a permis la constitution du gouvernement Andreotti constitue-t-elle un réel moyen de pression sur le pouvoir actuel ?

— L'abstention du P.c.i. et du P.s.i. a été déterminante. Elle a rendu possible la constitution d'un gouvernement capable d'administrer le pays dans un moment de crise que les forces de gauche ne souhaitent pas voir s'aggraver. Dès à présent, cette abstention a placé la gauche en position d'interlocuteur du pouvoir et souligne le fait qu'une politique responsable conduite avec fermeté peut contribuer à faire avancer le processus, déjà en marche pour aboutir à un changement politique effectif. Ce changement suppose la participation des communistes à une nouvelle majorité et au gouvernement. Enrico Berlinguer l'a rappelé avec force cette semaine devant notre Comité central.

— Cette abstention a-t-elle été bien acceptée par les militants et n'a-t-elle pas provoqué un débat à l'intérieur du parti ?

— Un débat animé est en cours dans notre parti et les communistes ont également, face aux autres forces politiques, à dénoncer l'inertie, dangereuse en elle-même et signe d'une conscience insuffisante de la gravité de la situation. Nous serions préoccupés, s'il y avait, à l'intérieur du parti, au lieu d'un débat fait aussi d'interrogations et de préoccupations, une acceptation passive de la situation et si se manifestaient des signes de scepticisme qui conduiraient nos militants à être absents de la discussion et des luttes sociales nécessaires pour obtenir le profond changement que nous réclamons.

— P.c.i. et P.s.i. détiennent ensemble le pouvoir dans plusieurs régions et dans la plupart des grandes villes. Quelles conclusions peut-on tirer de l'expérience de ce pouvoir à la fois au plan de la collaboration des deux partis et à celui des possibilités réelles offertes en Italie au pouvoir régional et local?

— L'expérience de la collaboration entre les deux partis est extrêmement positive. Au-delà des résultats concrets qui peuvent être obtenus dans les administrations et les organismes de pouvoir local, il faut souligner quelque chose en plus : la politique unitaire déjà mise en œuvre, la possibilité d'une large entente, les critères retenus pour établir un nouveau mode de gouvernement et pour créer une liaison permanente avec les habitants afin de permettre leur participation effective à la vie politique, tout cela prouve la valeur de notre proposition à l'échelle nationale. C'est à partir de là que se concrétise notre mot d'ordre en faveur d'un gouvernement avec les communistes pour transformer le pays.

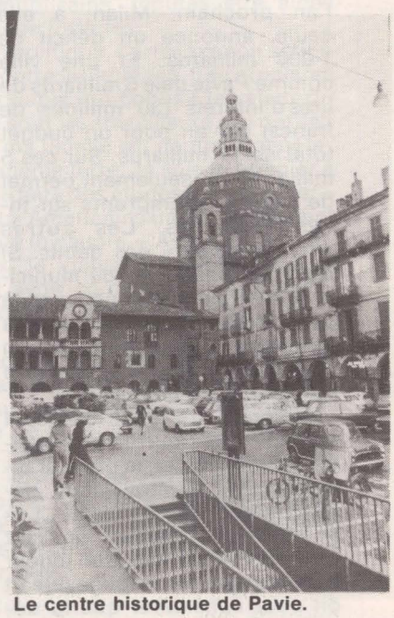
— Comment voyez-vous le rôle des organisations syndicales dès aujourd'hui et dans la perspective d'une nouvelle majorité comprenant les partis de gauche ?

— Dès aujourd'hui les syndicats ont un rôle majeur. Leur politique et leur poids vont au-delà de la lutte pour les revendications immédiates. Des syndicats qui affrontent, unis, les problèmes de la politique économique, des investissements productifs, des réformes sociales, représentent également une garantie de surmonter les tendances corporatistes qui évidemment ne sont pas totalement absentes. Cela serait encore plus vrai et se traduirait par une plus grande efficacité avec un gouvernement qui aurait l'appui et la participation des partis de gauche.

— Le futur Parlement européen peut-il à votre avis, constituer un cadre de dialogue et de rapprochement pour l'ensemble des forces de gauche en Europe?

— Nous pensons qu'une des conditions de la démocratisation des organismes communautaires et plus encore d'une transformation effective de l'Europe (qui par beaucoup d'aspects est encore celle des monopoles et de la bureaucratie) est la rencontre entre les partis communistes, socialistes et sociaux-démocrates. Il apparaît donc d'autant plus que le Parlement européen élu au suffrage universel peut avoir un rôle utile s'il n'est pas le prétexte d'une âpre concurrence au moment des élections et si, comme nous pensons qu'il pourrait et devrait être dès maintenant, il devient un cadre de dialogue, de rencontres et d'initiatives communes.

(Propos recueillis par CLAUDE ESTIER



Le centre historique de Pavie.



Fête de « l'Unita » à Venise.



La gauche et le pouvoir en Europe

→

« Cette année, le déficit des collectivités locales atteint 25 000 milliards de lires et il sera de 40 000 (240 milliards de francs) l'an prochain. Milan, à elle seule, annonce un déficit de 1 000 milliards. Et une ville comme Pavie paie 5 milliards de lires d'intérêts (30 millions de francs) par an pour un budget total de 17 milliards. Sur ces 5 milliards, un seulement permet de payer des emprunts sur investissements. Les autres « remboursent » des débits. Si bien que beaucoup de municipalités italiennes peuvent à peine payer leurs employés à mi-temps et que toute action d'envergure est compromise par l'asphyxie financière.

Malgré cette limite que seul un moratoire pourrait commencer à faire reculer, le premier bilan de la décentralisation démocratique reste positif. Les comités de quartier, en tant qu'école de participation jouent déjà un rôle non négligeable et on peut considérer que la décentralisation concerne plus de la moitié de la population urbaine de la péninsule.

L'effort de retour à la base a déjà porté quelques fruits. La pratique des spécialistes, en urbanisme en particulier, a profondément évolué. Le « plan régulateur général », équivalent du plan d'occupation des sols français, a été établi à Bologne en fonction des besoins exprimés au niveau des quartiers. Grâce à la vigilance des quartiers, aucune programmation basée sur des enquêtes générales et des théories d'économistes et de sociologues n'a court. L'urbanisme dicté par des objectifs politiques précis échappe totalement à la tentation technocratique. En France, une telle conquête serait déjà une victoire de première importance...

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

DES « SACRIFICES » SONT NECESSAIRES

PAR BRUNO TRENTIN

Inflation galopante, détérioration de l'appareil de production, la crise italienne exige une solution qui passe, on ne peut le nier, par une « politique d'austérité ». Le mouvement syndical en est conscient.

Il n'entend pas se soustraire à cet impératif. Nous employons le terme sans hésiter : des « sacrifices » sont nécessaires. Pas n'importe lesquels. Il s'agit que leur charge ne retombe pas sur les plus défavorisés. Et les mesures préconisées par le gouvernement ne sont pas satisfaisantes. Désordonnées et contradictoires, elles ne semblent pas aller au-delà d'un ralentissement économique. Le mouvement syndical propose donc un contre-plan.

Prenons les services collectifs. Nous refusons une révision des tarifs séparée d'une politique économique à long terme. Ces services, fortement endettés, doivent être assainis et développés. Il faut trouver une solution, même si elle n'est que partielle dans un premier temps, au grave déficit des entreprises nationales et municipales. Cela exige un programme d'investissement. Ce n'est qu'à cette condition que l'on peut accepter, par exemple, la hausse du prix des transports. Une hausse soigneusement étudiée et orientée. Ainsi, les prix ne doivent pas changer aux heures où les salariés se rendent à leur travail, mais ils doivent être fortement augmentés le reste du temps. Nous préconisons même la suppression, durant toute une période, des tarifs privilégiés dont bénéficient certaines corporations ou certaines associations. Et, dans cette optique, la lutte contre l'inflation peut comporter des mesures encore plus draconiennes.

Nous sommes directement engagés dans la discussion du plan de financement de reconversion industrielle. Les mesures prônées par le gouvernement laissent aux entreprises un pouvoir quasi total de décision. La contre-proposition du mouvement syndical, au contraire, vise à une planification. Nous voulons obliger les industries à investir dans le Sud, et nous refuserons pour cela la création de nouvelles unités productives dans le Nord. Car nous ne raisonnons pas étroitement par entreprise ou par branche, mais au niveau national.

Nous savons qu'il est indispensable que l'appareil de production tourne à plein. Nous savons que certaines mesures que nous proposons toucheront, quand même, les couches populaires : l'extension du travail en équipe dans la phase actuelle pour les régions du Sud (6 heures par jour et 6 jours par semaine) ou la suppression de certains « ponts » traditionnels lors de nos nombreuses fêtes religieuses constituent, c'est vrai, des sacrifices pour les salariés. Mais notre plan comporte aussi des mesures destinées à réduire les inégalités : blocage des revenus supérieurs à 8 millions de lires par an et réforme de la fiscalité, entre autres... Il permet donc une certaine redistribution des richesses et donne une perspective politique à la reconversion industrielle. La Démocratie chrétienne et le patronat ne s'y trompent pas, et ne veulent rien savoir de nos propositions.

Il nous faut donc imposer notre plan. Déjà, toute une série d'actions ont eu lieu. Grève générale il y a un mois, à Turin, dans le Piémont, en Ligurie, en Calabre, grève nationale de 2 heures le 7 octobre, avec assemblées sur les lieux de travail. A la suite de ces mouvements, le gouvernement a dû modifier certaines de ses décisions sur les tarifs dans les services publics. Maintenant, à l'heure où la discussion parlementaire débute, nous allons être appelés à développer d'autres actions. Une grève générale à court terme n'est pas exclue. Mais les centrales ouvrières vont également intervenir auprès des partis politiques et du Parlement pour obtenir la modification du plan de reconversion industrielle.

Evidemment, notre réussite est liée à notre capacité de convaincre et de mobiliser. Et il ne faut pas minimiser les difficultés : quand le syndicalisme passe de l'action revendicative traditionnelle à une action plus politique sur des thèmes aussi complexes, le risque de centralisation est grand. On peut craindre une espèce de délégation de la base au sommet, qui pourrait se retourner, par un effet de boomerang, contre le mouvement syndical, en créant déception et méfiance chez les travailleurs. La construction d'un mouvement de masse, capable de peser sur les décisions du gouvernement, dépend donc de notre capacité à résoudre ce problème : la participation de la base à l'élaboration des options. Dans la mesure où cette bataille n'est pas gagnée, et elle ne l'est pas, des zones de scepticisme demeurent.

Il nous faut aussi tenir compte du contexte italien : déficit croissant du budget de l'Etat, déficit municipal intenable qui risque de paralyser les services collectifs. Nous ne cachons pas que l'action ouvrière, en mettant en cause le système accumulatif et ses formes parasitaires, a été un facteur de la crise italienne. C'était notre rôle. Aujourd'hui, il s'agit de trouver des solutions.

Sans oublier qu'à côté des résultats acquis par la classe ouvrière organisée, de considérables zones de régression demeurent. Plus de 2 millions de chômeurs. Près de 3 millions de travailleurs « clandestins ». Le travail au noir, soit à domicile, soit dans des entreprises plus ou moins clandestines, prend des proportions incroyables, atteint des branches encore indemnes — comme l'électronique, la métallurgie ou la mécanique — car c'est la contre-mesure adoptée par le capitalisme italien face au pouvoir syndical dans les entreprises.

Nous devons aussi considérer le changement radical de la vie politique italienne : le déplacement des pouvoirs vers les Assemblées élues. Le Parlement joue aujourd'hui un rôle prépondérant. Les commissions parlementaires finissent par être les arbitres de la situation. L'activité parlementaire ne peut plus se limiter à être une chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif. Le Parlement devient un lieu de décision effectif. Est-il en mesure de tenir le pari ?

Notre problème, face à ce fait nouveau, est notre capacité d'autonomie. Il est plus difficile au mouvement syndical de conserver sa capacité d'organisation. Comment, dans cette situation politique nouvelle, peser en tant que syndicat sur les décisions des partis politiques, sans devenir ni la courroie de transmission d'un parti ni un groupe de pression à l'intérieur d'un parti ? Voilà aujourd'hui le malaise du mouvement syndical italien.

Etats-Unis

EN UN COMBAT DOUTEUX

PAR JOSEPH FRANCESCHI

Joseph Franceschi, député du Val-de-Marne, revient d'une mission aux Etats-Unis où il est allé observer la campagne électorale présidentielle. Il nous fait part, ici, de ses premières impressions.

Ils sont 150 environ à briguer la plus puissante et peut-être la plus fragile des magistratures suprêmes. Avec plus ou moins de sérieux, bien entendu. Certains, par exemple, n'ont d'autre objectif que d'assurer la promotion d'une cause qui leur est chère — la prohibition de l'alcool, par exemple.

Seuls six candidats jouent vraiment le jeu des institutions : Eugene MacCarthy (indépendant), Lester Maddox (Parti conservateur américain), Gus Hall (Parti communiste), Peter Kamejo (Parti socialiste), Gerald Ford (Républicain) et Jimmy Carter (Parti démocrate). En fait, l'issue de la lutte se joue entre les deux derniers. Cela en raison du monopole exercé par leur parti. Et plus encore par le Parti démocrate, qui détient la majorité à la Chambre des représentants depuis 1954, la Maison Blanche ne lui échappant que lorsqu'un nombre important de ses électeurs ne partage pas le choix fait par sa Convention.

Vue d'Europe, la lutte entre les deux hommes peut apparaître titanesque ; sur place, elle prend de plus faibles proportions. L'essentiel de la campagne électorale se fait à la télévision — y compris par des « spots » publicitaires — les affiches étant destinées aux seuls supporters, et non à être apposées sur les murs. Le matériel de propagande est voué à être placé sur ses vêtements, sa voiture ou dans son jardin — aux Etats-Unis, il est coutumier de proclamer ainsi ses opinions. Bref, la campagne suscite peu d'enthousiasme dans l'ensemble du pays. Aussi prévoit-on qu'il y aura un peu plus de 50 % d'abstentions, faute surtout de réelle image de marque des deux candidats.

Le président Ford souligne qu'il a réussi en deux ans de présidence à faire tomber le taux d'inflation de 12 à 6,50%, tandis que le nombre des possesseurs d'emplois est aujourd'hui le plus élevé dans l'Histoire des Etats-Unis. Mais beaucoup lui reprochent sa mansuétude à l'égard de Nixon et ajoutent que ses gaffes sont trop nombreuses, qu'il n'est pas un leader.

Quant au challenger, Carter, il ne galvanise pas les foules, lui non plus. On lui reproche son manque d'expérience, sa totale méconnaissance des milieux politiques fédéraux (il n'a jamais siégé au Capitole), ses déclarations intempestives (« J'interdirai l'atterrissage du Concorde dans les quinze jours qui suivront mon élection ») et contradictoires (« Il faut renforcer la défense des Etats-Unis et... il faut réduire les dépenses militaires »).

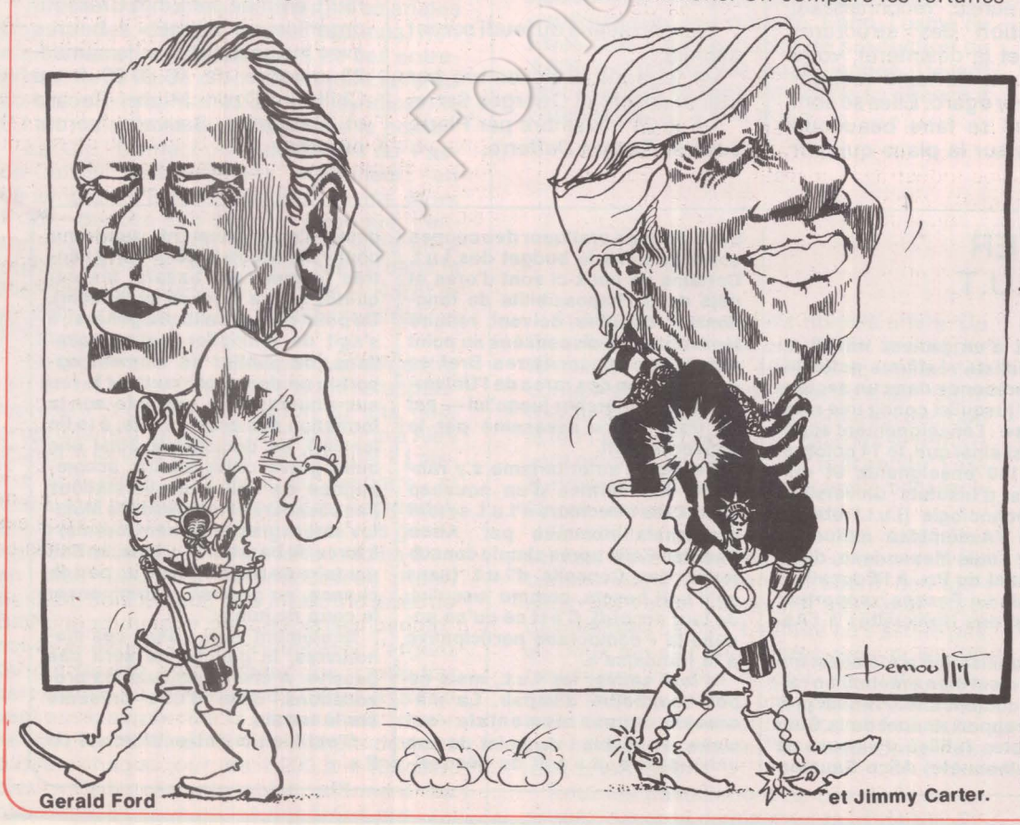
L'argent tient une part importante dans les conversations. On compare les fortunes de chaque candidat. Carter serait trois fois plus riche que Ford (1 million de dollars contre 350 000). Chacune des deux parties perçoit de l'Etat environ 21 millions de dollars pour sa campagne, dont les deux tiers sont consacrés à l'achat de tranches de télévision. Cette somme est relativement faible par rapport aux dépenses supposées de Nixon et MacGovern en 1972, qui auraient respectivement disposé de 60 à 40 millions de dollars. Aujourd'hui, il doit être tenu une comptabilité des dépenses, lesquelles sont soumises à un contrôle très strict et pourront être rendues publiques. Les nouvelles dispositions ont été adoptées par la Chambre démocrate pour freiner les dépenses des Républicains, réputés être aidés par les grandes fortunes.

Sur le plan politique, Carter axe son action sur la lutte contre le chômage. Il se proclame homme du peuple qui connaît la valeur du travail. « Ce sont les travailleurs qui ont fait l'Amérique, ma famille est depuis 6 générations sur la même terre. Je suis le premier à avoir réussi à faire des études supérieures. » Il propose aux Américains un gouvernement aussi bon que le peuple. « Après les problèmes raciaux, le Vietnam, le Watergate, le peuple veut avoir confiance en son Président ». Il ajoute : « Je ne vous mentirai jamais. »

Pendant ce temps son parti mène une vaste campagne contre l'abstentionnisme. Il demande aux électeurs qui ne l'ont pas encore fait de ne faire inscrire sur les registres — on peut encore s'inscrire quinze jours avant le vote. Les membres de l'état-major démocrate estiment que cette opération sera payante. Ils escomptent que deux sur trois des inscrits de dernière heure leur seront favorables.

A une dizaine de jours du scrutin, le sort n'a pas encore tranché, les chances des deux candidats subissant au moindre événement des variations très importantes. Le dernier face-à-face prévu ce samedi sera décisif. Si les lapsus ou les confusions de langage de Ford ont fait baisser sa cote, Carter a vu la sienne singulièrement atteinte après l'interview accordée à la revue « Playboy » : les bien-pensants ne lui pardonnant pas l'expression populaire employée dans ses réponses pour exprimer les rapports sexuels. Dès le lendemain, l'Eglise baptiste du Texas, secte dont il est pourtant chez lui un membre très actif — certains, même, reprochent à Carter son attitude très mystique — s'est détachée de lui et a ouvertement pris parti pour le Président sortant — ce qui risque d'avoir une influence dans le vote de l'Etat, traditionnellement démocrate.

Si à l'état-major de Carter nombre de mes interlocuteurs m'ont donné l'impression de se préparer déjà à entrer dans la nouvelle administration fédérale, le maquettiste des affiches de Ford m'a certifié : « Le vert (couleur de Carter) n'a jamais gagné ».



Gerald Ford et Jimmy Carter.

changer la vie avec le Parti socialiste

SEMINAIRES MUNICIPAUX

Le Centre national de formation du Parti socialiste va inaugurer prochainement ses activités de la saison 1976-1977 par deux séminaires consacrés à la prise de responsabilités municipales.

Ces deux séminaires doivent permettre aux militants, élus ou non, d'acquérir une formation ou de compléter celle qu'ils sont déjà. Ils sont organisés de façon à permettre aux participants de répercuter à leur tour la formation reçue dans les fédérations et les sections.

Ces stages auront lieu les 22, 23 et 24 octobre (pour les villes égales ou supérieures à 30 000 habitants) et les 12, 13 et 14 novembre (pour les villes moyennes et communes rurales).

Le Centre national de formation organise également, les 30 et 31 octobre, et le 1er novembre, un séminaire de formation à l'expression orale (à orientation municipale).

Pour tous renseignements s'adresser au secrétariat national à la Formation, 12, Cité Malesherbes, Paris (878.40.73).

TELE-COMMUNICATIONS A L'ETUDE

Le secrétariat national aux Etudes organise le 23 octobre une Journée nationale Télécommunications au théâtre Rutebeuf, 115, rue Henri-Barbusse à Clichy.

Des commissions seront organisées autour de trois thèmes principaux :

* Service public des télécommunications : organisation, structures.

* Industries des télécommunications, nationalisation, restructurations, emploi.

* Pour l'ensemble du secteur télécommunications : planification, financement.

Les travaux se dérouleront sous la présidence de Gilles Martinet avec la participation de Catherine Lalumière, Robert Chapuis, Jean Rey, Michel Coffineau, André Acquier, Jacques Attali, Maurice Blanc, André Boulloche, Roger Duroure, André Gavelle, André Labarrère, Louis Le Pensec, Gérard Minvielle, Georges Sarre.

Christian Laurissergues et le groupe de travail Télécommunications invitent tous les militants intéressés à se joindre à la discussion.

LES FEMMES ET LE P.S.

Les 16 et 17 octobre derniers, 250 femmes socialistes se sont réunies à Paris. Elles ont beaucoup travaillé autour de trois thèmes principaux : la campagne nationale en direction des travailleuses, les femmes dans la vie municipale et leur participation à la construction du socialisme. Mais sur leur combat à l'intérieur du Parti, les femmes socialistes ont dressé un constat d'échec, reconnaissant l'inadaptation des structures d'accueil et le désintérêt, voire l'hostilité, de certains responsables à leur égard. Elles se sont quitté sans se faire beaucoup d'illusions sur la place qui leur serait faite une fois la gauche au pouvoir. Beaucoup de travail en perspective pour retrouver le moral.

LA S.F.I.O. ET LE POUVOIR

Le Centre d'Histoire du socialisme (responsable : Philippe Machefer) organise les 22, 23 et 24 octobre prochains (101, rue de l'Université, Paris) un colloque sur le thème « La S.f.i.o. et l'exercice du pouvoir » intitulé « Autour de 1936 ». Les participants au débat seront les professeurs Labrousse et Droz, Gilles Martinet, Roger Fajardie, Charles Hernu, Colette Audry, Jean-Pierre Chevènement, Gérard Delfau, Albert Gazier, Henri Noguères, Robert Verdier, etc.

« LES ENTRETIENS DU JEUDI »

Les entretiens du jeudi seront animés :

— le jeudi 18 novembre par Lionel Jospin et Georges Sarre,

— le 25 novembre par Pierre Joxe et Gaston Defferre,

— le 2 décembre par Jacques Delors et Yvette Roudy.

Ils ont lieu tous les jeudis de 19 heures à 21 heures, 7 bis, place du Palais Bourbon Paris 75007.

● Le Bureau national d'adhésions tient à la disposition des militants :

— Le discours de François Mitterrand à la tribune de l'Assemblée, le 5 octobre, en réponse au plan Barre — enregistré sur cassette et vendu au prix de 8 F.

— Le texte de la conférence de presse de François Mitterrand du jeudi 14 octobre, enregistré également sur cassette et vendu au prix de 8 F également.

● Tous les soirs, à partir de 20 h et ce jusqu'à 9 h du matin, vous pouvez écouter les informations téléphonées du Parti socialiste, en appelant : 555.91.92.

● La section de Châtellerault, animée par Edith Cresson, organise un débat « 4 heures avec les socialistes », le samedi 23 octobre de 16 à 20 h au Chillou d'Ozon. Michel Rocard et Catherine Sauvage seront présents.

SAUVER LES I.U.T.

Au prix d'un patient travail, le Parti socialiste réaffirme actuellement sa présence dans un secteur où il avait jusqu'ici connu une relative éclipse : l'enseignement supérieur. C'est ainsi que, le 14 octobre, quelque 150 enseignants et responsables d'Instituts universitaires de technologie (I.u.t.) étaient réunis, à l'Assemblée nationale, autour de Louis Mexandeau, délégué national du P.s. à l'Education, et de Louis Le Pensec, rapporteur du budget des Universités à l'Assemblée.

Si la mobilisation a été aussi importante, c'est bien entendu en raison de la conjoncture. Prenant prétexte du rapport annuel de la Cour des comptes (utilisé d'ailleurs de façon malhonnête) Alice Saunier-Seïté vient de pratiquer des coupes sombres dans le budget des I.u.t. Certains de ceux-ci sont d'ores et déjà dans l'impossibilité de fonctionner, d'autres doivent réduire les formations dispensées au point d'en faire des caricatures. Bref, ce secteur — un des rares de l'Université à bien marcher jusqu'ici — est en train d'être assassiné par le gouvernement.

De plus, l'autoritarisme s'y renforce. Aux termes d'un nouveau décret, les directeurs d'I.u.t. seront désormais nommés par Alice Saunier-Seïté après simple consultation des Conseils d'I.u.t. (sans qu'il soit besoin, comme jusqu'ici, de leur accord). C'est ce qu'on appelle la « démocratie participative à la française ».

Il faut sauver les I.u.t., mais ne pas commettre d'impair. La manœuvre gouvernementale est claire, et double : du point de vue universitaire, il s'agit de déconsidérer l'enseignement supérieur pour y introduire la sélection à l'entrée (comme par hasard, les enquêtes sur ce sujet se multiplient). Du point de vue politique général, il s'agit de multiplier les provocations, de publier au moment opportun un document mettant le feu aux poudres (par exemple sur la formation des enseignants, à la fin janvier), de déclencher ainsi une belle grève universitaire, accompagnée de belles manifestations (les casseurs et les cocktails Molotov seront gracieusement fournis) : à force de baratter la crème, on finit par faire du beurre. Avec un peu de chance, on pourrait recommencer le coup de juin 68.

Seulement voilà : dans ces manœuvres, la gauche ne sera pas passive. A elle de déjouer les provocations, donc d'être présente sur le terrain.

C'est bien là l'objectif actuel du P.s.

Nord-Pas-de-Calais

DES PATRONS POUR QUOI FAIRE ?





De notre envoyée spéciale.

Il était une fois deux entreprises textiles où les ouvrières gagnaient trois fois rien. C'était dans le Nord. A la Cip, près de Lens, et chez Desombre, près de Lille. Cela se passait il y a très très longtemps, quand ces ouvrières avaient un patron. Dans la région, on s'en souvient encore : en ce temps-là, toutes tremblaient devant ces seigneurs du textile. Jusqu'au jour où, voilà plus d'un an, les maîtres du lieu ont pris la clé des champs... ou le chemin de la prison. Gestion douteuse, détournement de clientèle, voire malversations, les P.d.g., déchus n'inspirent plus aujourd'hui que colère et mépris.

Sur la nationale entre Arras et Lens, à la sortie de Haisnes-lez-La-Bassée, un portail fermé surmonté d'un calicot rouge : « La Cip vivra ». Dans la banlieue est de Lille, à Fives, un autre portail, rue Cabanis, lui ressemble comme un frère. Sur le calicot, seul un nom change : « Desombre vivra ». « Facile à dire... » hochent de la tête les sceptiques du quartier. Sans doute. Pourtant, malgré la désertion patronale, les ateliers de briques sombres restent animés. Sans directeur, sans cadres, sans techniciens, sans contremaîtres, les ouvrières occupent leur usine, l'entretiennent, font tourner les machines et continuent une partie de la production. Depuis plus de 15 mois à la Cip et bientôt 13 chez Desombre.

Affaires non rentables, charges salariales trop lourdes, déficits, restructurations, rien n'a été épargné aux salariées de ces entreprises. Avec l'aide d'un expert judiciaire du comité d'entreprise et de leur syndicat, la C.f.d.t., elles sont arrivées à faire le point.

La Cip, Confection industrielle du Pas-de-Calais. Etablissement ex-Bailleul : en décembre 1973, Henri Bailleul, 56 ans, alors P.d.g., dépose son bilan. A l'époque, l'entreprise compte 800 salariés répartis en 4 ateliers (Haisnes, Houdain et Nœux dans le Pas-de-Calais, Hazebrouck dans le Nord) et produit, chaque jour, 12 000 chemises et 7 000 pyjamas.

En septembre 1974, Bailleul S.a. devient la Cip et, en novembre, arrive comme actionnaire et P.d.g., Gérard Furnon, 32 ans, déjà propriétaire d'un atelier de confection à Alès (Gard). Il se veut jeune et dynamique. « Laissez vos idées politiques au vestiaire, et faites-moi confiance », écrit-il au personnel. Ses buts avoués : comprimer les frais généraux et de direction. Il y a à faire : moins d'un an plus tard, son prédécesseur, Henri Bailleul, sera écroué à la maison d'arrêt de Béthune et inculpé pour dépenses personnelles et achats de propriétés avec l'argent de l'entreprise, sans oublier une fraude fiscale évaluée à 8 millions de francs. Furnon veut aussi augmenter la productivité : dorénavant, les 10 chaînes des ateliers devront passer, chaque jour, de 1 200 à 1 400 articles. « Cadences intenables, affirment les ouvrières. Et nous ne les tiendrons pas. »

Cela ne dérange guère le nouveau P.d.g. car ses ambitions sont ailleurs. De la Cip, un seul élément l'intéresse : son réseau commercial. Tout de suite, il remplace la collection d'hiver par la sienne. Puis il licencie les représentants de Haisnes et fait reprendre la clientèle Cip (grands magasins, La Redoute, Carrefour, Nouvelles Galeries, Euromarché, etc.) par son propre réseau de démarcheurs. La manœuvre est simple. Des 7 000 pyjamas fabriqués chaque jour en 1973, la production de la Cip deux ans plus tard, tombe à 1 000. Pendant ce temps, à Alès, l'entreprise de Furnon fabrique le même type d'articles. Il lui a fallu 9 mois à peine pour arriver à fermer la C.i.p. et licencier son personnel.

Même scénario pour dépouiller les ouvrières de Desombre. Avec l'incompétence en plus. Ses titres de président de la Chambre patronale de l'habillement Nord-Pas-de-Calais ou de président de la commission régionale de l'emploi pour l'habillement n'empêchent pas Alain Desombre, le P.d.g., de faire preuve d'incapacité notoire à gérer sainement une entreprise. En mai 1972, il est déjà obligé de déposer son bilan.

Pourtant, il possède de nombreux atouts. D'abord, la réputation de cette maison : presque centenaire, elle fabrique des articles de qualité (chemises, chemisiers, pyjamas, robes de chambre). Ted Lapidus et Jean-Paul Germain se fournissent régulièrement chez Desombre. Et puis, les 200 salariés sont connus pour leur qualification, leur expérience et leur stabilité. Enfin, l'usine de Fives-Lille a une capacité de production de 1 800 à 2 000 unités quotidiennes. Devant tant d'atouts, le tribunal donne sa chance à l'entreprise. Et à son P.d.g....

Les enfants aussi

Aux mêmes causes les mêmes effets. De l'incompétence ne pouvait jaillir la compétence. Le 31 juillet 1975, à la veille des congés payés, second dépôt de bilan. Cette fois, la liquidation de l'entreprise est décidée et le 11 septembre, les 192 salariés se retrouvent sans travail. Avec pour tout espoir, l'assurance du patron que ce licenciement faciliterait une reprise de l'usine.

En réalité, pendant ce temps, Alain Desombre revend sa marque et son réseau commercial à la société Hérouard, de Fourmies. Où il sera embauché lui-même, suivi de quelques cadres. L'affaire ne s'arrête pas là. Deux mois et demi après avoir privé 190 travailleurs de leur emploi, en toute quiétude, le P.d.g. déchu cré une Société nouvelle des établissements Desombre à Quiévrechain, tout près de Fourmies. Cette fois, le tour est joué.

Pour les travailleuses de ces deux entreprises, la marge de manœuvre est faible. Se « recaser » ailleurs ? Certaines essaient. Quelques-unes réussissent. Avant d'être à nouveau licenciées quelques mois plus tard. Et pour cause ! La région Nord-Pas-de-Calais compte, à elle seule, 100 000 chômeurs.

Pour les autres licenciées, une solution s'impose : se battre pour empêcher la fermeture de leur entreprise, faire reconnaître sa viabilité et trouver un acquéreur.

Ce n'est pas une mince affaire quand on n'a jamais connu rien d'autre qu'un poste de travail chronométré. Mais elles n'ont pas le choix. Le 18 juillet 1975, deux semaines avant l'annonce des licenciements, les « Cip » occupent l'atelier d'Haines-lez-La-Bassée. A leur tour deux mois et demi plus tard, le 2 octobre, conscientes de la nécessité de sauver ce que Desombre n'a pas encore liquidé, les ouvrières décident d'occuper l'usine de Fives-Lille.

Et, depuis, elles n'ont pas cessé de monter la garde, jour et nuit, sans samedi ni dimanche, sans vacances, sans répit. Chez Desombre, Paulette, l'une des déléguées C.f.d.t., n'est pas retournée plus de six soirs dormir chez elle depuis le début de l'occupation. « L'un des soirs où je l'ai fait, « ils » sont venus chercher de la marchandise avec les flics. Pas de danger que je recommence », affirme-t-elle avec un large sourire. Sans doute est-ce là la caractéristique la plus marquante de ces femmes sur le pied de guerre : sans arrêt elles rient, plaisantent, s'amusent. A Haisnes comme à Fives, la gaieté semble de rigueur. Phénomène inattendu, presque étrange : la chaleur de vivre s'est installée dans les bureaux stricts et fonctionnels. Elle a même envahi l'étendue grise des ateliers où seules les presses à vapeur viennent rompre les rangées de machines à coudre.

Maintenant, il y a des enfants qui jouent partout. Mercredi dernier, il y en avait 4 chez Desombre. A la C.i.p. vendredi après-midi, Patrick a fait sa sieste dans un bureau avant d'aller jouer. « Il a appris à marcher ici », reconnaît sa mère. « Notre plus petite a sept mois, expliquent plusieurs jeunes femmes qui ont la responsabilité de la porte de l'usine pour cette fin de journée. « On commence jeune à faire la grève, chez nous ! » Les différentes « équipes » se succèdent, viennent boire une tasse de café. Dans la pièce, il fait bon et chaud, et l'on ne se soucie guère de la pluie qui tombe à verse. Les langues vont bon train. « Maintenant, on vient pour les copines autant que pour le reste. On a appris à se connaître ».

Dans les deux usines, la production a repris. « Mais pas pour prouver qu'on se passe très bien d'un directeur », explique Nicole de la Cip. Non, leur but n'est pas là. Mais à Haisnes comme à Fives, elles ont dû faire face à des dépenses pour l'usine. « 7 000 F de mazout à la fin du mois, énumère Yvonne, chez Desombre. Et puis, le téléphone, l'électricité ». A la Cip, elles ont pris l'initiative de faire refaire une partie de la toiture des bureaux. « La chaleur, cet été avait fait fondre le bitume : il y avait des fuites ». Et puis il a fallu organiser un service de ramassage en bus, car, contrairement à ce qui se passe à Fives très proche de Lille, les travailleuses de la Cip habitent parfois à 30 km de l'usine, jusqu'à Hénin-Liétard. Après quelques tâtonnements, le circuit du car a été mis au point : il traverse 26 communes.

Tout cela, il fallait le payer. Pas avec leurs 90 % d'indemnités, bien entamées par la hausse des prix. Alors, en assemblée générale, elles ont discuté et décidé qu'il fallait qu'elles travaillent en moyenne 5 heures par jour, 5 jours par semaine. Grâce à la solidarité des travailleurs, des municipalités de la région et des partis de gauche, elles arrivent à faire face à ces dépenses en procédant à des échanges de chemises qu'elles fabriquent. Vendredi dernier encore, les Cip ont rendu visite aux sections socialiste et C.f.d.t. du Centre hospitalier Docteur-Schaffner de Lens. « Tout est marqué, affirment-elles. Pour la moindre dépense, nous avons une facture. Nous nous tenons prêtes à rendre des comptes. »

Maintenant elles mesurent la force que leur a donnée la solidarité. Dénombrer les seules interventions socialistes, aussi bien des municipalités que des députés ou des groupes d'entreprise, serait impossible tellement elles sont nombreuses.

Leur avenir, elles ne le connaissent pas.

Les solutions industrielles ne relèvent pas de leur compétence. Elles ne savent qu'une chose : dans un mois, elles auront toutes perdu leur allocation de licenciement pour motif économique. Nouvelles difficultés ? Pour elles, sans aucun doute. Mais pour le ministre du Travail aussi.

CHRISTINE COTTIN

Réforme du logement

UNE CONSTRUCTION BOITEUSE

On en parlait depuis neuf mois... Après bien des discussions, voici la réforme du logement sur les rails. Ou du moins le projet gouvernemental, que le Conseil des ministres a adopté mardi et qui doit maintenant affronter des débats qui promettent d'être agités.

Cette réforme, tous s'accordent à la juger nécessaire depuis que le système actuel a fait la preuve de son insuffisance à satisfaire la demande de logements sociaux. Mais le projet du gouvernement révèle des lacunes graves. D'abord au niveau de la nouvelle aide personnalisée (A.p.l.), qui va se substituer progressivement à l'aide à la pierre. Pourront en bénéficier d'abord les personnes les plus modestes. Par exemple, le plafond au-delà duquel on ne pourra plus toucher l'A.p.l. est fixé à 4 100 F par mois de revenu imposable pour une famille de quatre personnes et un loyer-plafond de 700 F.

L'A.p.l. n'est pas pour autant un droit pour tous au même titre que les allocations familiales ou l'assurance-maladie. Ne pourront en bénéficier que ceux dont le propriétaire aura passé une convention avec l'Etat et qui habiteront des logements financés selon les nouvelles normes. Sont intéressés également les accédants à la propriété, puisque le premier objectif avoué de la réforme est de promouvoir la propriété. Enfin, l'A.p.l. concerne les locataires et propriétaires occupant des logements anciens réhabilités.

L'A.p.l. n'est donc pas une mesure sociale, ainsi qu'avait d'abord voulu la présenter le gouvernement mais aussi un instrument d'intervention économique. Le système permet une égalité plus grande, puisqu'il sélectionne ceux qu'il touche et apporte une aide plus substantielle que l'allocation logement. Mais il risque de produire de nouvelles inégalités selon que le propriétaire des uns et des autres aura accepté ou non le conventionnement.

Constructeurs privés et organismes de H.l.m. s'interrogent également sur la sécurité offerte par l'A.p.l. Le gouvernement, pour l'instant, refuse le principe de l'indexation, craignant que d'autres aides de l'Etat, comme les allocations familiales, suivent le mouvement. De leur côté, les organismes de H.l.m. réclament l'indexation, la considérant comme une des conditions essentielles à leur participation. Reste donc aux parlementaires à « prendre leurs responsabilités », dans l'espoir que le gouvernement cédera.

Robert Lion, secrétaire général de l'Union des H.l.m. insiste également sur la nécessité de prévoir des barèmes réalistes dans la fixation du montant de l'A.p.l.

Jean-Pierre Fourcade propose ainsi de ramener à 20 % le taux d'effort des ménages, c'est-à-dire la part de leur budget consacrée au logement, en prenant pour base des loyers de 600 F alors que les organismes d'H.l.m. annoncent d'ores et déjà des loyers de 750 à 800 F.

D'autre part, les organismes H.l.m. reprochent à la réforme de laisser entiers les problèmes immédiats. Aux prises avec les pires difficultés, les constructeurs sociaux ont, par exemple, consommé à l'heure actuelle 35 % seulement des crédits qui leur étaient alloués pour 1976. Et la réforme ne leur apporte aucune solution, puisqu'elle ne sera pleinement applicable, dans le meilleur des cas, qu'en 1979 ou 1980. Est-ce alors la fin des H.l.m. que souhaite le gouvernement ?

Si l'A.p.l. est la clef de voûte du nouveau système, le conventionnement en est la poutre maîtresse. Un élément très important, surtout dans le secteur de la réhabilitation de l'habitat ancien. Il s'agit d'un domaine dont les promoteurs privés ont, jusqu'à ce jour, fait leurs choux gras. Pour prévenir la spéculation, l'Etat compte passer des conventions pour une durée d'au moins 9 ans avec les promoteurs, interdisant la revente des appartements réhabilités, fixant un plafond de loyers et permettant aux locataires de rester dans les lieux. Mais le gouvernement ne dispose d'aucun moyen de pression ou de répression en cas de manquement à la convention.

Considérant que la crise quantitative du logement est finie en France, le Pouvoir propose une aide de l'Etat égale, en 1980, à celle d'aujourd'hui. La réforme propose seulement de reporter une partie de l'aide à la pierre sur l'A.p.l. (les deux tiers en 1980) : là, ce sont les moyens d'une application sociale qui manquent.

Au-delà de l'objectif politique, qui est de voir la France se couvrir de propriétaires — on croit encore que la propriété rend sage — se cache une terrible hypocrisie : pense-t-on raisonnablement que, sans indexation, les familles les plus modestes vont se lancer dans une accession à la propriété, qui nécessite malgré tout un apport initial élevé ?

Dans le prétendu souci d'équité qui était le sien, le Pouvoir n'aurait-il pas dû également supprimer certains privilèges fiscaux accordés actuellement aux accédants à la propriété ? Des avantages qui s'élèvent chaque année à 6,4 milliards, plus que le total dépensé pour l'allocation logement, et qui jouent surtout en faveur des contribuables les plus aisés... La vraie question est bien celle qu'a aussitôt posée Hubert Dubedout,, député maire de Grenoble : « Une réforme du financement du logement a-t-elle des chances de réussir avec une majorité qui a refusé de combattre la spéculation et maintient des exonérations fiscales qui ne profitent jamais aux plus défavorisés ? »

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

PONIATOWSKI FAIT L'UNANIMITE... CONTRE LUI



Lundi 18 octobre, entre 20 h 30 et 23 h 30, sous le chapiteau bondé de la porte de Pantin, 6 000 à 8 000 personnes au moins scandent avec fougue : « Ponia, démission ! » ; « Action, action ! » et parfois même : « Dans la rue, dans la rue ! ».

Situation surprenante lorsqu'on sait que ces milliers d'individus en colère sont tous des policiers. Regroupant la Fédération autonome des syndicats de police (F.a.s.p.), le Syndicat national autonome des policiers en civils (S.n.a.p.c.), le Syndicat des commissaires et le Syndicat national des officiers et commandants, l'intersyndicale de la police avait invité les fédérations C.f.d.t. et C.g.t. de la police à ce grand meeting d'information où 95% des policiers étaient représentés.

Comment expliquer ce remarquable succès ? A l'origine, le mécontentement des policiers s'explique largement par les promesses non tenues du gouvernement. C'est-à-dire, d'une part, les engagements de Michel Poniatowski, rendus publics de 19 septembre 1975. Portant sur de nombreux points, ils impliquaient des aménagements budgétaires et sont restés lettre morte. D'autre part, le problème de la parité avec la gendarmerie, demeuré entier malgré les déclarations officielles qui affirment le contraire. En dépit des promesses écrites de Poniatowski, les réformes intervenues en faveur des armées et de la gendarmerie aboutissent, lorsqu'on les compare aux propositions faites aux policiers, à désavantager nettement les seconds par rapport aux premiers. Parfois même, la situation des policiers régresserait purement et simplement. La réalité, on le voit, est loin de l'optimisme officiel.

Les promesses timides et les déclarations de bonne volonté du gouvernement ne peuvent masquer cette réalité ni faire oublier les engagements passés. Ce qui explique les récentes actions engagées par les syndicats de policiers. La présence de plusieurs centaines d'entre eux, dans la grande manifestation parisienne du 7 octobre, derrière les banderoles de la F.a.s.p., de la C.g.t.-Police et de la C.f.d.t.-Police, fut cruellement ressentie au ministère de l'Intérieur. Surtout que, la veille, à l'appel du S.n.a.p.c., 95% des policiers « en civil » avaient participé à une « journée de réflexion ». Limitant leur activité aux missions d'urgence et de sécurité, ils avaient distribué des tracts à toutes les personnes qui se présentaient dans les commissariats. Outre l'absence de parité, ces tracts dénonçaient le manque d'effectifs et de moyens et les mauvaises conditions de travail.

A toutes ces manifestations, le ministère de l'Intérieur a réagi brutalement. La raison en tient sans doute à une note émise au mois de juin dernier par le cabinet de Christian Poncelet, alors secrétaire d'Etat au Budget. Face aux revendications des policiers, cette note fait une suggestion inquiétante : « On peut se demander si une politique de fermeté, avec les risques qu'elle comporte, n'est pas préférable à une suite inéluctable de concessions qui débouchera sur une augmentation considérable de la masse salariale et sur un énorme déficit budgétaire ». Voilà qui a le mérite de la clarté !

« Quelle liberté ? »

L'importance du meeting de lundi dernier, manifestation policière la plus importante depuis la Libération, ne permettra sans doute pas au gouvernement de se montrer aussi rigide. D'autant que les revendications matérielles ou statutaires ne constituaient qu'une partie des thèses développées à cette occasion.

Le recrutement de bas niveau, l'absence de formation des nouvelles recrues, l'insuffisance des moyens matériels et techniques, le manque de locaux et le délabrement de ceux qui existent ont été déplorés et même hués par la foule des policiers présents. L'utilisation contestable des effectifs, en particulier à des tâches sans rapport avec leurs fonctions, comme chauffeurs, domestiques ou même maçons mis au service de certaines personnalités, suscite l'hostilité générale. Surtout, les nombreuses attentions du Pouvoir envers les gendarmes, auxquels précisément le droit syndical n'est pas accordé, et l'utilisation croissante de ceux-ci en civil, pour des missions de renseignements généraux ou à des tâches très « particulières », ne manquent pas d'inquiéter. D'autant plus que, selon des bruits persistants, les C.r.s. pourraient, de leur côté, être transformés en un corps spécifique, directement rattaché au ministre de l'Intérieur, voire au Premier ministre. Inquiet de ce que la police prend ses distances, le Pouvoir ne cherche-t-il pas à se doter d'une force docile spécialisée dans le maintien de l'ordre ?

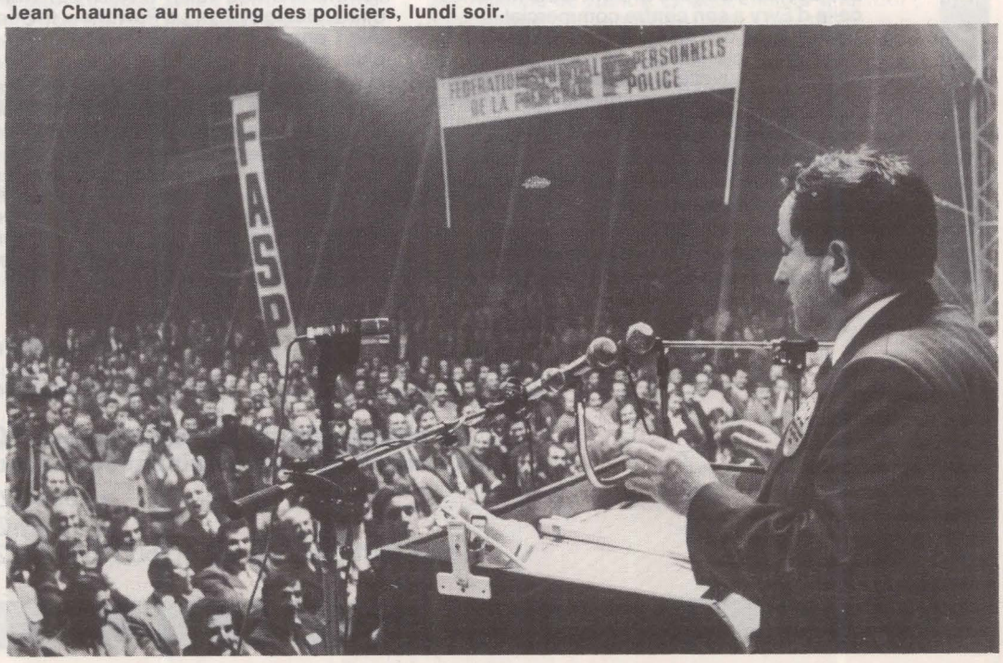
Là encore, le meeting de lundi a montré la vigilance des policiers face à de tels risques, plus réels qu'on ne peut l'imaginer. Leurs analyses ont clairement prouvé qu'il ne leur est pas possible de s'en tenir aux seules revendications matérielles. Ainsi, s'exprimant au nom du Syndicat des commissaires, Jean-Claude Riquois a-t-il souhaité que le policier puisse sortir de ce dilemme où il est enfermé : « défenseur de la société ou au service de celui qui a le pouvoir ». Il a estimé que « le policier doit être critique face à des formes de morale plus faites pour protéger des privilèges que pour faire vivre l'ensemble de la population dans la paix ».

D'autres orateurs ont été amenés à critiquer la fraude fiscale, la délinquance en col blanc, l'indice des prix falsifié : et à se poser des questions sur l'équité des sacrifices imposés au nom du plan Barre. Tous ont terminé leurs interventions sur le thème de la démocratie. Concluant la réunion, le secrétaire général de la F.a.s.p., Jean Chaunac, a constaté que le succès d'une telle manifestation était propice à la poursuite d'une action déterminée.

Poniatowski, dont le nom soulevait automatiquement l'autre soir les huées, pourra désormais se vanter d'avoir contribué à l'unification et à la prise de conscience des policiers. Mais contre lui.

JEAN-LOUP REVERIER

Jean Chaunac au meeting des policiers, lundi soir.



Deux exemples d'adaptation

Les deux grands centres commerciaux urbains

Evry 2 Centre :

ouvert sur l'Agora, c'est la grand'rue de l'Essonne.



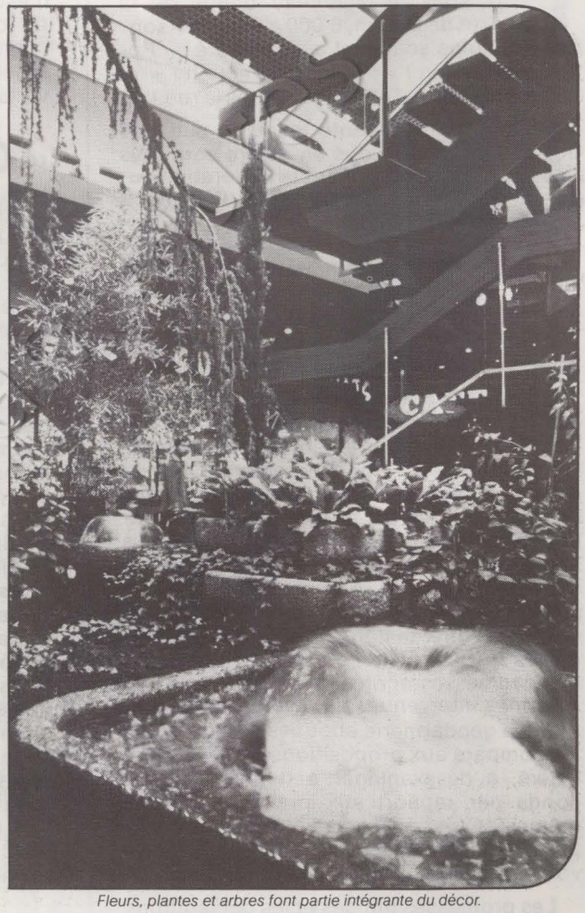
La lumière naturelle éclaire les jardins intérieurs à travers les coupoles verrières.



Le premier centre commercial intégré à une Agora.



Les mails sont reliés par des translators.



Fleurs, plantes et arbres font partie intégrante du décor.

Les agoras grecques avaient leurs marchés, celle d'Evry a son centre commercial.
Traversé par deux rues, Evry 2 Centre ouvre en effet directement sur l'Agora, place vitale de la Ville Nouvelle rassemblant la synthèse active de toute la vie culturelle et collective des habitants de l'Essonne (théâtres, patinoire, 5 salles de cinéma, bibliothèque-discothèque, équipements sportifs). Il participe ainsi en permanence à la vie de la communauté urbaine bien au-delà de son activité proprement commerciale.

Le huitième fleuron de la S.C.C.

Forte de l'expérience de ses sept premiers centres : Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Grigny 2, Ulis 2, Bobigny 2 et La Part-Dieu, la Société des Centres Commerciaux s'est voulue ici plus créative encore.

Elle a tout mis en œuvre pour combler les aspirations d'une population qui connaît l'expansion démographique la plus forte de France.
Pour précéder même ses exigences prochaines : insertion directe au cœur même de la Ville Nouvelle. Excellente jonction avec tous les moyens de communications. Décoration harmonieuse inspirée de l'environnement naturel. Complémentarité des plans de commercialisation.

Ainsi, sur 71.000 m² Evry 2 Centre réunit : un grand magasin (les Nouvelles Galeries), un hypermarché (Euromarché) et 117 boutiques.
Accessible et vivant jour et nuit, il est devenu en un an le prolongement, la grand'rue, et le principal pôle d'attraction de la Ville Nouvelle. Aujourd'hui, 1.850 personnes travaillent à Evry 2 Centre.

Depuis son ouverture, le 20 mars 1975, Evry 2 Centre reçoit environ 720.000 visiteurs par mois et son chiffre d'affaires a atteint 300 millions de francs en 1975 (après neuf mois d'activité).

Une source de vie

L'implantation d'un centre commercial crée un grand nombre d'emplois, en particulier pour un personnel féminin à mi-temps.
A cet égard, la Société des Centres Commerciaux intervient directement.

En pleine expansion, la Société des Centres Commerciaux diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :

- Rosny 2 (25.000 m²) en cours de livraison.
- Evry 2 (12.000 m²) en cours de livraison.
- La Part-Dieu (Lyon) 40.500 m² et le 25e hôtel Frantel, livraison fin 1976.

secteur public, secteur privé.

réalisés par la SCC sont aujourd'hui sur orbite.

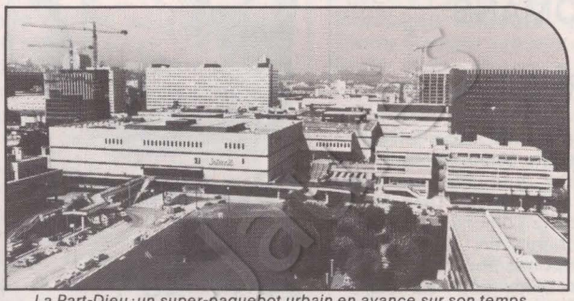
CHRISTIAN CHASSIN

La Part-Dieu à Lyon :

un nouveau centre de vie pour la seconde métropole française.



Le centre offre une architecture intérieure verticale et un décor raffiné.



La Part-Dieu : un super-paquebot urbain en avance sur son temps.



La Part-Dieu : le plus grand centre commercial régional d'Europe...



... et le plus grand du monde en rénovation de centre-ville.

110.000 m². 169 magasins. 2 grands magasins (les Galeries Lafayette et le Grand Passage). 3 grandes surfaces : c'est le plus grand centre commercial d'Europe.
Construit au cœur du nouveau quartier de La Part-Dieu, premier Centre Régional de Décision créé en France, il offre l'éventail le plus complet de commerces, de loisirs, de services et emploie 2.500 personnes.

L'équation idéale : Emploi + habitat + commerces + loisirs

Cette intégration directe permet une meilleure utilisation des équipements communs et une parfaite adéquation avec les zones d'activités tertiaires. Chaque activité renvoie sur les autres ses propres visiteurs et l'ensemble vit ainsi 24 heures sur 24.

Des résultats qui parlent d'eux-mêmes

Depuis son ouverture, le 9 septembre 1975, La Part-Dieu accueille en moyenne 28.000 visiteurs par jour : 13.200 pour les achats et 10.000 pour les loisirs. 4.000 personnes viennent même d'au-delà du département du Rhône.
Au cours des six premiers mois d'activité, le centre a réalisé un chiffre d'affaires de 262 millions de francs. Et ceci, malgré une conjoncture économique peu favorable puisqu'il s'est ouvert au moment où la crise touchait le plus fortement la région Rhône-Alpes. On est donc fondé à évaluer le chiffre d'affaires 1976 à 510 millions de francs.

Ainsi, La Part-Dieu a pris, dès sa première année, une place à sa dimension sans nuire pour autant au reste du commerce lyonnais. C'est un succès évident lorsqu'on sait qu'un centre commercial met de deux à quatre ans, dans le monde entier, pour atteindre son orbite. Et c'est surtout une preuve éclatante de la vitalité de Lyon.

pour la région

avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en communiquant aux commerçants du centre le potentiel de main-d'œuvre disponible à moins d'un quart ou une demi-heure de transport.

La meilleure image du commerce régional et urbain

Renseignements pour la location
des magasins et des bureaux :
S.C.C. 20 place Vendôme, 75001 Paris
Tél. 260.32.56

Au risque de vous plaire



Livres

LES ROMANS DE LA RENTREE

*** Yvan Audouard : Il se fait tard pour faire la fête (Albin Michel).**

Un homme enquête sur son passé. En 1976 il fouille 1946. Il ne laisse rien dans l'ombre. Sa traque lui rend confiance en l'homme. Un roman de l'optimisme.

*** Jacques Lanzmann : Le têtard (Robert Laffont).**

L'enfance malheureuse d'un petit Juif rouquin en quête d'un peu d'amour, d'un peu de justice. L'enfance de l'auteur, on le devine.

*** Jean-François Bizot : Les déclassés (Editions du Sagittaire).**

Ils ont été lycéens en 1960, étudiants «révolutionnaires » en 1968, paumés et drogués au début des années 70. Leur passé n'a pas changé grand-chose à la vie. Et l'avenir ? Bizot trace avec nostalgie et ironie un portrait vigoureux de cette génération éperdue.

*** Jean-Claude Emion : La prochaine fois c'est maintenant (Denoël, collection « Lettres Nouvelles »).**

Une fable basée sur un humour réellement décapant : ne pourrions-nous pas être nous aussi les héros de notre propre vie ? A l'image de Jean, le personnage principal de ce roman.

*** Max-Pol Fouchet : La rencontre de Santa-Cruz (Grasset).**

Un vieil idéaliste révolutionnaire, un intellectuel de gauche mi-quarante-huitard mi-soixante-huitard tente d'échapper à son destin en s'évanouissant au cœur de l'Amérique latine. Las ! pour ce Français fatigué, la fièvre des combats le reprendra à Santa-Cruz... Le premier roman de Max-Pol Fouchet.

*** Marc Cholodenko : Les Etats du désert (Flammarion).**

Un œil de peintre. Une plume sensuelle sans cesse à fleur d'érotisme. Une parfaite maîtrise des mots pour montrer l'amour. On pense à Proust. Cholodenko n'a que 25 ans . Chapeau !

*** Michel Sager : La semaine de Séraphine (Robert Laffont).**

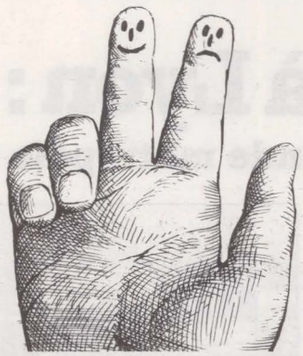
Un musicien homosexuel lit le journal d'une malade mentale internée à Venise : « On a toujours deux sexes ».

*** Claire Gallois : Jérémie la nuit (Buchet-Chastel).**

On peut n'avoir aucun souci d'argent, vivre dans les délices d'une grande maison sur une colline et se découvrir femme torturée : Jérémie fait l'épreuve de cette prise de conscience douloureuse.

*** Françoise Ducout : Les Anges dans nos campagnes (Le Seuil).**

Une bouffonnerie « hénaurme ». Où l'on voit un personnage prophétique semer un inénarrable désordre dans une Suisse bien-pensante et ennuyeuse. On pense à Helzapoppin.



Spectacles

OU SONT-ILS ?

* Gilles Vigneault : il arrive sur le « Vieux Continent » vers le 10 novembre, pour une longue tournée. Il chantera : le 14 novembre à Genève, le 15 à Lyon, le 17 à Grenoble, le 19 à Saint-Etienne, le 20 à Auxerre, le 21 à Orléans, le 22 à Blois, le 24 à Reims, le 25 à Sedan, le 26 à Laon, le 27 à Homécourt, le 28 à Gérardmer, le 29 à Nancy, le 30 à Troyes ; le 1er décembre à Nevers, le 2 à Angers, le 3 à Poitiers, le 4 à Allonnes, le 5 à Brest, le 6 à Lorient, le 7 à Nantes, le 8 à Angoulême, le 9 à Bordeaux, le 10 à Pau, le 11 à Bayonne, le 13 à Tarbes, le 14 à Villeneuve-sur-Lot, le 15 à Aurillac, le 16 à Rodez, le 18 à Alès et le 19 à Chalon-sur-Saône.

* Catherine Derain . tous les soirs à 22 h 30, jusqu'au 25 octobre, elle chante chez Georges (11, rue des Canettes, 6e)

* Colette Magny, Pauline Julien, Michel Bulher, Renaud, Djamel Allam, l'ensemble Ars Antiqua de Paris et le guitariste brésilien Roland Dyens : ils sont tous réunis au Théâtre de l'Est parisien le 28 octobre, à 20 h 30. Par Eve Griliquez qui enregistre à cette occasion en public son émission « Libre parcours Variétés ».

* Magma : le meilleur groupe français de pop au Théâtre de la Renaissance, à Paris, jusqu'au 31 octobre.

A ne pas manquer
BRASSENS A BOBINO

Depuis mardi, « tonton » Georges est à nouveau en scène à Bobino, pour près de cinq mois. Il est là avec ses 25 ans d'ouvrages. Il est là avec ses fidèles musiciens : Pierre Nicolas, le bassiste, et Joël Favreau, le guitariste. Il est là de profil : l'avez-vous vu chanter de face ? Il a vendu des millions de disques, il a écrit 135 chansons. Et pourtant il est toujours aussi bonhomme et rude. Il a l'argenté élégant du côté des tempes... et même un peu plus haut. Mais ne vous y trompez pas, il le dit dans une de ses nouvelles chansons : « Ce n'est rien que de la poudre aux yeux../ Ce n'est pas demain la veille bon Dieu /De mes adieux. » Tant mieux ! Si Brassens se faisait la malle sans crier gare, notre univers serait sérieusement dépeuplé.

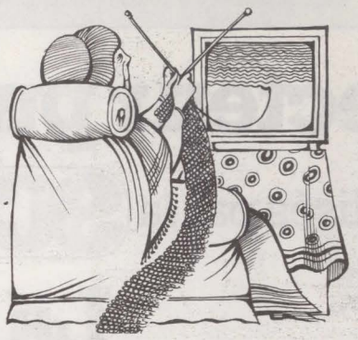


A l'affiche de la province
BOURGEADE A GRENOBLE

Une longue rêverie théâtralisée qui renvoie aux grands mythes du cinéma et de la littérature : « Palazzo mentale » de Pierre Bourgeade. Georges Lavaudant, qui met en scène ce « palais mental » à la Maison de la Culture de Grenoble, fait se mouvoir des personnages qui ont nom Marcel Proust, Franz Kafka, etc. Au hasard on reconnaîtra aussi : Dante, Sade, Lautréamont, Borgès, Joyce, Godard, Von Stroheim. Dans la fosse : le groupe Spheroe, spécialiste de jazz-rock. Sur le plateau : un piano.

BECKETT A MARSEILLE

En présentant « Fin de partie », de Samuel Beckett, Marcel Maréchal — directeur du Nouveau Théâtre national de Marseille — offre au public marseillais une de ces farces métaphysiques que Jean Anouilh définissait ainsi : « Les Pensées de Pascal mises en sketches et jouées par les Fratellini ». Du cirque seulement ? On pense pourtant aux sculptures de Giacometti et aux peintures de Bacon. C'est-à-dire à un monde plus tourmenté. A un monde qui « n'en finit plus de finir ».



Télévision

VENDREDI 22 OCTOBRE

L'émission Vendredi en direct — à l'occasion de son anniversaire (20 h 30, F.r.3).

« Le comique par l'absurde » : Devos, Carelman, etc. au magazine littéraire Apostrophes (21 h 30, A2).

« Wild boys of the road » : 43 ans après sa réalisation, un inédit en France de l'excellent cinéaste William Wellman — tribulations d'adolescents parmi la misère et le chômage de la Grande Dépression (22 h 50, A2).

SAMEDI 23

« Ma vie est un roman », nouvelle série de Pierre Bonte : un instituteur en retraite (14 h 45, T.f.1).

Quand les robots jouent aux échecs... « Le collectionneur de cerveaux », un téléfilm de Michel Subiela (20 h 30, A2).

« La première année de la retraite » : une enquête de France-Culture (14 h 05).

DIMANCHE 24

Dans la série L'homme en question : Edmonde Charles-Roux face à quatre invités (20 h 30, F.r.3).

Juan Carlos, un portrait par François Moreuil (22 heures, T.f.1).

Electre, les fantômes du nazisme et de la guerre... et Volterra : « Sandra » de Visconti (22 h 30, F.r.3).

LUNDI 25

Après le médiocre film « Les hommes en blanc », un débat sur la recherche médicale (20 h 35, T.f.1).

MARDI 26

« Il était une fois la Caméra invisible » : l'anthologie d'une émission à succès (19 h 45, A2).

Un débat sur la jeunesse délinquante à la suite du film « Les cœurs verts » de Joël Kuntz - une réussite de vérité et de tendresse (20 h 30, A2).

« Cette année-là : 1968 » — une année fameuse vue par Michel Droit, ça peut être comique... (21 h 30, T.f.1).

MERCREDI 27

Un réjouissant Hitchcock bourré d'invraisemblances et de croix-de-ma-mère : « Correspondant 17 » (20 h 30, F.r.3).

« L'homme et les hommes » : la médicale de Lalou-Barrère avec le Pr Hamburger (22 heures, T.f.1).

JEUDI 28

Raymond Barre dans une émission spéciale du magazine L'Evénement (20 h 30, T.f.1).

Robert Charlebois au Grand Echiquier, avec Gilles Vigneault, Félix Leclerc, Charles Trénet, Kurt Redel, etc. (20 h 30, A2).

« La toile d'araignée » : le cinéaste Vincente Minnelli et la psychanalyse (20 h 30, F.r.3).



changer la vie culturelle

Théâtre

SANG CHAUD DE SANG-FROID

Il y a des tremblements de terre, des guerres civiles et des crimes horrifiques... Approchez, approchez ! Au Théâtre Présent, une sorte de Club Méditerranée de l'horreur, conduisant ses clients au beau milieu des grandes et petites misères, des accidents du travail, des suicides, des bébés sud-vietnamiens à vendre ou des bavures policières à éponger. Bref, « Dracula-Travel » vous conduit partout où il y a, au moins métaphoriquement et par media interposés, du sang et avec en guise d'épices des chansons plus ou moins pastichantes comme la troupe d'Arlette Thomas et Pierre Peyrou aime à en glisser, dans Foissy aussi bien que dans Vian. Afin de vous faire oublier, peut-être, où elle vous aura entraîné pour cette histoire racontée de sang chaud : le Théâtre Présent est installé dans les anciens abattoirs de La Villette...

SERGE RICHARD

JEU DE MOTS

Henri Pichette en d'autres temps — il y a 15 ans au Théâtre des Noctambules dans ses « Epiphanies » — l'avait déjà constaté : l'homme est prisonnier des mots, conditionné par le langage qu'il hérite. Comment y échapper ? Comment gagner sa liberté ? Avec « Ils sont là » Jean-Loup Philippe tente de trouver une réponse. Cette pièce, jouée au Théâtre de Plaisance (111, rue du Château, Paris 15e) par Laurence Imbert et Jean-Jacques Aslanian, tente de régler son compte au « fascisme du vocabulaire ». Roland Barthes a noté combien le langage ordonne, met en ordre une société. Jean-Loup Philippe a mis ses bâtons de dynamite au beau milieu de cet ordonnancement : c'est la débandade ! Les mots sont vomis, hachés, battus, piétinés, mâchés, brisés. La syntaxe est bafouée. L'alphabet est bousculé. C'est là un jeu extrêmement cruel qui nous montre sur quelles conventions fragiles reposent nos modes de communications, nos codes linguistiques. Les mots sont des béquilles bien utiles, certes. Mais il suffit d'un bon croc-en-jambe pour tout mettre par terre ! Ah ! le doux pouvoir que celui de maîtriser les mots... Laurence Imbert, fragile et mordante à la fois, sensuelle et ironique, donne une dimension épique à ce combat sans espoir. Sa défaite — par le silence — de la fin n'en est que plus émouvante...

J.-P. L.

Cinéma

PETITE FOLIE

« La dernière folie de Mel Brooks », dit le titre français. Plus exacte était l'appellation américaine : « Silent movie », c'est-à-dire « Film muet ». Ou plus précisément encore : comment faire un film muet aujourd'hui à Hollywood ? L'intrigue répond : en engageant des stars, on peut faire n'importe quoi, puisque la recette — une bonne recette — est assurée d'avance ! Et Mel Brooks a fait n'importe quoi : Liza Minnelli donne dans la figuration passive ; le mime Marceau est le seul personnage parlant de l'aventure (il dit simplement : « non ») ; James Caan, le spécialiste des rôles de sportifs (pensons à « Rollerball »), campe un boxeur débile ; Burt Reynolds, qui fut le premier homme à poser nu pour « Cosmopolitan », s'envoie des baisers dans une glace ; Paul Newman, célèbre aussi pour sa passion des « bagnoles », mène une folle course poursuite en fauteuil roulant...

Ce n'est pas désopilant, c'est usé. Ce n'est pas souvent drôle, c'est plutôt épais et vulgaire. C'est gros, mais sans connivence, sans clin d'œil complice. Récréation populaire ? Avec « Le shérif est en prison » ou « les Producteurs », Brooks nous avait habitués à un rire grinçant et mordant. Il est en train de lui arriver ce qui arriva à Jacques Tati : ses procédés s'essoufflent. Pas la peine de mobiliser tout Hollywood si on n'en tire que quelques gags dont nos Branquignols n'osent même plus se servir. La faiblesse de Brooks est peut-être plus profonde : la parodie est un genre uniquement technique, pas un moteur de la création. Cette « dernière folie » de Brooks n'est vraiment qu'une petite folie. Pour les grandes folies, nous connaissons les adresses : Buster Keaton, Charlie Chaplin, Mack Sennett, Harry Langdon...

JEAN-PAUL LIEGEOIS.

Expositons

ADAMI AMADO

Le hasard du calendrier les a réunis à la même époque dans le Paris des expositions : Adami et Amado. Adami le peintre présente ses grands formats récents à la galerie Maeght (13, rue de Téhéran, 8e). Amado le sculpteur montre ses dernières œuvres à la galerie Jeanne Bûcher (53, rue de Seine, 6e). Ils ont en commun le goût de « la provocation par la forme ». Comme chez Léger, les formes d'Adami sont enfermées par de gros traits noirs : impossible d'échapper à ce trait. Comme chez personne, les sculptures d'Amado sont le résultat de sédimentations successives : on pense plus aux Grandes Rocheuses qu'à Rodin ! Adami use de la couleur comme un cinéaste se sert du gros plan : pour brutaliser et violer l'intimité du réel. Amado use de la matière comme un potier : pas moyen d'échapper à la terre ! Si vous ne connaissez pas ces deux « lectures du monde », deux découvertes importantes vous attendent.

Poésie

SIGNE PREVERT, SIGNE VIAN

La revue « Obliques » consacre un numéro spécial à Boris Vian. Gallimard publie « Arbres » de Jacques Prévert. Au même moment surgissent en banlieue parisienne deux spectacles consacrés l'un à Vian, l'autre à Prévert. Au Théâtre de Boulogne-Billancourt, Jean-Pierre Grenier présente « Signé Boris Vian » (jusqu'au 14 novembre), avec une dizaine de comédiens, un orchestre « New Orleans » et Mouloudji. De son côté, le Centre Jean-Vilar de Rosny-sous-Bois accueille ce 22 octobre (à 21 h) « Jacques Prévert à livres ouverts », un spectacle de René Bourdet et Jean-Paul Liégeois, joué et chanté par Nadine Alari, Evelyne Dress, Jacques Pater, Roger Pigaud et Max Rongier, mis en musique par Sébastien Marato. Ce spectacle sera également à Colombes le 3 décembre.

Télévision

ENCORE DE L'AUDACE...

Pour fêter son premier anniversaire, le magazine Vendredi se met en question (ce 22 octobre sur F.r.3, à 20 h30). A tour de rôle, les trois animateurs, Ivan Levaï, Christine Ockrent et André Campana montent sur la sellette, font le point et s'offrent à nos critiques. Ce débat, enregistré en direct au théâtre de l'Empire, prouve, s'il en était besoin, qu'il ne s'agit pas d'une émission comme les autres. On imagine mal les gros bonnets des informations ou des variétés sollicitant ainsi l'opinion du public. Ils ne l'admettent que sous forme de sondages et d'indices d'écoute, chiffres autorisant le règne de la médiocrité.

Puisque, pour une fois, l'occasion nous est fournie de juger sur pièces, rendons hommage à l'équipe de Vendredi. Qu'il s'agisse de la C.i.a. ou des communistes italiens, du viol ou de la pollution, chaque dossier nous a été présenté avec une honnêteté, un sérieux, trop rares sur nos chaînes. Interviews, reportages, commentaires contradictoires nous ont entraînés au cœur de problèmes qui tous retenaient notre attention, forçaient notre intérêt. Mais, avouons-le, il nous reste une petite faim. Il nous manque un peu d'émotion ou de chaleur pour que l'électricité passe. Nous sommes toujours attentifs, rarement fascinés, jamais passionnés. Les meneurs de jeu sont gens de bonne compagnie. Même lorsqu'ils dénoncent, ils y mettent des gants. Ils traitent le sujet au lieu de lui rentrer dans le chou. Dommage. C'est en ruant dans les brancards qu'on finit par crever l'écran.

GABRIELLE ROLIN

ANTONIO RECALCATI: « L'ARTISTE SUBVERSIF C'EST CELUI QUI INCITE SANS CESSE A LA VIGILANCE »

Antonio Recalcati avec Jean-Paul Liégeois.



Il A moins de 22 ans, entre la fin de l'année 1959 et le début de l'année 1960, Antonio Recalcati, peintre milanais, a entrepris une aventure sans précédent, qui allait durer trois ans, et dont on commence seulement à pouvoir mesurer l'effet. » Ainsi commence le livre d'Alain Jouffroy, publié en 1975, chez Christian Bourgois : « Les empreintes de Recalcati ». Jouffroy a raison : avec ses « Empreintes » — les empreintes de son corps et de ses vêtements — Recalcati a alors fait prendre à la peinture le virage le plus radical de son histoire au cours du XXe siècle. Il a désamorcé le faux débat qui opposait l'art abstrait à l'art figuratif. Il s'est sorti de ce cul de sac pour esthètes en réintroduisant physiquement l'homme dans la peinture. A côté de cette démarche essentielle, le pop art et l'hyperréalisme ne sont qu'accidents anodins ou billevesées mercantiles.

Depuis « Les empreintes », Recalcati a beaucoup travaillé et évolué. Il a signé des œuvres collectives avec Aillaud et Arroyo. Ses « Intérieurs américains » ont été préfacés en 1971 par Jacques Prévert. Dino Buzatti lui a consacré de nombreux articles. Sa dernière exposition, « 31 janvier 1801 », présentée en décembre 1975 à la Maison de la culture de Rennes, a encore précisé la teneur de son univers pictural : que le terme de ce monde arrive enfin ! Qu'une autre société vienne à s'enraciner où nous puissions planter nos espoirs ! Car si Recalcati peint ses propres déboires et le malheur gris d'un univers inhabitable, ce n'est que pour mieux nous inciter à casser les murs et briser les vitres. Rarement peinture fut plus subversive. Rarement pinceau signa un appel aussi déchirant au bonheur. Le cri de Recalcati nous frappe en pleine face. On comprend que certains veuillent l'empêcher de prendre de l'ampleur : Recalcati devient si gênant que pas une galerie parisienne, pas un musée national ne veut exposer ses peintures récentes. Gênant en effet ce peintre qui, comme dit Prévert, montre trop bien « la face cachée de la terre, sa face de sang, de meurtre, de rapine et de guerre ».

« L'UNITE » : Vous êtes né à Bresso, près de Milan le 2 mai 1938. Vos date et lieu de naissance vous ont profondément marqué, non ?

ANTONIO RECALCATI : Bresso est aujourd'hui une banlieue industrielle de Milan de 35 000 habitants. Il n'y a pas si longtemps, c'était une petite bourgade de 3 500 âmes. Des paysans la peuplaient. Des ouvriers y vivent. Mon père était un fils de paysan happé par la première vague de l'industrialisation. Je suis né en pleine explosion industrielle. Mais, dans ma famille, il y avait encore des paysans : à leur contact s'est forgé l'essentiel de mon caractère, de mes réflexions et de mes goûts. Cependant, j'avais beau mal supporter le choc urbain et industriel, personne ne m'a demandé mon avis : à 14 ans je me suis retrouvé apprenti ouvrier dans une usine. C'en était fini de mon enfance de rêveries. C'en était fini du petit chanteur des chœurs de la Scala de Milan que j'avais été jusqu'alors.

Affronté à la condition ouvrière, j'ai fait un véritable rejet. J'avais un besoin terrible de m'exprimer. Et voilà que la carrière de chanteur qu'on me promettait se brisait là, à la porte de l'usine. Je n'ai pas pu le supporter. J'ai pourtant tenu 6 ans, mais uniquement parce que je m'étais trouvé un refuge : la peinture. Et c'est pour la peinture que j'ai fui un beau jour l'usine, la famille et ce destin d'exploité qui devait être le mien. A 20 ans, en quittant tout, j'ai pu me donner entièrement à la peinture. A ce moment-là la toile est devenue ma bouée de sauvetage, le lieu d'expression de ma révolte. Elle l'est restée.

— Mais pourquoi avoir fui vers Paris ? Pourquoi aussi tant de voyages, d'Extrême-Orient aux Etats-Unis, en passant par le Mexique et Cuba, pour finir à nouveau à Paris où vous êtes maintenant fixé ?

— Un jour, Arroyo est venu me voir à Milan et m'a invité à Paris. Là, je me suis senti plus libre. Là, j'ai pu essayer d'oublier mes origines. Là, j'ai pu supporter un refus inavoué de ma propre identité. Là, j'ai pu vivre en rupture brutale avec l'existence que l'usine m'avait tracée sans mon consentement. Mais, c'est vrai, ma fuite a été plus échevelée encore : pendant 10 ans, j'ai bourlingué de pays en pays. A peine étais-je attaché à un endroit du monde que je le quittais pour un autre. A peine me sentais-je « sécurisé » quelque part que je poussais ailleurs. Cette bougeotte avait une explication très simple : elle me servait à masquer mes contradictions.

Et puis, peu à peu, je me suis rendu compte que mes pérégrinations me faisaient toujours repasser par Paris. J'ai fini par comprendre que mon véritable espace vital et culturel est dans cette ville. Depuis 1972 je n'en ai plus bougé : je m'y accepte désormais avec ma peinture et mes contradictions...

— Il faut aussi dire qu'entre votre départ de Milan et votre installation définitive à Paris, des événements ont dû vous aider considérablement à vous accepter. Ces événements ce sont des rencontres décisives : avec les « critiques » Jean-Jacques Levêque et Alain Jouffroy, avec les poètes Jacques Prévert et Jean-Christophe Bailly, avec l'écrivain Dino Buzzati, avec les peintres Arroyo, Aillaud et Fromanger. Je me trompe ?

— Dans un premier temps, je les ai fui eux aussi. J'avais peur qu'ils attentent à mon indépendance chèrement payée. Je craignais qu'ils ne forment autour de moi une nouvelle famille, une nouvelle prison. Maintenant, je m'aperçois qu'ils m'ont conforté dans ma volonté de vivre de ma peinture. Ils m'ont permis de trouver un terrain de paix et de fraternité où je peux travailler. C'est en les côtoyant que j'ai compris qu'il n'y a pas une vérité à imposer à tout le monde, mais qu'il y a en fait plusieurs attitudes possibles devant la même réalité. Il y a l'attitude de Fromanger, celle d'Arroyo, celle d'Aillaud et la mienne : toutes vont parallèlement, sur des rails différents, mais en répondant aux mêmes besoins profonds de l'homme et en se référant aux mêmes options de société.

Jacques Prévert, quant à lui, m'a appris qu'on doit payer l'utilité de son œuvre du prix de sa propre solitude. Solitaire, membre d'aucun parti de gauche, Jacques n'en a pas moins été l'écrivain le plus utile et le plus important pour le Front populaire par son travail au sein du groupe Octobre. Jacques m'a appris la force de l'indépendance chez un artiste. Je suis de sa race : un solitaire farouche, un rebelle définitif.

Dino Buzzati fut aussi un solitaire qui a eu raison. C'est à Buzzati et à Prévert, c'est à tous les autres que je dois un peu ma peinture. Presque autant qu'à moi-même.

— Parlons de cette peinture justement. Où est sa source ? Où aboutit-elle ? A quoi sert-elle selon vous ?

— La création n'est jamais clairement vécue, est difficilement analysable par celui



qui crée. Mais soyons simple : pour un peintre, comme pour un chanteur ou un acteur ou encore un écrivain, sa force d'expression est à la mesure exacte de sa difficulté de s'exprimer et d'exister, à la mesure exacte de sa peur de la mort. Si, dans mes premières « Empreintes », Buzzati a pu lire des « ombres de banlieue », si j'ai eu besoin de me mettre moi-même sur la toile, c'était surtout pour retrouver une angoisse que j'avais vécue et pour la nier par l'art, pour m'en débarrasser. Ce n'est évidemment pas là une conception réaliste-socialiste de l'art ! Un peintre n'est pas un reporter ! Ça n'a rien de révolutionnaire de peindre des ouvriers en grève ou bien arrivant à bicyclette à l'entrée d'une usine. Ce qui est révolutionnaire, c'est de rendre sur la toile la mutilation et les contraintes que subissent ces travailleurs, l'angoisse et la solitude qui sont les leurs à la porte de cet enfer.

Il n'y a pas de monde objectif. Il y a ce que chacun comprend du monde. En ce sens, contrairement aux apparences, ma peinture est une peinture d'espoir : elle fait des constats d'échec certes, mais pas pour dire que cet ordre est irréversible ; plutôt pour inciter à le renverser.

Une peinture n'est pas politique parce qu'elle fait référence à des images d'Epinal de la gauche en échec. Une peinture est politique simplement à partir du moment où elle éclaire la vie des individus, où elle leur donne la force de vivre. L'artiste subversif n'est pas celui qui tient des meetings sur sa toile ; c'est celui qui par son œuvre, incite sans cesse au doute, à la vigilance ; c'est celui qui remet perpétuellement en question l'ordre de la culture et de la société ; c'est celui qui réussit à tenir les hommes en éveil dans leur propre vie. C'est cette lucidité que je revendique. C'est ce à quoi je voudrais que serve ma peinture. En d'autres termes : l'intervention politique de l'artiste ne se fait pas obligatoirement en termes politiques.

Evidemment ce combat est difficile à mener dans les circonstances actuelles : il existe un public « vierge » innombrable mais, au lieu de pouvoir nous adresser à lui, nous sommes condamnés à ne nous vendre qu'aux quelques privilégiés des galeries ! Il faudra bien, un jour, bousculer cet état de choses.

— Vous êtes Italien. Est-ce que ce renversement de la vapeur vous semble possible dans ce pays ?

— La société italienne m'a toujours semblé gloutonne et dévoreuse : elle a bouffé un immense artiste comme Chirico au point de l'obliger, à la fin de sa vie, à peindre des plages, des chevaux et des colombes grecques ; certains futuristes italiens ont été mis dans l'obligation de fabriquer en série des « marines » pour subsister. Il existe en Italie une frénésie du marché de l'art qui revient à arracher leurs œuvres aux peintres et à les réduire au silence des collections privées. La société italienne est également terriblement œdipienne : même le Parti communiste y est un décalque parfait de la famille ; il « materne » littéralement les jeunes peintres pour les « calmer » pendant qu'il propulse encore à l'avant-scène des réalistes-socialistes comme Guttoso.

En tant qu'homme de gauche cela m'inquiète : il reste encore des cordons ombilicaux à couper à gauche ; il reste encore une liberté à conquérir, même à gauche, pour les artistes. Il reste (et c'est ce qui me semble le plus passionnant) à inventer de vrais rapports entre les créateurs et les hommes du Pouvoir, fussent-ils de gauche comme cela sera le cas demain. Les artistes ne sont pas là pour rassurer et approuver ; ils sont là pour inquiéter et exiger. C'est-à-dire pour réclamer toujours plus de bonheur pour les hommes. Est-ce que ce serait incompatible avec l'idéal de la gauche dans sa diversité ?

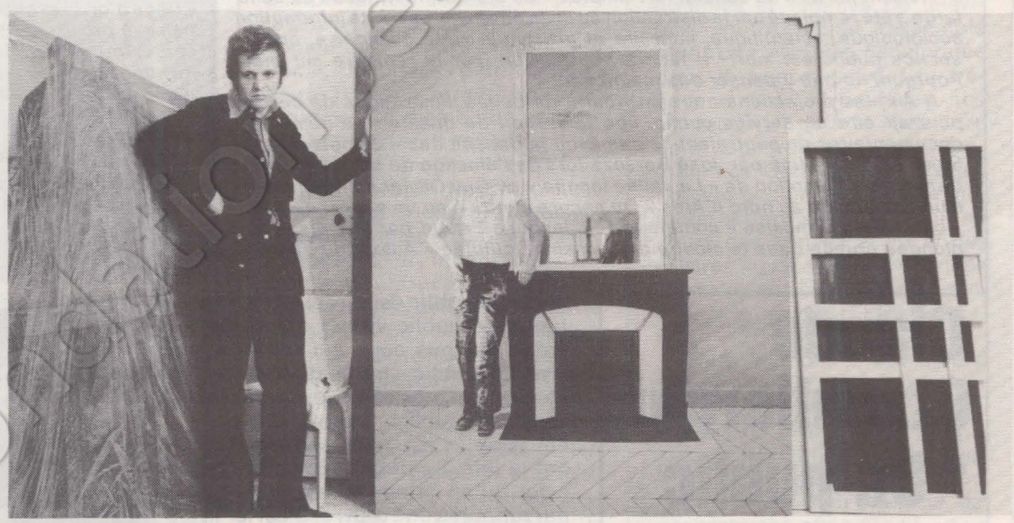
Je crois qu'en Italie certains ont commencé à comprendre que les artistes sont faits pour alerter sans concession. J'en vois un exemple dans l'attitude des deux socialistes qui ont organisé la dernière Biennale de Venise ; il y a eu de leur part un effort considérable ; ils ont courageusement annoncé la couleur : « l'avant-garde n'existe pas ; existe seulement une multiplicité d'expressions que nous montrons dans leurs contradictions ». Enfin à Venise la gauche italienne ne nous a plus considérés, nous les artistes, comme de simples buvards de la réalité. Enfin, elle a reconnu le droit de chacun à son aventure personnelle.

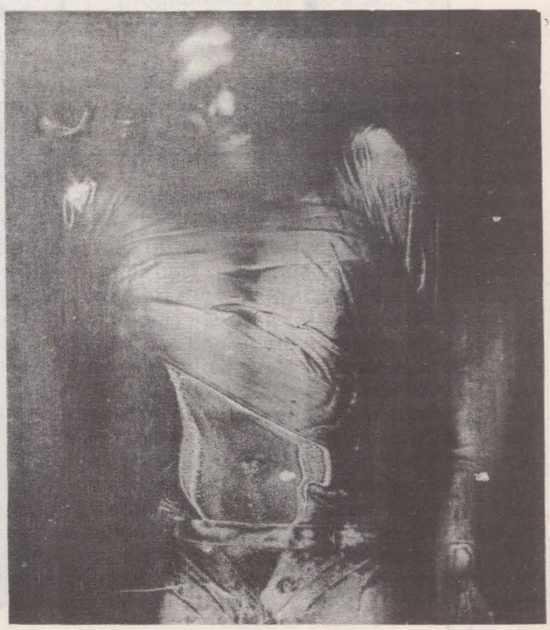
— Rentrerez-vous un jour en Italie ?

— En fuyant à 20 ans la « sécurité » italienne, je ne savais pas que je finirais par m'installer dans la « sécurité » internationaliste dans laquelle je vis désormais... Il se peut en effet que mes préventions contre l'Italie se trouvent balayées un jour. Je sens confusément que c'est un pays où les choses vont changer, fortement et vite. Alors, pourquoi l'aventure de Recalcati ne rejoindrait-elle pas bientôt l'aventure qui se prépare en Italie ? Je vais vous faire un aveu : tous les matins, en me levant, la première chose que je fais, c'est de descendre rue de Buci acheter un journal italien...

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS







Une « empreinte », 1962.

POUR UNE RENAISSANCE DU SERVICE PUBLIC

Où va la télévision française ? Si l'on considère la quasi-disparition des séries d'émissions de création (dramatiques ou documentaires), l'invasion des feuilletons américains, la multiplication des jeux stupides, la persistance des variétés débiles, la mise au pas des équipes d'information, il n'est pas difficile de s'en convaincre : il ne restera bientôt plus rien de l'ex-O.r.t.f. ; la télévision française retourne au néant.

Présent catastrophique, avenir sombre : beaucoup seraient tentés de baisser les bras ; certains le font. Par les temps qui courent le désenchantement est de bon ton. A l'opposé, d'autres ont choisi la combativité contre la désespérance, l'agitation contre le silence complice. Ils se nomment Jean-Claude Bringuier, Maurice Failevic, Claude de Givray, Jean-Emile Jeannesson, Jacques Krier, Jean-Jacques Lagrange, Claude Otzenberger, Jean-Jacques Pèche et Claude Santelli. Tous réalisateurs, ils ont été la fine fleur de l'O.r.t.f. Ils refusent d'abdiquer devant la médiocrité qui leur est actuellement imposée par le Pouvoir. Et pour le dire hautement et clairement ils ont organisé, à Aix-en-Provence du 23 au 26 septembre dernier, les troisièmes Rencontres internationales de télévision. Accueillis par la municipalité socialiste d'Aix, ils ne se sont pas contentés de parlotes dans l'odeur du thym et de lavande. Sur le thème « Télévision et service public », ils ont animé une série de projections et de séminaires qui furent autant d'exemples d'une télévision ambitieuse mais possible, exigeante mais populaire.

Ils sont partis d'un constat fort simple : « Le droit à l'information au sens large a été remplacé par la distraction au sens étroit », « La haute information sociologique, scientifique, littéraire et artistique a été éliminée », bref le service public est mort ! Il faudra pourtant un jour le remettre sur pied. Pourquoi ne pas y penser dès maintenant ?

A Aix, les projections nous ont fourni de belles illustrations de ce que pourrait être un service public, une télévision de qualité : de nombreux documentaires ne pourraient-ils pas avoir la densité des « Demoiselles de Saint-Amour » filmé par José Bersoza lors de l'élection de miss Jura ? Ou transmettre l'émotion de « La vallée longue » où Guy Olivier montre la mort d'une commune au nord d'Alès ? Ou encore mettre à nu un aspect de notre « civilisation française » comme le fait Jacques Ertaud par le biais de sa plongée cruelle dans le monde du cyclisme, intitulée « Autour du Tour » ? Pour cela, il suffirait que les directeurs de chaîne et les responsables des programmes le veuillent et daignent passer des commandes aux réalisateurs. Si, par accident, ils consentent à le faire, ils tentent ensuite d'occulter l'émission réalisée : Gérard Chouchan en sait quelque chose, qui a vu son portrait de « Darwin » diffusé à 21 h 40, une mauvaise heure d'écoute s'il en est. « Les marchands de lessive le savent bien, commente Chouchan : à pareille heure, les spots publicitaires ne sont pas très chers ! »

Pourquoi les télespectateurs n'ont-ils pas plus souvent droit à des dramatiques comme « Les sangliers » de Maurice Failevic ou « C'est la fin, mon bel ami » de Bernard Bouthier ? La réponse est simple : le Pouvoir ne tient pas à ce qu'une heure trente de divertissement débouche sur des questions ou réflexions gênantes pour le système social qu'il défend : « La télévision d'accord, mais à condition qu'elle ne fasse surtout pas de vagues ». C'est le nivellement par le bas. C'est l'intox par la diversion. La télévision française, revue et corrigée par Giscard d'Estaing, est une immense entreprise d'anesthésie. Nous sommes loin de la vocation de l'ex-O.r.t.f. : « informer, distraire, éduquer. » Loin d'une télévision d'éveil... Mais un peuple endormi n'est-il pas un peuple plus facilement manipulable ?

Les réalisateurs réunis à Aix ne veulent pas participer à cette « opération chloroforme ». Mieux : ils entendent donner à leur vigilance un caractère absolument constructif. A Aix, ils ne se sont pas contentés de pleurer sur « l'âge d'or » révolu de l'ex-O.r.t.f. Ils se sont attachés, lors de chaque séminaire, à proposer des solutions pour demain, pour un demain où un autre contexte politique laisserait le champ libre à leur imagination et à leurs inventions. En publiant ci-après de larges extraits des « communications » des principaux réalisateurs présents à Aix, « l'Unité » entend simplement contribuer à porter sur la place publique un débat d'importance que les hommes du Pouvoir actuel aimeraient bien éviter : à quand une télévision pour tous les habitants de ce pays ? Et comment ?

Les contributions qui suivent ne sont peut-être que des ébauches. Mais qui a fait mieux jusqu'à maintenant ?

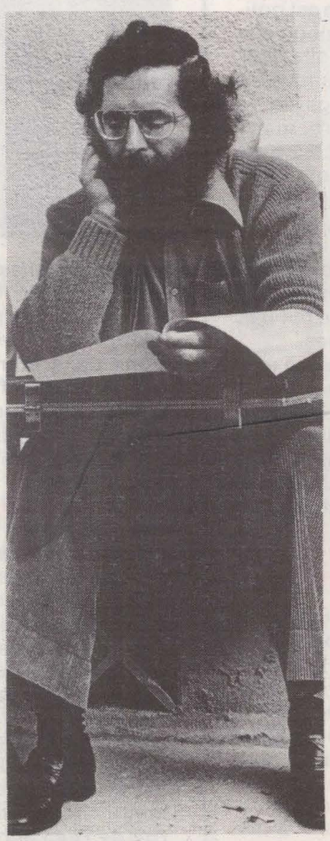
JEAN-PAUL LIEGEOIS

Claude Otzenberger: "Un public ou des publics ?"

On dit la chose publique, la fille publique. On parle du public comme du peuple en général ou bien d'un nombre X de personnes réunies pour assister à un spectacle, à une cérémonie, à une réunion. On s'adresse au public, car on n'existe qu'avec les autres et reconnu par eux (l'écrit sollicite la lecture, le tableau le regard, la musique l'écoute ; la télévision : les trois à la fois). On communique avec ce public dont on attend qu'il réponde à cette sollicitation.

Qui parle à qui ? Quel est le rapport de « l'œuvre » au public ? Le public est-il réel ou virtuel ? Le public virtuel d'un livre, c'est tous ceux qui savent lire. Le public virtuel d'un tableau, c'est tous ceux qui savent voir. Le public virtuel d'une émission, c'est tous ceux qui ont la télé. Le public réel, c'est celui qu'on atteint. Il s'oriente par rapport à une œuvre. C'est le public qui fait l'œuvre et l'œuvre qui fait les publics.

En quelque sorte, les goûts se diversifient bien d'avantage en fonction de la personnalité du public (d'où : constitution des publics) qu'en fonction du contenu des programmes. Mais ce contenu n'est pas neutre, il est la traduction de l'idée que se font du public ceux qui contrôlent la télévision. Comme le rappelait Georges Friedman dans « le Monde » des 23 et 24 juillet 1976, ils peuvent être appelés des « libéraux quantitatifs ». Ils se posent en champions de la libre entreprise, estimant que les citoyens d'une authentique démocratie ont le droit et le devoir de consommer comme biens culturels ce qu'ils « demandent », et sous aucun prétexte, même humaniste, ne doivent être contraints d'absorber ce qu'on leur impose. Comment savent-ils les goûts du public ? Par les sondages, dont ils oublient qu'ils ne peuvent qu'enregistrer la demande préalablement conditionnée par la télé. En définitive, ils considèrent la télé comme un médium de masse s'adressant à un public et à un seul.



Claude Otzenberger.

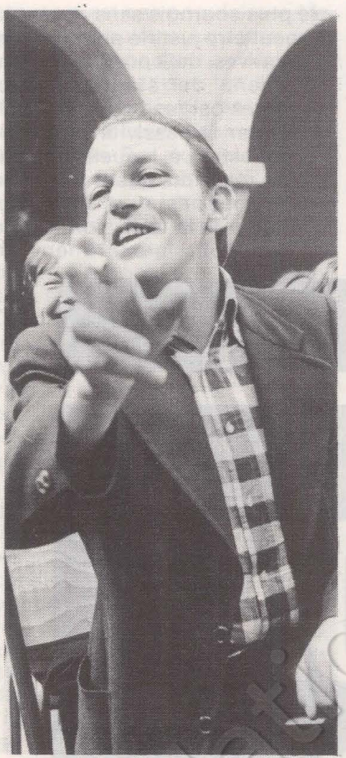
A eux s'opposent les « libéraux qualitatifs » qui refusent de voir dans le public une masse, mais plutôt une série de publics différents, méritant chacun d'être traité avec respect, non pas cibles pour les publicitaires, mais êtres humains capables de croissance intellectuelle et culturelle...

Dans notre télé, les premiers sont évidemment au pouvoir, Et si nous n'y prenons garde, bien que le pluralisme culturel reste notre éthique, notre télévision sera bientôt aussi monolithique et affligeante que la télévision américaine. Les premiers sont des technocrates, les seconds des démocrates. Selon que l'on accepte le modèle que nous propose la société actuelle (une société de standardisation, de banalisation, une société qui tend à plier les individus à une même règle de fonctionnement, aux mêmes normes, une société

qui nie les différences et les particularismes) ou qu'on le refuse en militant pour un renversement de la relation émetteur-récepteur, un renversement des rapports hiérarchiques, des rapports de pyramide dans lesquels le sommet est déterminant et dominant, un recours à la base et une acceptation et une exaltation des différences et des particularismes, on répond à cette question : y a-t-il un public, ou des publics ?

Jean-Emile Jeannesson: "Créer des unités de production"

Actuellement, les « recommandations » gouvernementales faites aux directions des chaînes pour promouvoir la création et le renouvellement des talents, butent non seulement sur l'absence d'un projet de programme, mais aussi sur des structures conventionnelles ou oligarchiques. Tout se passe comme si le législateur, dans sa hâte à créer des stations de télévision plus « légères », plus « souples », plus « efficaces », retrouvait, surprise naïve, les défauts du monstre O.r.t.f., fidèlement transmis par l'héritage, aujourd'hui grossis et plus visibles, agrémentés de quelques autres défauts propres aux hérésies de la loi d'août 1974. Le scénario des chances perdues n'est pas nouveau dans l'histoire de la télévision et les professionnels chevronnés assistent, impuissants, peu ou pas consultés, aux carences prévisibles de chaque réformette, réforme ou changement des équipes dirigeantes. Pourtant, les professionnels ont la mémoire d'une télévision qui fut la meilleure du monde et la mémoire de la triste répétition des mêmes

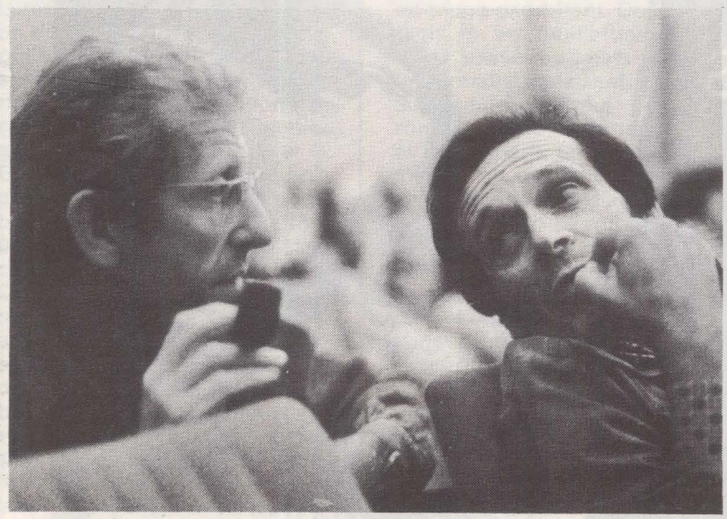


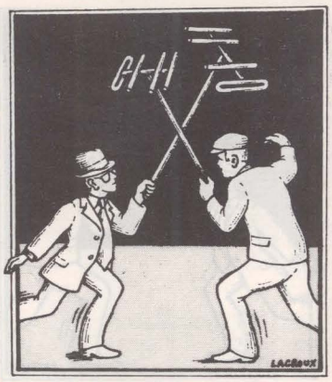
Jean-Emile Jeannesson.

erreurs depuis une dizaine d'années...

Le dessein que je vais tracer maintenant n'engage que ma personne. Tout d'abord il conviendrait, outre un indispensable projet de programme (vocation de chaîne, missions et objectifs, généraux), de définir une bonne fois les besoins et les secteurs de programme... Aucune classification n'est parfaite. Mais, puisqu'il en faut, qu'elle soit au moins un outil le plus raffiné possible ; que l'on détermine des contenus de programme plus proches des besoins réels ; que l'on crée ensuite des secteurs nets, de petite dimension, animés par des directeurs de collection compétents, qui recevraient du pouvoir central des charges de programme, un volume horaire à produire, les moyens et les financements nécessaires dont ces animateurs auraient la responsabilité globale. L'idée n'est pas nouvelle. En Mai 1968, d'importantes assises de professionnels avaient recommandé des « unités de production », inspirées d'un découpage fin du terrain de programme. De même que le pouvoir central serait constitué d'un homme de programme, architecte du projet d'ensemble, et assisté des secours pluridisciplinaires indispensables (administrateurs et ingénieurs), de même on retrouverait, au niveau des secteurs, des directeurs de collection ou des animateurs d'unités de production, assistés d'administrateurs et d'ingénieurs. Car toute structure efficace ne doit jamais séparer le programme, la finance et les moyens et, dans ce triangle, quel que soit le niveau de responsabilité, l'homme de programme doit avoir la primauté absolue et l'initiative...

Jean-Claude Bringuier et Claude Santelli.





Claude Santelli : "Où est la relève ?"

Le programme, au niveau du « créateur », comme on dit, aussi bien qu'au niveau du public, se définit par sa continuité : pour nous, hommes et femmes de télévision, notre travail ressemble plus à une aventure, échelonnée dans le temps, suivant la fréquence et la diversité de nos productions, qu'à la fourniture de produits arbitrairement programmés. Cette continuité dans l'œuvre accomplie, dans le dialogue entrepris avec le public au cours des années et au fil des œuvres, nous amène à une idée capitale dans cette définition du programme : c'est l'idée de relation.

Cette relation, il faut qu'elle s'exerce entre les quatre moteurs qui contribuent à la réalisation du programme et que j'essaie de définir : le public, les « créateurs », le programmateur (qu'il s'agisse d'un directeur des programmes style O.r.t.f., d'un groupe, etc.), et l'instrument lui-même qui a sa propre évolution. Il y a, je pense, détournement de programmes chaque fois que le jeu, la relation profonde, réciproque, qui doit exister plus ou moins explicite, plus ou moins réfléchie, plus ou moins risquée, entre les moteurs dont nous parlons, est abandonnée ; où l'un des moteurs du programme confisque le jeu, réduisant les autres à la passivité, à l'inexistence, voire à la complicité.

On peut ainsi dénoncer par exemple :

▶ Un détournement dit culturel : une autorité de programme, diffusant ex cathedra les trésors reconnus de la culture et « admirables » comme tels. Cet alibi est condamnable en ce qu'il châtre

→



le public en lui refusant la vraie participation.

▶ Le détournement « populaire », celui qu'on peut reprocher le plus violemment à la télévision d'aujourd'hui : le public, au sens le plus inhumain, le plus massif, le plus « sondages », accaparant le pouvoir de dédicer, au mépris du créateur et du « vrai » public.

▶ On pourrait parler, comme une autre forme, du détournement de programme au profit du programmateur, d'une télévision orientée par un pouvoir ou une idéologie précise, le public étant réduit au rôle d'endoctriné, le créateur au rôle de truchement et d'exécutant.

▶ Le détournement par le créateur : l'alibi du créateur est le plus sournois sans doute, car il peut être justifié par toutes les tentatives de censure ou simplement de standardisation opérées par les pouvoirs, facilitées par la passivité du public. La question à laquelle j'ai toujours répondu, quant à moi, négativement est : a-t-on le droit de faire de la télévision simplement pour s'exprimer soi-même ? Voire pour 5 à 10 000 spectateurs ?

▶ On pourrait imaginer enfin un détournement du programme en faveur de l'instrument, une télévision purement formelle, brillante et vidée de tout contenu.

Le drame de notre télévision française est d'avoir renoncé depuis longtemps déjà à assurer la « relève » des créateurs, à assurer la prospection, la promotion des hommes et des femmes de télévision. Ce choix des hommes et des projets dans une dynamique constante et pour une aventure globale, c'est sans doute ce qui manque le plus au « programme » qui est devenu celui de notre télévision française.

ROBERT LAFFONT

Vient de paraître

MANCERON/3

Le bon plaisir

(1782-1785)

le tome 3 des "HOMMES DE LA LIBERTÉ"

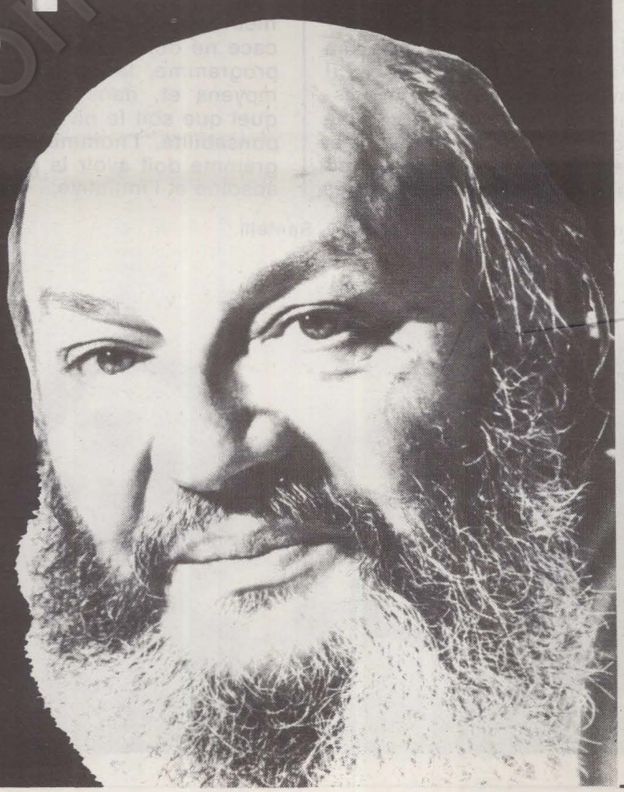


Photo A de Brunof

Jean-Claude Bringuier : " Quelle culture pour l'homo televisus ? "

On considère habituellement la télévision comme quelque chose qu'on fait ou qu'on subit. On peut considérer la télévision autrement... Sous nos yeux se forme ainsi l'« homo televisus ». Des générations apparaissent qui n'imaginent même pas ce que pouvait être autrefois un monde sans télévision. La rupture avec la culture préexistante est si importante, et soudaine, que le passé qui s'élève derrière, juste en-deçà, paraît aussitôt archaïque et illusoire. Car cette nouvelle forme du culture a tout pris : elle a occupé presque d'emblée tout le terrain où se détachait naguère tel ou tel secteur particulier de la culture ou de l'information ; et on sait bien qu'elle le fait avec une puissance, une prégnance inégalées



— inégalées par le livre, par le journal, par l'école, par tout autre moyen de communication.

Oui, la télévision est, bien ou mal, la nouvelle culture. Elle emprunte en partie sa substance à l'extérieur, mais surtout elle livre des produits qu'elle a elle-même engendrés : les jeux, les variétés, les documentaires, les magazines, sont des approches diverses de réalités ou d'irréalités diverses mais chacune est née dans la télévision, par elle.

De ce nouvel espace culturel, que peut-on dire ? Ce qui caractérise la télé-culture, c'est précisément que tous les objets proposés se trouvent en quelque sorte à égale distance, sur terrain plat. On offre avec le même détachement, c'est-à-dire comme une chose justement détachée, Sylvie Vartan, la météo, Molière, le Tibet, parfois un portrait de son voisin. Pêle-mêle. Sans rien qui permette de déchiffrer tout cela, de le restituer, de trouver le lien qu'il peut avoir avec notre propre vie. Peut-être aussi que cette culture désarticulée nous convient, convient à une partie de nous-mêmes puisque nous sommes aussi désarticulés. Peut-être qu'une cohérence plus grande gênerait...

Jacques Krier : " Les sondés aiment-ils ça? "

Une télévision populaire de qualité est l'objectif de tout véritable service public de télévision.

En ce moment, le mot « populaire » sert souvent d'épouvantail dans les bureaux de nos faiseurs de programmes : « Vos documentaires de création, vos dramatiques originales, vos nouvelles formes de variétés, etc, ce n'est pas populaire ». Ne serait « populaire » qu'une certaine télévision dont on dit : « Ils aiment ça ». « Ils », les « Sondés », donc le peuple. Mépris du peuple : il a besoin d'une télévision débile. Par exemple : la télévision publicitaire... Elle s'adresse au peuple (les travailleurs plus leurs familles), mais affirmer pour autant que la publicité est populaire à la télévision serait un abus de langage. De même, un grand nombre d'autres émissions, quoique pas tout à fait publicitaires, sont abusivement considérées comme populaires : les shows de variétés qui sont la propriété de marques de disques par exemple.

Est de même nature « démagogique », et dite populaire, une télévision de compétition entre les sociétés de programme qui consiste à attirer le plus grand public possible à certaines heures, donc à faire payer le plus chèrement possible les messages publicitaires correspondants. On utilise la naïveté ou l'ignorance des travailleurs et de leurs familles à des fins commerciales : comment s'expliquer autrement certains mystères de la programmation où l'exploitation de la crédulité publique se couvre du masque bon enfant d'une télévision dite-populaire ?

Ceux qui méprisent le peuple (le public) ont vite fait d'accuser du terme « populaire » une télévision économique de bas niveau sous le simple prétexte qu'elle est diffusée à des heures de grande écoute, donc populaires. Curieux raisonnement : on accuse de la rage un chien à qui on l'a inoculée. Cette télévision n'existe qu'à cause de la modicité de son coût, jointe au conservatisme de son idéologie : feuilleton ou série B et C. Elle est souvent le fait de programmateurs pressés de combler des trous et prêts à tout pour sauver la gestion financière chancelante de leurs sociétés. Qu'on pense aux erreurs de direction, aux gâchis financiers, aux inconséquences d'investissement qui ont eu pour résultat de détourner la taxe de son vrai but : payer les programmes. On sait d'ailleurs que cette télévision-là, dite populaire, commence à faire long feu, la protestation populaire, vraiment populaire celle-là, ayant été entendue jusque dans les cabinets les plus élevés de l'Etat...

Claude de Givray : " Défendre le contenu français "

Les Canadiens parlent volontiers de contenu canadien. C'est une expression, puis un principe qu'ils ont mis au point pour éviter à leur radio et à la télévision d'être définitivement satellisées par celles des Etats-Unis. En gros, la loi sur le contenu canadien préconise que 60 % des sujets émis sur les antennes privées ou publiques canadiennes soient du terroir. En France, ces quotas sont élastiques.

Première remarque : les émissions qui ne sont pas françaises sont presque toutes américaines. On sait pourquoi : les producteurs américains font leurs affaires sur leur propre continent, ils peuvent, dans le reste du monde, vendre à bas prix, faire du dumping. C'est, évidemment, un avantage économique exorbitant. De fait, les films et les feuilletons américains, passés au crible des multinationalités, plaisent. Il est vrai aussi que, comme pour les romans-photo, des sociologues et des experts en sciences humaines en ont établi les canevas. Certains sont d'ailleurs très bons, mais en ce qui concerne l'apport étranger des programmes français, ne pourrait-on pas voir davantage de documents et de « fictions » anglais ? Certains feuilletons anglais sont remarquables. En Europe, il ne manque pas non plus de bonnes émissions. Le Japon aussi, pourquoi pas ? Les Hollandais ont programmé un feuilleton japonais intéressant et en version originale, encore !

Deuxième remarque : on peut tempérer les ardeurs d'outre-Atlantique par un quota, mais il n'est pas question de défendre les intérêts culturels de la France par la force ; à quoi cela servirait-il ? En fait, la langue diplomatique est toujours le français mais comme le rôle de la France est de plus en plus effacé, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine scientifique, les communications se font en anglais ou en russe. Aux Etats-Unis, même Valéry Giscard d'Estaing parle en anglais. Sur notre territoire, nous devons donc tenir tête. Il faut inventer des formes nouvelles, permettre aux talents d'éclore ou de se confirmer. A la B.b.c. où l'on parle la même langue qu'aux Etats-Unis, on a ainsi créé de toutes pièces de nouveaux dramaturges, de nouveaux documentaristes : de nouvelles vedettes de variétés sont nées. Tout le jeune théâtre anglais est sorti de là, Harold Pinter en tête.

Chez nous, il faut créer des ateliers d'auteurs, de concepteurs, provoquer des réflexions de groupe, rassembler les auteurs, les journalistes, les producteurs, tous dispersés et qui sont forcés de faire autre chose pour vivre. Leur trouver un mode de rémunération qui leur permette de se donner tout entiers à leur tâche (aujourd'hui, les deux tiers des rémunérations ne reviennent aux auteurs que six mois après le passage de leur œuvre sur l'antenne, ces sommes sont les mêmes qu'ils soient un ou plusieurs à faire le travail ; on ne peut décemment diviser ces sommes en plus de deux). Il y a certainement d'autres solutions...

Je ne crois pas que la télévision italienne ait résolu ses problèmes ; par contre, le cinéma italien, en se lançant dans une invention permanente, a réussi tous azimuts, s'imposant par ses westerns (Sergio Léone, eh oui ! pourquoi pas ?), par ses comédies (Risi, Monicelli, etc.), par ses œuvres de réflexion (Bertolluci, Rossi, Zurlini), et par ses grands barons (Visconti, Fellini, Ferreri). Et maintenant, juste retour des choses, ce sont les producteurs, Carlo Ponti, Dino de Laurentis, etc., qui sont implantés aux Etats-Unis !

Nos lecteurs ont la parole

PONIATOWSKI ET LA LEGION

« Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a déclaré le 2 octobre à Servance (Haute-Saône) en réponse aux demandes de dissolution de la Légion étrangère faites par Georges Marchais : « Certains veulent dissoudre la Légion, je ne l'admets pas surtout venant de la part de ceux qui n'ont pas le droit de parler ni de la Légion ni de l'armée. Quand on sait où ils se trouvaient pendant la guerre (...) Sur le sol national, il y a toujours un drapeau et une arméee. Ou bien c'est votre drapeau et l'armée des autres ».

Cette insulte s'adresse en fait aux milliers de Français victimes d'une loi de Vichy, instituant le S.t.o. (Service du travail obligatoire) en Allemagne dont beaucoup sont décédés sous les bombardements, ou ont été déportés dans les camps de la mort pour « sabotage » dans leur travail forcé. De ces Français, il y en a dans toutes les couches sociales présentes, et dans tous les partis politiques. Il est inadmissible qu'un ministre de la « majorité » puisse « l'ignorer » et se permettre un tel outrage vis-à-vis de ces déportés ».

Raymond GOURLOT
45150, Jargeau

LA CRISE DE NOTRE ATHLETISME

« Deux évènements viennent de secouer le petit monde de l'athlétisme français : tout d'abord, le limogeage de Christian Dubreuihl, directeur technique national et de son équipe technique, ensuite le retrait de la compétition pour le monde des affaires de Guy Drut, agrémenté de déclarations tapageuses sur les cachets demandés par les athlètes de haut niveau. Après avoir trouvé la soupe à son goût (il a au cours de sa tournée post-olympique gagné quelques dizaines de millions d'anciens francs) le voilà qui crache dedans. Drut n'est pas à une contradiction près ! Rappelons qu'en 1972, alors qu'il était étudiant en E.p.s., il soutenait ses camarades manifestant à Charlety pour obtenir des postes au Capes, et que quelques mois plus tard, il devenait conseiller sportif de Chirac !

Le premier événement nous inquiète davantage que le second dans la mesure où le remplacement d'un homme par un autre (Jacques Dudal, l'ancien adjoint de Bobin) ne nous semble pas être nécessairement la solution qui convienne actuellement.

Car la question qui reste en suspens est bien sûr celle des moyens dont disposera cet excellent entraîneur, brillant animateur de surcroît, qu'est Dudal.

En réalité la crise de l'athlétisme français, c'est la crise du sport français tout court. Quand un pays ne consacre pas plus de 0,7% de son budget à sa jeunesse et au sport, il n'y a pas de miracles à attendre. Ajoutons qu'aucune unité ne préside à la politique sportive du pays. L'école et les clubs s'ignorent l'un l'autre. Le schéma cloisonné qui existe au sommet (Education nationale - secrétariat Jeunesse et Sports-Associations fédérées) redescend dans le pays où l'on retrouve à tous les échelons l'incompréhension réciproque.

On aura déjà une idée des chances de succès de Dudal lors du vote, à l'Assemblée Nationale du budget du Secrétariat Jeunesse et Sports ! Pour notre part, nous restons très pessimistes ».

Michel LEBLANC
58000 Nevers

51%... ÇA PEUT SUFFIRE

« Mis en cause personnellement par l'article de Gérard Le Gall dans le n° 221 de « l'Unité » pour un papier du « Nouvel Observateur », je voudrais seulement faire observer aux lecteurs de « l'Unité » que, si Gérard Le Gall avait donné à son article son vrai titre — c'est-à-dire non pas « 51 %, ça suffit », mais « 51 %, ça peut suffire » (plus conforme à ce qu'il sait) — loin d'être en contradiction avec mon propre article qui montrait que « 51 % ça peut ne pas **suffire », nous serions tous les deux d'accord sur l'essentiel.**

Car, en réalité, je souhaitais expliquer qu'avec 51 % des voix au premier tour des législatives, rien n'est encore nécessairement **gagné. Gérard Le Gall en est d'ailleurs conscient : dans le corps de son papier, il nuance le « ça suffit » péremptoire du titre ; écrire, comme il le fait, que la progression du P.s., les lois des reports, etc. « doivent » cette fois favoriser la gauche relève évidemment de l'optatif.**

Par ailleurs, la chute de l'article de Le Gall, consacrée à cette droite qui a « intérêt » à montrer le « piétinement » de la gauche (et dont je favoriserais donc « objectivement » le combat ; argument dont les bons offices staliniens devraient désormais décourager tout socialiste de l'employer) me paraît imaginaire. La droite actuelle, au contraire, donne pour acquis le succès de la gauche (voir le récent débat P.s.-patrons) : soit qu'elle y croie vraiment, soit qu'elle feigne d'y croire pour mieux répandre la terreur. Il me paraît donc raisonnable, face à cela, de dire que la gauche, indéniablement en progrès aujourd'hui, n'est pas pour autant assurée du succès. Est-ce démobilisateur de le dire ? Il me semble que c'est l'inverse. Au demeurant, la distinction entre les vérités bonnes et mauvaises à dire a tant nui à la gauche que le temps est venu de lui dire adieu. »

JACQUES OZOUF

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- ▶ abonnement d'un an (130 F) **avec en cadeau le livre de Piem** ☐
- ▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux,

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



changer la vie quotidienne

38 PAR CLASSE... SEULEMENT !

Comme chacun sait, la rentrée s'est effectuée « quasiment sans problème ». Par exemple à Marly-le-Roi (Yvelines : 17 000 habitants, 4 000 écoliers) ; à l'école Jean-Rostand, cours préparatoires exceptés, on compte une moyenne de... 38 élèves par classe.

Les parents de Marly ont une longue expérience de la lutte. En 1975 déjà, à la suite d'une grève suivie à 100 %, avec l'aide municipale, ils avaient obtenu l'ouverture de 2 classes maternelles de plus. Aussi, le 9 octobre, plus de 120 familles ont-elles refusé d'envoyer leurs enfants à l'école Jean-Rostand.

Mais cela ne suffit pas. Le célèbre Albarède (recteur de Versailles) fait pour l'instant la sourde oreille. Ses services suggèrent aux parents d'inscrire leurs enfants dans une école proche, où la moyenne n'est pour l'instant « que » de 32 élèves par classe. A moins qu'il ne s'agisse de fournir une clientèle supplémentaire à l'unique école privée de Marly où — ô miracle ! — pas une classe ne compte plus de 25 élèves (de toute façon, c'est l'Etat qui paie).

A SEC

« Obstétriciens, serez-vous au chômage l'an prochain ? » : c'est la question que pose, dans un de ses derniers numéros, le bimensuel « les Echos de la médecine ». La récente canicule serait, en effet, la cause d'une baisse notable de la natalité, au printemps prochain. Les démographes ont consulté les archives depuis 1859 et ils ont constaté qu'après chaque été torride on enregistrait, neuf mois plus tard, une baisse du nombre des naissances. La dernière en date est celle du printemps 1948 (en plein baby-boom !), qui suivit la canicule de l'été 1947. Des recherches faites par l'Institut national de la recherche agronomique sur les animaux corroborent la constatation qu'une très forte chaleur a une influence néfaste sur la fécondité de certains mammifères.

MORT D'UNE INSTITUTRICE

Annick Menu était institutrice depuis quelques jours quand, le 24 septembre, elle s'est pendue. Fraîche émoulue de l'Ecole normale et préparée à éduquer des « petiots », elle s'était retrouvée catapultée, le jour de la rentrée, devant une « 3e pratique » du C.e.s. Prieur de la Marne, à Reims. C'est-à-dire devant un groupe d'adolescents (15-16 ans) parfois plus grands qu'elle, n'ayant plus rien à espérer de l'école et pleins de haine pour cette institution, n'attendant là que leurs 16 ans pour « se tirer » — autrement dit, devenir chômeurs ou travailleurs occasionnels et sous-payés ou encore voyous professionnels.

On peut imaginer ce que fut le calvaire d'Annick Menu : elle avait été menacée et son père, chômeur, devait l'accompagner tous les matins. Au lieu de l'aider, la « conseillère pédagogique » (sic) dont on l'avait affublée l'avait entièrement démoralisée. On connaît la suite.

Cette triste affaire soulève plusieurs problèmes, et d'abord celui de la formation des instituteurs. Théoriquement, il est prévu de ne confier les « classes pratiques » qu'à des maîtres « chevronnés » ayant suivi une formation ad hoc. En fait, violant ses propres règlements et le simple bon sens, l'administration y nomme des jeunes maîtres inexpérimentés. C'est qu'en effet les titulaires ne se bousculent pas pour occuper ces postes.

On les comprend, d'ailleurs. Recueillant les plus médiocres des « relégués scolaires », véritables impasses, les classes pratiques sont des « pourrissoirs ». Elles en disent plus long sur la réalité de notre système éducatif que tous les discours de M. Haby. Leur suppression radicale (à la racine) est une nécessité. Mais c'est toute une politique de ségrégation précoce à remettre en cause.

Chacun apprendra avec intérêt que le recteur Boursin pense que « rien ne permet d'affirmer qu'il y a relation de cause à effet entre le geste de la jeune fille et les difficultés qu'elle rencontrait dans sa classe ».

PRESQU'ILE AUX ENCHERES

La presqu'île de Scandola, située sur la côte occidentale de la Corse, a été mise aux enchères. Le Conseil général de la Corse du Sud (majorité radicale de gauche) avait décidé de l'acheter afin de poursuivre sa politique d'acquisitions foncières au profit de la collectivité. C'était compter sans la société civile et immobilière de Punta Rossa, dont le siège social est dans le département de Corse du Nord. Celle-ci a emporté l'affaire pour un million et des poussières, somme que le département ne pouvait engager. Mais le plus étrange, c'est que la presqu'île fait partie du parc régional de la Corse, qu'elle est site classé et que l'on ne peut, en conséquence, ni y stationner ni, a fortiori, y construire.

En principe, donc, un investissement totalement improductif pour une société immobilière... à moins que le ministre de la Qualité de la vie ne signe une dérogation. Pour prévenir ce danger, les élus de gauche et la population sont déjà mobilisés pour que la vague du passe-droit et de la spéculation ne déferle pas sur Scandola.

GAM ET GAUCHE

Les Gam se sont rencontrés à Gaillon (Eure) samedi et dimanche derniers, avec au programme une interpellation des partis de gauche pour que l'autogestion entre dans la pratique communale. Soit 15 groupes de travail pour faire le point sur les résultats obtenus et les obstacles dans des matières allant de l'information à l'animation et à la participation, en passant par les ateliers populaires d'urbanisme et les services publics.

Les 300 participants, à cette rencontre — plus du double du nombre habituel — ont réaffirmé la solidarité fondamentale des Gam avec les partis de gauche, mais aussi leur volonté de « stimuler » les équipes au pouvoir. En particulier, pour que la gauche à la mairie « libère l'information locale, apporte un soutien concret aux luttes et à la vie des groupes qui les animent et mette en œuvre des pratiques démocratiques s'inspirant du projet autogestionnaire. »

TISSER ET JARDINER

Pour les fanas de vie saine, deux brochures : les plantes tinctoriales, dans un numéro du « Pont » (Editions de la Lanterne, 10, rue de l'Aviation, 70200 Lure), plein de recettes, d'idées et d'adresses sur les métiers à tisser. Dans le petit coin du jardinage, tout sur le compostage, ses principes et ses techniques (rue de la Frache, 04100 Pierrevert).

LE SNI SE FACHE

De plus en plus d'instituteurs absents ne sont pas remplacés avant le dixième jour d'absence. Dans les C.e.s., les professeurs de collège absents ne le sont qu'au bout de deux semaines. Telles sont les consignes — tacites, mais effectives — que le ministère de l'Education a diffusées auprès des rectorats et inspections académiques depuis la rentrée.

Les causes de cette situation sont simples. Les taux de remplacement prévus depuis des années (5% chez les instituteurs) sont devenus insuffisants du fait de la féminisation et du rajeunissement du corps enseignant — ce qui a multiplié les congés de maternité.

Tout le monde convient que le taux devrait passer à 8%. Mais avec le budget de misère qui est celui de l'Education, René Haby fait la sourde oreille. Ce sont les enfants qui, en définitive, font les frais de cette pénurie.

Des éducateurs ne peuvent accepter cela. C'est pourquoi le Syndicat national des instituteurs vient d'inviter ses adhérents à renvoyer chez eux les enfants des écoles primaires dès le second jour d'absence d'un maître, dans tous les départements où il apparaît que les remplaçants ne sont affectés qu'après dix jours d'absence. Les écoles sont des lieux d'éducation, pas des garderies. Cette forme d'action n'a évidemment pour but que de sensibiliser la population.

LA DEMAOÏSATION COMMENCE



Hua Kuo-feng, vu par Coureuil.

La « bergerie » (voir le n° 217 de « l'Unité ») n'a pas duré longtemps. Les travaux d'embaumement du corps de Mao Tsé-toung à peine terminés, la démaoïsation de la Chine commence. Le paradoxe — ou l'originalité — sera qu'elle se fait, et se fera peut-être encore longtemps, au nom du grand disparu.

Les faits sont relativement bien connus et la presse quotidienne a pu suivre, d'abord à partir d'indiscrétions, ensuite grâce à des informations venant de Chine, l'évolution d'une situation que les meilleurs amis du Pouvoir chinois qualifiaient avec prudence de « fluide ». Pour le moment, Hua Kuo-feng l'a emporté. Nommé président du Parti — c'est-à-dire héritier du titre que détenait Mao — le Premier ministre du compromis passé après l'élimination de Teng Hsiao-ping a éliminé ses principaux adversaires. Selon une méthode classique dans le mouvement communiste, le Parti chinois a coupé aux deux bouts, sur sa droite et sur sa gauche.

Le révisionnisme de droite et l'aventurisme de gauche sont, en effet, les ennemis traditionnels que le mouvement communiste s'est inlassablement trouvé pour justifier ses purges. Les communistes chinois, malgré le caractère original de leur expérience, n'auront donc pas agi différemment des Soviétiques pour le règlement d'une crise de succession. Dès que l'état de santé du président Mao avait montré clairement qu'il faudrait dans un délai relativement court assurer son remplacement, la lutte s'est engagée. La mort de Chou En-lai survenant avant celle de Mao avait rendu possible le coup de hache à droite, qui avait atteint celui que le Premier ministre disparu considérait comme son successeur, Teng Hsiao-ping, remis en selle après avoir été épuré pendant la Révolution culturelle.

La « gauche », conduite par la dernière épouse de Mao, Chiang Ching, put croire son heure arrivée. Elle occupait des postes de la plus grande importance : la deuxième vice-présidence du Parti, avec Weng Hung-wen, le poste de vice-Premier ministre, avec Chang Chun-chia, également maire de Shanghai. Elle contrôlait la plupart des organes d'information et jouissait d'une grande influence chez les étudiants et chez les intellectuels, ce qui explique pourquoi l'écrivain Yao Wen-yuan a été ajouté à la charette des « comploteurs ».

Hua Kuo-feng qui, ne l'oublions pas, a eu une carrière policière, sut agir avec célérité. Appuyé par la garnison de Pékin, commandée par le général Chen Shi-lien, et assuré du soutien des officiers de l'armée populaire, très méfiants à l'égard du gauchisme depuis l'aventure de la Révolution culturelle, il a pu faire arrêter la veuve du Président disparu sans que les partisans de celle-ci puissent, dans l'immense Chine, se regrouper. Et il a pu surtout frapper fort à Shanghai, le fief de la gauche, où des arrestations calculées ont eu lieu.

Les épurés sont maintenant accusés de tous les crimes, y compris d'avoir envisagé de faire assassiner Mao qui tardait trop à mourir. Là encore, les vieilles habitudes sont évidentes. Staline inventa un « complot des blouses blanches » et Beria fut suspecté d'avoir aidé le « petit père des peuples » à ne pas se remettre de l'attaque qui l'avait frappé. Mais la moindre des accusations n'est pas celle qui affirme que Chiang Ching aurait profité de l'affaiblissement de Mao pour lui arracher des décisions absurdes et pour trahir sa pensée. Une telle accusation a, en effet, l'avantage de permettre un jour une réintégration dans la vie publique du groupe droitier, éliminé alors que Mao était encore vivant.

Dernier point commun avec les Soviétiques : le règlement de la crise obtenu au sommet doit recevoir le soutien des « masses ». Des manifestations, des communiqués, des journaux muraux expriment de plus en plus largement ce soutien. Sans doute y a-t-il de la sincérité chez beaucoup de ceux qui approuvent ce qui a été fait, parce qu'ils croient aux accusations d'anti-maoïsme lancées contre les épurés. Mais l'opération relève bien de cette manipulation traditionnelle propre à un régime totalitaire.

Comme en Union soviétique, le « centre » est donc maintenant au pouvoir. Il est probable qu'il y restera, avec ou sans le chef qu'il s'est trouvé pour le moment, parce que la période romantique de la révolution chinoise est terminée. Mao avait pu prolonger cette période, à la fois parce qu'il avait bien vieilli et parce que la force de ses convictions était à la hauteur de sa stature historique. Mais, dans ses grandes masses, le peuple chinois a certainement été plus sensible aux progrès matériels acquis grâce à la révolution maoïste qu'aux subtilités de la pensée du disparu. Or le vrai débat, que Chou En-lai avait fait renaître après la Révolution culturelle, porte sur l'avenir de la Chine : le plus grand pays de l'humanité doit-il ou non s'engager dans la voie de la croissance économique en vue d'apporter toujours plus de bien-être matériel à sa population ? Chou En-lai avait répondu à la question en déclarant qu'à la fin du XXe siècle la Chine pouvait être la nation la plus riche du monde. Est-ce une simple coïncidence : pendant que se réglait le problème du pouvoir à Pékin, un nouvel essai nucléaire avait lieu sur le territoire chinois, rappelant qu'au-delà d'un débat maniant les arguments idéologiques, une technique de pointe était aussi un des éléments de la nouvelle réalité chinoise.

CLAUDE FUZIER

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325